

Mai
2009

Controverses

Forum de la Gauche Communiste Internationaliste

- Le temps des *Controverses*
- Tendances et paradoxes de la scène internationale
- Comprendre la crise économique
 - Dynamiques et contradictions du capitalisme
 - L'obsolescence du capitalisme
 - L'intermède des *Trente glorieuses*
 - Les origines de la crise actuelle
- Le matérialisme historique et dialectique (I^{ère} partie)
- Marx à l'ombre de l'année Darwin (I^{ère} partie)
- Échos de la Gauche Communiste
 - *L'Appel au milieu révolutionnaire* et notre réponse
 - Courrier de la *Lettre Internationaliste*
 - 90 ans de *Kommunist* (I^{ère} partie)
- Note de lecture

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

n°1

Trois numéros par an

5 €



Table des matières

Le temps des <i>Controverses</i>	3
Tendances et paradoxes de la scène internationale.....	11
Comprendre la crise économique	
<i>Dynamiques et contradictions du capitalisme.....</i>	<i>18</i>
<i>L'obsolescence du capitalisme</i>	<i>24</i>
<i>L'intermède des Trente glorieuses</i>	<i>25</i>
<i>Les origines de la crise actuelle.....</i>	<i>28</i>
Le matérialisme historique et dialectique (I^{ère} partie)	30
Marx à l'ombre de l'année Darwin (I^{ère} partie)	39
Échos de la <i>Gauche Communiste</i>	
<i>L'appel au milieu révolutionnaire et notre réponse</i>	<i>44</i>
<i>Courrier de la Lettre Internationaliste</i>	<i>46</i>
<i>90 ans de Kommounist (I^{ère} partie)</i>	<i>47</i>
Note de lecture	53

Site Web : www.leftcommunism.org

Abonnement : 2 ans - 30 € (frais d'envoi inclus)

Compte bancaire : 000-3508138-36 à l'ordre de Modica Stive

IBAN : BE46 0003 5081 3836

BIC : BPOTBEB1

Nous écrire à : boîte postale 594, 1000 Bruxelles 1, Belgique

Éditeur responsable : Modica Stive

Mis en page le : 20/04/2009

Imprimé le : 22/04/2009

Diffusé le : 23/04/2009

Avertissement : le lecteur trouvera prochainement des versions actualisées de certains textes de fond de cette Revue sur notre site Web : www.leftcommunism.org

Le temps des *Controverses*

L'esprit de notre projet

« Je suppose naturellement des lecteurs qui veulent apprendre quelque chose de neuf et, par conséquent, aussi penser par eux-mêmes... Tout jugement inspiré par une critique vraiment scientifique est pour moi le bienvenu ». S'ouvrir aux nouveautés, penser par soi-même, appeler à la critique, telles étaient les invitations faites par Marx dans l'introduction à son ouvrage majeur, *Le Capital* ⁽¹⁾. Rosa Luxemburg abondait dans le même sens lorsqu'elle écrivait que « *Le marxisme est une vision révolutionnaire du monde qui doit appeler à lutter sans cesse pour acquérir des connaissances nouvelles, qui n'abhorre rien tant que les formes figées et définitives et qui éprouve sa force vivante dans le cliquetis des armes de l'autocritique et sous les coups de tonnerre de l'histoire* » ⁽²⁾. De même, Lénine demandait de « *nullement regarder la théorie de Marx comme quelque chose de fini et d'intangible... au contraire, [cette théorie] a simplement posé la pierre angulaire de la science que les socialistes doivent pousser plus loin dans toutes les directions, s'ils ne veulent pas se laisser distancer par la vie* » ⁽³⁾.

Si notre regard critique sur la société s'alimente au matérialisme historique, si nos analyses politiques s'inspirent des apports de la *Gauche Communiste* ⁽⁴⁾, et si nous nous efforçons d'en approfondir les bases théoriques, nous devons avoir le souci permanent de soumettre toutes nos conclusions au « *cliquetis des armes de l'autocritique et sous les coups de tonnerre de l'histoire* » (ibid), et donc d'en faire un objet de **controverses**. Autrement dit, élaborer un marxisme vivant et non un dogme achevé et intangible.

C'est sur cette base critique que **Controverses** entend promouvoir toutes les initiatives qui œuvrent à la clarification des buts et des moyens de la lutte émancipatrice de l'humanité pour s'extraire des millénaires de domination de l'homme par l'homme, et contribuer au regroupement de tous ceux qui se reconnaissent dans cet objectif. Tels sont l'esprit et les fondements de notre projet.

(1) Préface au *Capital*, 1867, La Pléiade, Econ. I : 548 & 551.

(2) Dernière phrase qui clôture l'*Anticritique* de Rosa Luxemburg dans son ouvrage sur l'*Accumulation du capital*.

(3) Lénine, *Notre programme*, Œuvres, tome 4 : 217-218.

(4) Le courant de la *Gauche Communiste* se compose de l'ensemble des groupes politiques qui se sont opposés plus précocement que le trotskysme à la dégénérescence de la révolution russe, de la III^{ème} Internationale et de ses partis. Les plus connus sont la gauche italienne et germano-hollandaise. La page trois de notre couverture reprend quelques sites Web et brochures sur l'histoire et les apports politiques de ce courant.

C'est pourquoi **Controverses** est un lieu de débat, un **Forum**, au sens d'un espace ouvert à tous ceux qui s'inscrivent dans une telle perspective. La participation à notre projet est basée sur la motivation de chacun à confronter ses idées et à faire aboutir les activités qui sont collectivement définies et mises en œuvre par ceux qui les portent. A l'heure actuelle, elles consistent en :

- 1) des discussions communes ;
- 2) la parution de la revue *Controverses* ;
- 3) la tenue d'un site Web international du même nom ;
- 4) l'élaboration de divers projets éditoriaux sous forme de livres et de brochures ;
- 5) la tenue de controverses publiques et d'interventions au sein des luttes sociales ;
- 6) toutes autres activités décidées en commun.

Nos constats politiques

Ce projet résulte d'un bilan s'appuyant sur les cinq constats politiques majeurs suivant :

1) La classe ouvrière a subi une défaite historique très profonde suite à l'échec des tentatives révolutionnaires ayant secoué la planète entre 1917 et 1923 ⁽⁵⁾. Cette défaite s'est cruellement faite ressentir sur tous les plans (répression, dégénérescence de ses partis politiques, etc.), mais encore plus au niveau théorique par un travestissement des bases mêmes du marxisme. Le stalinisme a été présenté comme sa quintessence et l'URSS sa réalisation. Jusqu'à la fin des années 1960, et dans des conditions extrêmement difficiles, seules quelques infimes minorités ont sauvé la flamme et l'honneur du communisme : (a) en luttant contre ses défigurations staliniennes, (b) en tirant les leçons politiques des échecs du mouvement, (c) en léguant de précieux approfondissements à leur propos ⁽⁶⁾, et en jetant un pont pour assurer la continuité avec les générations futures. Nous pensons aux divers courants de l'*Opposition Internationale de Gauche* animée par Trotski, aux groupes se rattachant à la *Gauche Com-*

(5) En octobre 1917, les *Conseils Ouvriers* en Russie prennent la direction du pays. En septembre 1918, une insurrection se développe en Bulgarie. Au même moment, des *Conseils Ouvriers* se sont formés un peu partout en Allemagne et une agitation révolutionnaire se répand entre les mois de novembre 1918 et février 1919. Une *République Socialiste des Conseils Ouvriers* s'est même constituée en Bavière ; elle tiendra de novembre 1918 à avril 1919. Une révolution victorieuse éclate également en Hongrie et résiste durant six mois aux assauts de la réaction (de mars à août 1919). Enfin, d'importants mouvements sociaux ont secoué nombre de pays de par le monde suite aux difficultés économiques et sociales d'après-guerre.

(6) Citons en particulier la résolution de *l'énigme russe* (nature du stalinisme défini comme *capitalisme d'Etat*), la théorie de la décadence du capitalisme, et les leçons concernant la période de transition et l'utilisation de la violence.

muniste Internationale, ainsi qu'aux multiples résistances à la contre-révolution stalinienne.

2) L'œuvre d'approfondissement permanent du matérialisme historique tel qu'il existait dans le dernier tiers du XIX^{ème} siècle jusqu'en 1923 a brusquement pris fin. A titre d'exemple, nous citerons : *Dialectique de la nature* (Engels), *Darwinisme et marxisme* (Pannekoek), *La femme et le socialisme* (Bebel), *L'origine du christianisme* (Kautsky), *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (Engels), etc. De tels approfondissements fondamentaux des bases théoriques du marxisme dans toutes ses dimensions ont quasiment disparu du champ du marxisme révolutionnaire et, en particulier, de la *Gauche Communiste*. En effet, les conditions de son époque (1923-68) et ses faibles forces ne lui ont pas permis d'aller au-delà d'un bilan politique de l'échec de cette première vague révolutionnaire. C'était la priorité de l'heure. Durant près d'un demi-siècle, ces groupes et minorités n'ont guère eu l'occasion de traiter et d'approfondir les fondements du marxisme et d'y intégrer les évolutions des sciences et de la société. Certes, il existe bien quelques exceptions à ce tableau, mais elles se comptent sur les doigts d'une main d'un manchot (7).

3) Les héritiers actuels des groupes historiques de la *Gauche Communiste* ont eu le mérite de faire revivre ce courant politique, d'approfondir certaines de leurs analyses, et de développer une intervention prolongeant cette orientation. Cependant, force est de constater qu'ils n'ont pas rempli leurs tâches sur plusieurs plans importants :

1- A part certaines contributions tout à fait valables, et sur lesquelles nous reviendrons, les apports politiques du courant historique de la *Gauche Communiste* ont plus été préservés que fructifiés par ses continuateurs actuels.

2- Nombreuses sont les questions politiques dont la clarification n'a pas été poursuivie et qui doivent encore être approfondies.

3- Nombreux également sont les sujets qui ont été présentés comme des avancées théoriques majeures, alors que la réalité est venue soit les démentir, soit en rendre caduques des pans entiers.

4- Enfin, les groupes actuels se revendiquant de la *Gauche Communiste* ne sont pas parvenus à rendre au marxisme ses lettres de noblesse en reprenant son approfondissement « dans tous les domaines de la connaissance » (*Bilan* n°1, cf. infra). Leur apport en la matière se réduit à quasiment zéro.

5- Pire, lorsque certains de ces groupes ont tenté de s'y aventurer, c'est soit pour réaffirmer de façon dogmatique des énoncés surannés datant de plus d'un siècle, soit pour reprendre des théories étrangères au marxisme.

Autrement dit, s'il était absolument indispensable de tirer les leçons politiques de la défaite de la vague révolutionnaire au début du XX^{ème} siècle, il est actuellement plus que jamais nécessaire d'aller au-delà afin de les approfondir, mais aussi et surtout de combler le retard immense pris par le développement des bases

(7) Comme *Anthropogenèse* de A. Pannekoek (1945), ou *Espèce humaine et croûte terrestre* de A. Bordiga (1951-53).

théoriques du marxisme, et ce dans tous les domaines de la connaissance depuis près d'un siècle. Cette tâche est incontournable, du moins concernant toute une série de questions clefs si l'on veut être à la hauteur de l'enjeu actuel qui est *Socialisme ou barbarie*, révolution communiste ou descente aux enfers dans une succession de crises et de conflits de plus en plus dévastateurs (8).

4) Depuis l'échec des conférences internationales des groupes de la Gauche Communiste (1977-1980), aggravé par le recul de la lutte de classe après 1989, l'état général de ce courant politique se caractérise par un décalage croissant entre les nécessités posées par l'histoire et les insuffisances de ses réponses politiques. Celles-ci se limitent, pour l'essentiel, à répéter les leçons des expériences passées. Or, face aux enjeux actuels, au retard pris par le marxisme, et aux questionnements des nouvelles générations, ces réponses ne suffisent plus. Il est donc plus qu'urgent d'actualiser le projet révolutionnaire en reprenant la tâche d'approfondissement des bases théoriques du marxisme laissée en suspens depuis le début du XX^{ème} siècle.

5) En contraste avec toute l'histoire passée du mouvement ouvrier, en 40 ans d'existence, les héritiers du courant historique de la *Gauche Communiste* ne sont ni arrivés à réaliser un bilan commun (ni même à sérier et préciser les contours de leurs désaccords), ni à créer une dynamique de clarification collective, et encore moins de regroupement. Au contraire, une partie de ce milieu se caractérise par des crises à répétition, des scissions et des invectives tournant le dos à une véritable culture du débat au sein du milieu révolutionnaire prolétarien.

Les priorités de l'heure

L'ensemble de ces constats imposent de nous pencher sur les quatre axes suivants qui nous apparaissent comme prioritaires dans la situation présente :

1) Débarrasser le marxisme de toutes ses déformations (surtout celles laissées par le stalinisme) et ce, tant sur les plans politiques qu'organisationnels. Par exemple, voici comment sur ce dernier aspect, s'exprimait un éminent représentant de la *Gauche Communiste* et fondateur du *Courant Communiste International* dans le *Bulletin intérieur de la Ligue de l'Opposition Internationale de Gauche* du 10 avril 1932 (Marc Chirik) : « L'importance de la discussion politique, les divergences profondes et les courants qui se font jour, ne peut plus échapper à personne. (...) Il faudrait donc que cette discussion soit profitable comme il convient, pour tous les camarades et pour l'avenir de l'organisation, par les problèmes débattus, par la clarté des réponses données sur des points restés jusque là dans l'obscurité... Pour qu'il en soit ainsi, il est nécessaire que toute l'organisation et la commission exécutive en premier lieu **observent jalousement les règles de démocratie dans la discussion**, les plus larges, faisant tous les efforts afin de ne pas laisser troubler la marche de cette dernière, empêcher toute déviation tendant à **transformer la discussion politique en question de disci-**

(8) Ce bilan sera développé dans de prochains numéros de *Controverses* ainsi que sur notre site Web du même nom.

pline, même s'il y a indiscipline caractérisée et jusqu'à la dernière limite (la lutte contre l'organisation à l'extérieur), ne prendre aucune sanction contre qui que ce soit. A plus forte raison, il faut empêcher à ce qu'elle prenne une tournure envenimée de querelle de personnes, ou qui tente à expliquer tout par le caractère psychologique de tel ou tel autre camarade. Tout cela volontairement ou non étouffe la discussion et jette un voile sur les divergences réelles qui se sont fait jour ». De telles leçons politiques sur le plan organisationnel sont précieuses pour éradiquer toutes les visions et pratiques héritées du poids de la contre-révolution.

2) Actualiser et développer la vision marxiste du monde sur l'homme et la société en reprenant l'approfondissement du matérialisme historique et dialectique, l'analyse de la succession des modes de production, la question des rapports hommes-femmes, de la religion, de la nature humaine, de la morale et de l'éthique, de l'anthropogénèse, etc. Ceci passe par l'assimilation critique des principaux apports de la science à la théorie marxiste, à l'image de ce qu'avait pu faire le mouvement révolutionnaire au XIX^{ème} siècle : « *Marx n'avait rien d'un négateur sombre et hautain de la science et de la culture bourgeoise (...) On ne doit jamais craindre les conclusions auxquelles la recherche scientifique peut aboutir (...) toute science doit être cultivée pour elle-même et que ... [disait Marx] ceux qui ont la chance de pouvoir se consacrer à des études scientifiques doivent être les premiers à mettre leurs connaissances au service de l'humanité* »⁽⁹⁾. « *Toute nouvelle découverte scientifique véritable, peut et doit être assimilée et intégrée au marxisme, élargissant ainsi les champs d'investigation de sa méthode* »⁽¹⁰⁾.

3) Revisiter et approfondir les fondements sur lesquels les minorités de la *Gauche Communiste* ont résisté durant toutes les années de contre-révolution. Nous pensons plus particulièrement à la théorie des crises, aux fondements de la phase d'obsolescence du capitalisme, aux conditions de la révolution, aux multiples problèmes liés à la période de transition vers le socialisme, etc.

4) Répondre aux questions nouvelles posées par le développement du capitalisme, de ses idéologies, par la montée des luttes sociales, et par l'émergence de nouveaux éléments politisés de par le monde. Nous pensons aux questions de l'écologie, du productivisme, des conditions de la période de transition vers le socialisme dans toutes ses composantes, etc.

« **Sans théorie révolutionnaire pas de mouvement révolutionnaire** »⁽¹¹⁾

Sans ce développement des bases théoriques et politiques du marxisme lui-même, les avant-gardes qui s'en

(9) Editions sociales, *Souvenirs sur Marx et Engels* : 74 et 323.

(10) Marc Chirik, cité dans *Marc Laverne et la GCF*, tome II.

(11) Lénine, *Que faire ?*, extrait du chapitre *Dogmatisme et liberté de critique*, d) *Engels et l'importance de la lutte théorique*.

revendiquent ne pourront être à la hauteur des enjeux concernant l'avenir de l'humanité. Peu après avoir exprimé sa fameuse formule « *Sans théorie révolutionnaire pas de mouvement révolutionnaire* », Lénine insistait fermement sur l'idée que « **Seul un parti guidé par une théorie d'avant-garde peut remplir le rôle de combattant d'avant-garde** » (ibid). En effet, théorie et pratique, ou approfondissement politique et intervention, sont deux termes se fécondant mutuellement. Réfléchir en chambre est tout aussi stérile que s'agiter sur des bases erronées. Mais ces deux termes ne sont ni dans un rapport quelconque, ni mécaniquement liés dans un sens ou l'autre ; ils dépendent du contexte et de la période. Aujourd'hui, les enjeux historiques et les nécessités d'intervention dans les luttes sociales nous imposent de façon urgente ce retour aux fondements du marxisme. Sans cela, toute agitation sera vaine. Ce n'est pas pour rien que juste après sa formule célèbre Lénine souligne que : « *On ne saurait trop insister sur cette idée à une époque où l'engouement pour les formes les plus étroites de l'action pratique va de pair avec la propagande à la mode de l'opportunisme* ». Tel est le danger majeur qui guette les groupes de la *Gauche Communiste* à l'heure actuelle : à trop insister sur les nécessités – bien réelles – d'interventions dans la réalité sociale (« *l'engouement pour les formes les plus étroites de l'action pratique* »), ils en oublient les fondements et les bases théoriques qui fécondent cette intervention et versent alors dans « *la propagande à la mode de l'opportunisme* ». En réalité, aujourd'hui, ce sont les nécessités de l'intervention dans les luttes sociales dans un contexte de crise économique et de conflits militaires permanents qui imposent l'urgence d'un approfondissement politique d'ampleur « *du marxisme dans tous les domaines de la connaissance* » (Bilan n°1, cf. infra).

Sans cela, les groupes de la *Gauche Communiste* ne pourront pas surmonter, ni l'hétérogénéité encore immense des leçons politiques qu'ils ont respectivement tirées de l'échec de la vague révolutionnaire entre 1917 et 23, ni les clivages politiques majeurs qui les séparent, et encore moins les conflits réguliers qui les déchirent. Ces quatre priorités constituent une condition *sine qua non* au dépassement de la crise politique qui sévit au sein et entre les groupes de la *Gauche Communiste*. Celle-ci est tantôt ouverte, tantôt larvée, et elle se manifeste à des degrés divers chez les uns et les autres. Mais force est de constater qu'elle est bien réelle et handicape terriblement les groupes actuels lorsqu'il s'agit d'assumer leurs responsabilités historiques.

Les principaux obstacles

En effet, il faut malheureusement constater que de nombreuses entraves parsèment la route qui mène à la nécessaire réactualisation du projet révolutionnaire et rendent sa destination d'autant plus incertaine. Ces entraves sont celles qui guettent toutes avant-gardes en période de montée générale des luttes sociales telle qu'elle s'est ouverte depuis 1968, et qui exige la clarification politique et le regroupement des forces militantes :

1) l'incapacité à se hisser théoriquement et pratiquement à la hauteur des enjeux historiques ;

2) les difficultés à se concevoir et agir comme un élément parmi d'autres dans une dynamique d'ensemble du milieu politique prolétarien.

L'histoire du parti bolchevik nous éclaire à plus d'un titre à ce sujet, lui qui risqua à plusieurs reprises de rater le train de l'histoire :

1) dans un premier temps, les Bolcheviks préconisèrent la dissolution des Conseils Ouvriers surgis en 1905 car ils les considéraient comme des concurrents du parti (!) ;

2) en 1914, la direction en Russie adopta une position défensiste sur la question de la guerre impérialiste (!) ;

3) jusqu'au vote des *Thèses d'avril* (1917), les Bolcheviks défendront la nécessité en Russie de passer obligatoirement par l'étape nationale démocratique avant celle de la révolution prolétarienne ;

4) en octobre 1917, quasiment toute la direction du parti s'opposait à l'idée même de l'insurrection.

Le parti bolchevik doit sa faculté à se redresser au moment voulu avant tout à son ouverture internationale et aux débats menés avec les autres composantes de la social-démocratie ⁽¹²⁾, et, en particulier, avec la plupart des scissions issues de son congrès de 1903 avec lesquelles il ne cessera de travailler en vue d'établir des collaborations, ainsi que les bases d'une clarification politique et d'un regroupement ⁽¹³⁾.

Autrement dit, les principaux dangers auxquels les minorités révolutionnaires doivent faire face aujourd'hui sont le **repli sur soi** et l'**ossification théorique** par l'enfermement dans le dogmatisme et le monolithisme : « *Tant que le parti reste le creuset où s'élabore et s'approfondit l'idéologie de la classe, il a pour règle, non seulement la liberté la plus grande, des idées et des divergences dans le cadre de ses prin-*

(12) « *...le mouvement social-démocrate est, par son essence même, international. (...) ...un mouvement qui commence dans un pays jeune ne peut être fructueux que s'il assimile l'expérience des autres pays. Or pour cela il ne suffit pas simplement de connaître cette expérience ou de se borner à recopier les dernières résolutions : il faut pour cela savoir faire l'analyse critique de cette expérience et la contrôler soi-même. Ceux qui se rendent compte combien s'est développé le mouvement ouvrier contemporain, et combien il s'est ramifié, comprendront quelle réserve de forces théoriques et d'expérience politique (et révolutionnaire) réclame l'accomplissement de cette tâche* » (Lénine, *Que faire ?*, ibid).

(13) Sont concernés entre autres Trotski et les groupes qu'il animera : (a) Trotski était président des conseils ouvriers de Petrograd lorsque les Bolcheviks appelaient à leur dissolution ; (b) il était internationaliste lorsque la direction russe du parti bolchevik s'alignait sur le défensisme en 1914 ; (c) bien avant Lénine, il défendait le rôle central de la classe ouvrière dans la révolution russe ; (d) enfin, Trotski était un des rares bolcheviks à soutenir la position de Lénine sur la nécessité de l'insurrection en octobre 1917.

Le parti bolchevik s'est trouvé bien souvent à droite de la classe ouvrière et de certaines minorités d'avant-garde (dont Trotski), et c'est à l'ouverture et l'écoute de celles-ci que les Bolcheviks doivent leur capacité à se ressaisir et à être à la hauteur de leurs tâches historiques. C'est cet état d'esprit qui manque cruellement aujourd'hui.

cipes programmatiques, mais a pour fondement le souci de favoriser et d'entretenir sans cesse la combustion de la pensée, en fournissant les moyens pour la discussion et la confrontation des idées et des tendances en son sein. Vu sous cet angle de la conception du Parti, rien ne lui est aussi étranger que cette monstrueuse conception d'un parti homogène, monolithique et monopoliste. L'existence de tendance et de fraction sur sein du Parti n'est pas une tolérance, un droit pouvant être accordé, donc sujet à discussion. Au contraire, l'existence de courants dans le Parti – dans le cadre des principes acquis et vérifiés – est une des manifestations d'une conception saine de la notion de Parti » ⁽¹⁴⁾.

Notre objectif

C'est pour contribuer à déblayer la voie vers la clarification et le regroupement sur des bases théoriques, politiques et organisationnelles saines que *Controverses* a vu le jour. En d'autres termes, tout en tenant compte du changement de période qui n'est plus au reflux mais à la reprise historique des combats de classes, notre objectif essentiel est de reprendre ce qui était le souci de *Bilan* mais qu'il n'a pu mener complètement à bien compte-tenu des conditions d'alors : « *...une critique intense qui visait à rétablir les notions du marxisme dans tous les domaines de la connaissance, de l'économie, de la tactique, de l'organisation* », et ce sans « *aucun dogme* », sans « *aucun interdit non plus qu'aucun ostracisme* », et « *par le souci de déterminer une saine polémique politique* » ⁽¹⁵⁾. Ceci est plus que

(14) Marc Chirik, *Internationalisme* n°38, 1948, *Sur la nature et la fonction du parti politique du prolétariat*.

(15) « *Notre fraction en abordant la publication du présent bulletin ne croit pas pouvoir présenter des solutions définitives aux problèmes terribles qui se posent aux prolétariats de tous les pays. (...) elle n'entend pas se prévaloir de ses précédents politiques pour demander des adhésions aux solutions qu'elle préconise pour la situation actuelle. Bien au contraire, elle convie les révolutionnaires à soumettre à la vérification des événements les positions qu'elle défend actuellement aussi bien que les positions politiques contenues dans ses documents de base. (...) Octobre 1917 a été possible parce qu'en Russie existait un parti préparé de longue date, qui avait, au cours d'une série ininterrompue de luttes politiques, examiné toutes les questions qui se posèrent au prolétariat russe et mondial après la défaite de 1905. C'est de cette défaite que surgirent les cadres capables de diriger les batailles de 1917. Ces cadres se sont formés au feu d'une critique intense qui visait à rétablir les notions du marxisme dans tous les domaines de la connaissance, de l'économie, de la tactique, de l'organisation : aucun dogme n'arrêta l'œuvre des bolcheviks et c'est justement pour cela qu'ils ont réussi dans leur mission. (...) Ceux qui opposent à ce travail indispensable d'analyse historique le cliché de la mobilisation immédiate des ouvriers, ne font que jeter de la confusion, qu'empêcher la reprise réelle des luttes prolétariennes. (...) Et cette connaissance ne peut supporter aucun interdit non plus qu'aucun ostracisme. (...) Notre fraction aurait préféré qu'une telle œuvre se fit par un organisme international, persuadée comme elle l'est de la nécessité de la confrontation politique entre ces groupes capables de représenter la classe prolétarienne de plusieurs pays. Aussi serons-nous très heureux de pouvoir céder ce bulletin à une initiative internationale garantie par l'application de méthodes sérieuses de travail et par le souci de déterminer une saine polémique politique* »

jamais indispensable afin de réussir un nouvel « Octobre 17 » sous peine de se retrouver comme ces « vieux bolcheviks ... qui répètent stupidement une formule apprise par cœur, au lieu d'étudier ce qu'il y avait d'original dans la réalité nouvelle »⁽¹⁶⁾.

Nos moyens

Des trois plans (théoriques, politiques et pratiques) définis par Engels pour caractériser les responsabilités qui incombent à la classe ouvrière et ses avant-gardes : « Pour la première fois depuis que le mouvement ouvrier existe, la lutte est dans ses trois directions coordonnées et liées entre elles : théorique, politique et économique-pratique (résistance aux capitalistes) »⁽¹⁷⁾, ce sont surtout les deux premiers que nos faibles forces nous permettrons d'assurer. En effet, ne nous considérant pas comme une nième organisation rajoutant une couleur au kaléidoscope du paysage politique de la *Gauche Communiste*, chacun d'entre nous est entièrement libre de soutenir ou de s'engager dans les activités des organisations politiques existantes (ce qui est le cas pour plusieurs d'entre nous). Par ailleurs, *Controverses* défendra et participera aussi aux initiatives prises par ces dernières moyennant un accord collectif sur leur pertinence.

Qui sommes nous ?

Le *Forum de la Gauche Communiste Internationaliste* qui publie cette revue *Controverses* est un regroupement de divers éléments dans plusieurs pays qui partagent le bilan et les objectifs décrits dans cet éditorial. Une partie de ses participants ont été militants et/ou sont sympathisants de diverses organisations de la *Gauche Communiste*. A ce titre, ils ont élaboré de nombreuses contributions, projets de brochures et livres sur les sujets et dans l'orientation décrite dans cet éditorial. Malheureusement, tout ce matériel a très peu été pris en compte, discuté et/ou publié. Les jugeant de grande qualité, *Controverses* publiera ce matériel au fur et à mesure⁽¹⁸⁾. Cette année encore paraîtront deux ouvrages sur la crise et les questions économiques, une brochure sur *L'obsolescence du capitalisme*, et un livre qui actualise l'ouvrage d'Engels sur *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*⁽¹⁹⁾. De même, nous poursuivrons les séries d'articles entamées dans cette revue sur le matérialisme historique, sur le darwinisme et le marxisme, ainsi que sur la théorie des crises, et nous en engagerons d'autres sur des sujets comme : *l'évolution des modes de production, les rapports hommes-femmes dans l'histoire de l'humanité, la nature humaine, le marxisme et la psychanalyse, la morale, etc.*

(Introduction à *Bilan* n°1 : *Bulletin théorique de la Fraction Italienne de la Gauche Communiste*, 1933).

(16) Lénine, *Lettres sur la tactique*, 8-13 avril 1917.

(17) Engels, préface de 1874 à *La guerre des paysans en Allemagne*, Editions Sociales, p. 39.

(18) C'est déjà le cas pour une partie de ce numéro.

(19) Ce livre est d'un auteur extérieur, mais *Controverses* a très activement contribué à sa parution prochaine.

Les Controverses : une tradition révolutionnaire

Afin d'alimenter le débat et approfondir la théorie marxiste, il était de tradition dans les organisations du mouvement ouvrier de faire paraître toutes les analyses et prises de positions visant à son développement. En rupture avec cette pratique, en 40 ans d'existence, les groupes actuels de la *Gauche Communiste* n'ont quasiment jamais publié de livres ou brochures dédiés à la défense d'une position non officielle !

Prenons un exemple, un seul, très peu connu, mais fort emblématique de cette nécessité absolue de publier et discuter les positions minoritaires au sein du mouvement ouvrier car, comme le disait Lénine : « il faut être myope pour considérer comme inopportunes ou superflues les discussions de fraction et la délimitation rigoureuse des nuances »⁽²⁰⁾.

En 1906, le dirigeant de la fraction bolchevik du POSDR à cette époque - A. Bogdanov - rédige un ouvrage sur *L'Empirio-monisme*. A sa sortie, il fut salué par tous, y compris par Lénine. Peu après, suite à ses réflexions, ce dernier en fera une critique virulente car il estimait que ce livre était consacré « presque entièrement à des attaques contre le matérialisme dialectique » et que les idées qui y étaient défendues représentaient « une véritable campagne contre la philosophie marxiste »⁽²¹⁾. Cette critique, Lénine la rédigea seul au cours d'un intense travail dans les bibliothèques de Londres et de Paris ... à tel point que ses camarades s'inquiéteront de ses nombreuses absences aux réunions. Une fois son analyse terminée, Lénine revient participer à l'activité du parti et demande que son travail soit publié et discuté. Cette requête fut immédiatement approuvée comme il était de tradition dans le mouvement ouvrier. Après une intense discussion interne et publique, les bolcheviks rejetèrent les idées de Bogdanov et adoptèrent celles de Lénine.

Ce qui est intéressant de souligner ici au niveau organisationnel, c'est que jamais le comité central du parti bolchevik ne prétexta du fait que la critique centrale portée par Lénine à la démarche du texte de Bogdanov (à savoir qu'elle n'est pas marxiste, mais idéaliste) n'avait pas été discutée en tant que telle dans les débats internes du parti pour ne pas la publier directement à l'extérieur. Jamais non plus il ne prétexta du fait que ce livre de Bogdanov avait été salué et approuvé lors de sa sortie par tout le parti (y compris Lénine) pour ne pas publier la critique ultérieure de ce dernier. De même, jamais Lénine ne fut discrédité ou l'objet de résolutions disciplinaires pour s'être absenté aux réunions du parti et avoir travaillé individuellement de longs mois dans son coin.

Autrement dit, en publiant à l'extérieur du parti et en soumettant immédiatement à la discussion toutes les

(20) Lénine, *Que faire ?*, extrait du chapitre *Dogmatisme et liberté de critique*, d) *Engels et l'importance de la lutte théorique*.

(21) Préface à la première édition de *Matérialisme et empirio-criticisme* (1908) qui constitue la réponse de Lénine à Bogdanov et où il dénonce les visions mystiques et idéalistes du marxisme professées par ce dernier.

critiques, le parti bolchevik mettait en pratique une réelle **culture du débat, conforme à la tradition au sein du mouvement ouvrier**, *culture de débat* que la GCF défendra fermement plus tard face aux errements dogmatiques et monolithiques du bordiguisme, comme le montre la citation de la Gauche Communiste de France à la page 6.

De même, par sa compréhension de l'attitude de Lénine, par l'absence de mesures disciplinaires à son encontre, la fraction bolchévik concrétisait également les préceptes que toute organisation doit suivre en matière organisationnelle pour donner la priorité aux débats, tels qu'ils sont rappelés par Marc Chirik dans la citation en pages 4 et 5.

Controverses défendra fermement l'esprit et la lettre de cette pratique de **liberté de critique** au sein du mouvement ouvrier. C'est ce même esprit et principe que Rosa Luxemburg défendait ardemment lorsqu'elle constata que le parti bolchevik ne le respectait plus assez : « *C'est un fait absolument incontestable que, sans une liberté illimitée de la presse, sans une liberté absolue de réunion et d'association, la domination des larges masses populaires est inconcevable. [...] La liberté seulement pour les partisans du gouvernement, pour les membres d'un parti, aussi nombreux soient-ils, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement* » (Rosa Luxemburg : *La Révolution russe* – 1918). C'est aussi ce même principe que Lénine avait défendu lorsqu'il exhortait les militants de son parti à ne pas accorder une confiance aveugle envers les instances du parti, mais une **confiance vérifiée** : « *il est du devoir des militants communistes de vérifier par eux-mêmes les résolutions des instances supérieures du Parti. Celui qui, en politique, croit sur parole est un indéfectible idiot* » (cité par la GCF, *Internationalisme* n°25, Marc Chirik, août 1947).

C'est pourquoi *Controverses* fera preuve d'intransigeance et d'**impatience** dans la défense et l'application de ce principe de **liberté de critique** sans attendre que certains se réveillent pour enfin donner **tous les moyens** aux positions minoritaires et au débat de s'exprimer et se tenir. Outre l'absence quasi totale d'ouvrages ou brochures dédiés à la défense d'une position minoritaire, en 40 ans d'existence d'une partie des organisations de la *Gauche Communiste*, il n'y eut, à notre connaissance, pas la moindre tendance ou fraction interne reconnue qui ait impulsé le débat et la clarification politique **dans un sens positif**. Au contraire, à chaque fois que des divergences un tant soit peu sérieuses sont apparues au sein de ces organisations, elles se sont quasiment toujours soldées par des départs, démissions et scissions. Il en va de même en ce qui concerne l'expression externe des débats internes : ils sont extrêmement rares et datent pour l'essentiel d'une époque où ces organisations étaient en train de se constituer. Ceci est terriblement significatif des visions et pratiques organisationnelles erronées qui sévissent encore dans le milieu révolutionnaire.

Ceci est en contraste total avec toute la pratique du mouvement ouvrier, et notamment du parti bolchevik qui, en une période d'existence nettement plus courte

(1903-21), connut des dizaines de tendances et plusieurs fractions qui, à peu près toutes, ont positivement animé la vie du parti et se sont résolues dans l'unité retrouvée suite au débat. De même, en une petite vingtaine d'années les bolcheviks ont publié des dizaines de brochures et d'ouvrages défendant des positions autres que l'officielle !

Ceci n'est pas pour nous surprendre car les principaux combats (et même les scissions) au sein du mouvement ouvrier ont la plupart du temps commencé par des divergences posées au niveau du fonctionnement. Celles-ci sont révélatrices de désaccords plus profonds qui n'ont pu être librement assumés et confrontés. C'est pourquoi des désaccords en matière organisationnelle cachent toujours des divergences politiques plus profondes qui ne manquent alors pas d'émerger rapidement⁽²²⁾. En règle générale, l'on peut apprécier l'état politique d'une organisation à la façon dont on y traite les divergences et les camarades en désaccord. Or, lorsque l'on constate l'état d'une partie de la *Gauche Communiste* à l'heure actuelle, la quasi absence de débats entre ses composantes et en leur sein, le peu d'expressions externes de désaccords et de débats, la rareté dans la résolution positive de ces derniers, les dissensions et conflits douloureux à chaque fois que des divergences apparaissent et l'ostracisme systématiquement réservé aux 'dissidents', l'on est bien obligé d'en conclure que **le mal ne réside pas au niveau de ceux qui portent les désaccords, mais des organisations qui ne parviennent pas à vivre avec des divergences**.

Controverses ne manquera pas de revenir sur ces questions cruciales pour l'avenir des avant-gardes prolétaires et leur capacité ou non à être à la hauteur de leurs tâches historiques.

Le n°1 de *Controverses*

Lorsque les deux fondateurs du socialisme scientifique présentent ce qu'ils considèrent être leurs apports théoriques essentiels, ils se réfèrent à « *ces deux grandes découvertes : la conception matérialiste de l'histoire et la révélation du mystère de la production capitaliste au moyen de la plus-value...* »⁽²³⁾.

Telle est la raison principale du choix ayant motivé deux de nos articles, l'un sur **Comprendre la crise économique** qui traite de la crise actuelle, mais en la replaçant dans le cadre de la phase d'obsolescence du capitalisme et des lois qui gouvernent sa dynamique et ses contradictions, et l'autre sur **Le matérialisme historique et dialectique** qui tente de rétablir l'essence de la méthode marxiste quant à ses concepts méthodologiques les plus élémentaires.

(22) L'éclatement du POSDR au moment et après son congrès de 1903 ; la lutte de la Gauche italienne contre la 'bolchevisation' des partis communistes (l'organisation sur la base des cellules d'usine et non plus des sections territoriales) ; le combat de Trotski concernant le régime intérieur du parti bolchevik, combat qui précède ses divergences politiques à proprement parler, etc.

(23) Fin du premier chapitre de l'*Anti-Dühring*.

De même, lorsque Engels prononça son discours sur la tombe de Marx en 1883, il souligna que : « *Tout comme Darwin découvrit la loi du développement de la nature, Marx découvrit la loi du développement de l'histoire humaine* ». Telle est la raison de notre article sur cette question intitulé **Marx à l'ombre de l'année Darwin**.

En effet, ces trois articles d'approfondissement théorique s'inscrivent dans le triple esprit animant **Controverses** : d'abord, revenir aux racines de la conception marxiste du monde et de sa méthode et le débarrasser des legs du stalinisme qui s'y sont glissés durant la phase de contre-révolution (1928-68), ensuite, approfondir les bases mêmes du marxisme pour rompre avec la longue parenthèse en ce domaine, parenthèse qu'il continue de subir depuis la fin de la première vague révolutionnaire (1917-23), et enfin, renouveler et assainir le bagage théorique de la *Gauche Communiste* sur ces deux plans.

Il en va ainsi de la célébration de l'Année Darwin qui jette un triple voile idéologique sur Marx et le marxisme, voile que l'introduction à notre série d'articles se propose de déchirer :

1) L'oubli de cet autre anniversaire qu'est la parution - la même année 1859 que *L'Origine des espèces* de Darwin - de la *Critique de l'économie politique* de Marx où il exposait pour la première fois au prolétariat mondial **les lois de l'évolution des sociétés humaines** dans son fameux *Avant propos* à la *Critique de l'économie politique* (1859). Il y résume sa conception du monde et sa méthode d'analyse : le matérialisme historique et dialectique. Cette parution, Marx la considérait lui-même comme décisive car « *devant assurer une victoire scientifique au parti* »⁽²⁴⁾.

2) Cet oubli n'est pas innocent puisque l'ouvrage de Marx est le pendant pour les *sociétés humaines* de celui de Darwin pour le *reste du monde vivant* comme l'expliquait Anton Pannekoek dans *Marxisme et Darwinisme*⁽²⁵⁾. En effet, si c'est la **sélection naturelle** qui guide l'évolution du monde animal, ce sont par contre les **rappports sociaux contradictoires noués par les hommes dans la production et reproduction de leur vie** qui deviennent déterminants pour les sociétés humaines.

3) Ces oublis sont d'autant moins innocents que l'ouvrage de Marx représente le principal contrepoison à toute la campagne idéologique actuelle consistant à biologiser l'anthropogénèse et les comportements humains puisqu'il y expose « *pour la première fois d'une façon scientifique une importante manière de voir les rapports sociaux. C'est donc mon devoir à l'égard du parti que la chose ne soit pas défigurée...* »⁽²⁶⁾. En effet, pour Marx, « *l'homme est un animal social* »⁽²⁷⁾ et donc

(24) Lettre à J. Weydemeyer du 1^{er} février 1859, La Pléiade, Economie I : 272.

(25) Autre ouvrage qui mérite amplement d'être associé à ce bouquet d'anniversaire puisqu'il a été publié il y a cent ans de cela en 1909.

(26) Lettre à Lassalle du 12 novembre 1858 à propos de son ouvrage sur *La critique de l'économie politique* qu'il considérait comme « *le résultat de quinze années d'études, donc du meilleur temps de ma vie* ».

(27) Marx, *Introduction générale à la critique de l'économie politique*, 1857, La Pléiade, Economie I : 236.

sa nature, son « *essence humaine c'est l'ensemble des rapports sociaux* »⁽²⁸⁾. Pour lui, la nature humaine ne préexiste pas à l'homme, c'est l'homme agissant qui définit sa propre nature, elle est le produit de sa propre activité dans le cadre des rapports sociaux qu'il a noué avec ses semblables. En fait, la nature humaine, tout en ayant une composante biologique et s'appuyant sur l'héritage de nos ancêtres, est avant tout un produit social, elle se construit et évolue avec l'histoire des sociétés : « *...l'homme, ce n'est pas une essence abstraite blottie quelque part hors du monde. L'homme, c'est le monde de l'homme, l'Etat, la société* »⁽²⁹⁾.

Tout ceci est d'autant plus important à rappeler que certains dans le milieu révolutionnaire emboîtent malheureusement le pas aux discours tenus par les idéologues de la bourgeoisie à l'occasion de l'Année Darwin :

a) en associant involontairement leurs voix à la campagne actuelle qui maintient **Marx à l'ombre de l'année Darwin** puisqu'ils oublient complètement de souligner cet autre anniversaire fondamental qu'est la parution de son ouvrage majeur sur la *Critique de l'économie politique* où il expose les **lois de l'évolution des sociétés humaines** ;

b) en faisant nombre de concessions aux conceptions sociobiologiques mettant essentiellement l'accent sur les fondements biologiques des comportements humains alors que le marxisme les enracine au sein des **rappports sociaux contradictoires** que les hommes ont noués entre eux dans la production et la reproduction de leur vie ;

c) en allant jusqu'à reprendre certaines conceptions idéalistes les plus en vogue sur l'anthropogénèse - comme celle de la théorie du *'cerveau d'abord'*, du « *développement de l'intelligence rationnelle (et donc de la conscience réfléchie)* » - conceptions qui ne sont là que pour saper les fondements du marxisme sur le rôle central joué par les rapports sociaux qui se nouent dans les activités matérielles de l'homme pour la production et la reproduction de sa vie, et donc du rôle du travail et des rapports de l'homme à la nature dans le cadre des rapports sociaux qu'impliquent ces activités ;

d) et en cautionnant de façon laudative et acritique certaines conceptions idéologiques de scientifiques les plus à la mode dans une certaine gauche⁽³⁰⁾.

Notre article **Marx à l'ombre de l'année Darwin** se veut donc être une introduction à une série de contributions qui, d'une part, aborderont les rapports entre le *Darwinisme* et le *Marxisme* sur les lois qui gouvernent respectivement la nature et les sociétés

(28) VI^{ème} thèse sur Feuerbach, notre traduction d'après l'original en allemand : « *Das menschliche Wesen ist kein dem einzelnen Individuum inwohnendes Abstraktum. In seiner Wirklichkeit ist es das ensemble der gesellschaftlichen Verhältnisse* ».

(29) Marx, *Introduction à la Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel* [1844], éditions sociales : 157.

(30) Tout ces aspects seront développés dans la suite de cette série d'articles, mais le lecteur pourra déjà largement en prendre connaissance sur notre site web www.leftcommunism.org dans notre présentation et discussion de l'article « *Marxisme et éthique* » publié dans les n°127 & 128 de la *Revue Internationale* du Courant Communiste International.

humaines et, d'autre part, s'attacheront à déchirer les voiles idéologiques jetés par la bourgeoisie sur ces importantes questions que sont l'anthropogénèse et la nature humaine.

De même, notre article de fond sur **Comprendre la crise économique**, et traitant de la dynamique et des contradictions du capitalisme, vise les mêmes objectifs :

a) revenir aux fondements mêmes de l'analyse marxiste sur le capitalisme et ses crises ;

b) actualiser et approfondir ses propres bases, notamment en proposant une analyse originale des *Trente glorieuses* ;

c) renouveler et assainir le bagage théorique de la *Gauche Communiste* sur ces deux plans puisque celle-ci n'a malheureusement pas encore pu se dégager de la fausse opposition entre les tenants de l'explication des crises de surproduction par *l'insuffisance des marchés* et ceux par *la baisse tendancielle du taux de profit*. Cette polarisation introduite par l'aile droite de la social-démocratie au début du XX^{ème} siècle, et amplifiée par le stalinisme ensuite, n'a pas lieu d'être puisqu'elle n'existe, ni chez Marx, ni dans la réalité. En effet, ce dernier récuse explicitement toute explication monocausale des crises et marie étroitement, tant les contradictions découlant des rapports de répartition du travail social nouvellement créé chaque année qui tendent constamment à restreindre la demande finale, que les contradictions dans la production de profit qui se traduisent par sa baisse récurrente.

L'article **Tendances et paradoxes de la situation internationale** s'inscrit dans ce même esprit puisqu'il interroge et complète les analyses traditionnellement

proposées par les presses révolutionnaires à propos du rôle particulier de la politique américaine, de l'affaiblissement des capacités des puissances et des pouvoirs *réels* des Etats, de la déstructuration et de l'impossible régulation des contradictions politiques, du développement d'un monde « hors monde », et de la nouvelle configuration des opinions.

La rubrique **Echos de la Gauche Communiste** relate la vie de ce courant politique duquel nous nous revendiquons, et ce, tant dans sa dimension actuelle qu'historique :

1) l'**Appel au milieu révolutionnaire** lancé par *Perspective Internationaliste* ;

2) **notre réponse** enthousiaste et positive à cet *Appel* ;

3) un **Courrier de la Lettre internationaliste** saluant notre projet ;

4) Enfin, un article sur les **90 ans de Kommunist** qui décrit l'apparition d'une fraction de gauche au sein du parti bolchevik en 1918, et la façon dont ce dernier a assumé le débat en son sein. Cette dernière contribution ne se prononce pas sur le fond des positions adoptées par les uns et les autres au sein du parti bolchévik. Ceci sera fait par la suite, notamment concernant l'importante question suivante : la révolution peut-elle s'exporter par les armes comme certains de cette fraction tendaient à le penser ?

Enfin, une **note de lecture** attire notre attention sur un ouvrage qui relate une tentative d'édification de nouveaux rapports économiques au sein de communes agricoles en Ukraine 1919.

Tendances et paradoxes de la scène internationale

L'ambition du présent article est de mettre le doigt sur des problématiques souvent ignorées ou méconnues par les analyses des presses révolutionnaires. Il s'agit surtout de compléter le modèle dominant de cette littérature qui pense le monde comme étant le produit de la somme des interactions entre des puissances concurrentes. Ces puissances représentent chacune des bourgeoisies nationales et leur capital. Elles ont pour mission essentielle la défense de leurs intérêts propres tout en contrôlant la lutte des classes. Ce texte ne remet pas en cause ce modèle de l'impérialisme que rien n'a jamais invalidé. A ce jour, aucun Etat n'a œuvré sur le plan international pour défendre autre chose que les intérêts de la classe bourgeoise nationale qu'il agrège par ailleurs.

En revanche, et malgré les aspirations bourgeoises ou les espoirs prolétariens, le monde a fortement changé tout au long du siècle qui a suivi la Première Guerre mondiale. De nouveaux acteurs sont apparus, d'atroces conflits ont indélébilement marqué l'humanité, la démographie galopante, des crises économique aux ampleurs sans précédent, le sous-développement endémique, le terrorisme, les menaces écologiques, la prolifération militaire, les nouvelles technologies de la communication, la démultiplication des droits et des niveaux de pouvoir ... sont autant de facteurs qui agissent dorénavant sur les relations internationales et dont les effets semblent s'être massivement libérés à la suite de 1989. Les choses apparaissent donc plus complexes tant pour la bourgeoisie que pour les marxistes. Les formules explicatives traditionnelles méritent d'intégrer les évolutions qui marquent notre époque. Ce texte exploratoire tente d'en faire une partie de l'inventaire en pointant des tendances contemporaines et des paradoxes à l'œuvre.

Il s'agira d'abord d'examiner le rôle des Etats-Unis dont la puissance décline. Mais ce déclin ne profite pas forcément à leurs concurrents internationaux. Il semble plutôt que ce soit la notion même de « puissance » qui vive des heures difficiles. Derrière les agissements des grands impérialismes, on assiste à un affaiblissement généralisé des Etats, essentiellement dans un Tiers Monde qui part à la dérive mais aussi dans les centres industriels. Paradoxalement, l'érosion des capacités étatiques s'accompagne d'une extension des domaines investis par l'Etat et d'une prolifération des organismes internationaux qui courent derrière le mythe de la régulation pour tenter de juguler le chaos grandissant.

Le capitalisme s'essouffle, crises après crises, et échoue tous les jours un peu plus à répondre aux besoins sociaux du monde. Bien que toujours disponible comme terme exploité du rapport social capitaliste, une immense partie de la population mondiale est totalement exclue du système au point de sembler inexistante à ses yeux. En résulte l'extension d'un monde « hors du monde » où cette population survit comme elle peut

dans une sorte de rapport capitaliste de subsistance, brutal et sans règle, où règnent des élites criminelles au sens du droit, sans légitimité aux yeux des bourgeoisies traditionnelles (bien qu'elles en sont parfois issues).

Aux côtés de ce sombre tableau, la perspective du développement actif d'une conscience prolétarienne reste incertaine. Il reste qu'on peut constater que les manœuvres pour contrôler les idéologies sont plus complexes que jamais et mobilisent une grande quantité de ressources. Ces efforts impressionnants face à une « opinion mondiale », qu'il faut proposer à titre d'hypothèse, témoignent d'une incapacité accrue des bourgeoisies à mobiliser leurs populations derrière leurs intérêts. Cela indiquerait l'émergence d'une posture résistante et contestataire qui s'observerait actuellement dans le désenchantement croissant face au modèle de société capitaliste plutôt que par l'émergence d'une authentique conscience de classe révolutionnaire.

Les Etats-Unis : l'aube d'un long crépuscule ?

En 1991, tandis que l'URSS vivait ses derniers instants, la Première Guerre du Golfe inaugurait une nouvelle période des relations internationales. Désormais seule superpuissance reconnue, les Etats-Unis s'engageaient résolument dans l'organisation de la scène internationale et de son agenda. Au-delà des objectifs tactiques ou politiques que les USA ont atteints ou ratés (ceux-ci étant plus nombreux que les premiers), la puissance américaine se manifeste pour l'essentiel par sa capacité à mobiliser et à faire agir les autres puissances. Véritable décret de mobilisation permanente, la politique internationale américaine a pour objectif d'orchestrer l'action de ses concurrents.

Déjà largement pratiqué depuis la Seconde Guerre mondiale, mais partiel en raison des frontières des blocs impérialistes, ce modèle s'est pleinement actualisé dès la première intervention en Irak. Ainsi, en dix ans, les USA ont réussi à mobiliser des coalitions à quatre reprises sur des théâtres de leur choix : la Première Guerre du Golfe, *Restore Hope* en Somalie, la Guerre du Kosovo et l'intervention en Afghanistan ; toutes remarquables par le suivisme affiché des principaux concurrents des Etats-Unis, que ce soit à travers l'OTAN (Kosovo et Afghanistan) ou l'ONU (Irak et Somalie). Outre ces grandes opérations mobilisatrices, la diplomatie américaine s'est également largement investie dans les résolutions de conflits locaux. Tout au long de la décennie, elle fut ainsi derrière les Accords d'Oslo (1992, Israël/Palestine), les Accords de Dayton (1995, Bosnie, ex-Yougoslavie) et, plus indirectement, les Accords du Vendredi saint (1999, Irlande du Nord). De plus, les USA n'ont pas abandonné leurs soutiens bilatéraux à des régimes lorsqu'il s'agit de maîtriser des situations perçues par eux comme menaçantes pour leurs intérêts. L'Amérique latine reste leur chasse gardée, en témoignant notamment l'investissement massif dans le Plan

Colombie contre les FARC et le narcotrafic ou le soutien au régime péruvien de Fujimori pour des raisons similaires. De l'Ouganda aux Philippines, en passant par l'Indonésie ou la Turquie, l'interventionnisme autoritaire américain dans les politiques intérieures constitue un véritable catalogue et n'a cessé de croître malgré la fin de la Guerre froide et la disparition des risques de « basculement dans l'autre camp ».

Parallèlement à ces manœuvres, et conformément à la logique de mobilisation, Washington s'est mis en quête d'une idéologie fédératrice convenant aux nouvelles données du siècle. Tout au long des années 1990, l'argumentaire lié au terrorisme islamiste n'a cessé de se développer à l'aide d'une agrégation brouillonne d'éléments épars¹. Le premier attentat sur le World Trade Center (1993), puis ceux des ambassades américaines de Nairobi et de Dar-es-Salaam (1998) et celui contre le navire USS Cole (2000), leur permirent d'apporter à l'agenda des préoccupations internationales cette thématique qu'ils ne lâchent plus. Ils en éprouvèrent déjà l'efficacité à l'occasion de frappes de représailles en Afghanistan et au Soudan (1998) qui, malgré la rupture avec le droit international, furent globalement approuvées par les chancelleries.

Si on excepte celles contre Tripoli en 1984, ces deux frappes inauguraient une politique qui consiste à attaquer des Etats dont les rapports avec des attentats ou des crimes sont établis via une procédure opaque. Désormais, le discours américain repose sur l'*intelligence*², par nature invérifiable (ce qui produit une fantasmagorie du complot). Nous voilà dans une ère où à la discrétion du Prince, des guerres sont menées. Y adhèrent ou non, les alliés potentiels. Ce processus repose sur une mise à l'épreuve permanente des alliances et de la docilité des féaux. Dans ce schéma, les attentats du 11 septembre constituent désormais la clé de voûte de la lutte contre le terrorisme. Avec la chute des tours jumelles, la lecture du monde de Washington s'est imposée jusqu'à justifier l'invasion de l'Afghanistan menée au nom de l'antiterrorisme et de la démocratisation de régions barbares³.

Mais cette politique a ses limites comme en témoigne l'échec idéologique de l'opération visant à convaincre que l'Irak était doté d'armes de destructions massives. Ici, ce ne sont finalement pas les faiblesses du procès contre l'Irak qui furent problématiques. Les USA ont surtout buté sur l'opposition d'autres puissances à contresigner cette guerre, opposition motivée par une résistance à cet appel à l'host plutôt que par un désaccord sur les principes⁴. Peut-être l'Irak était-elle la

guerre de trop⁵. Mais l'opposition aux Etats-Unis était en réalité en gestation depuis longtemps comme en témoigne la tonalité très anti-américaine prise par les discours de gauche en Europe tout au long des années 1990. Cette érosion du leadership contraint d'ailleurs les USA à sans cesse resserrer les rangs derrière son drapeau. Aujourd'hui, sans rénover le fond conceptuel de la propagande américaine, Obama relance la machine en exploitant sa propre élection qui, en termes émotionnels, n'est pas loin de valoir le 11 septembre. Réorganisant les opérations américaines en Afghanistan, il revient finalement au projet de la Pax americana cher à Bill Clinton. Mais il ne fait aucun doute que dès lors que sera dissipé le mirage d'une refondation éthique de l'interventionnisme américain, les velléités d'affranchissement des autres puissances auront le champ libre.

Soulignons tout de même que le dispositif idéologique américain axé autour du terrorisme et du choc des cultures (qui se résume en gros entre le modèle occidental éclairé et les obscurantismes rétrogrades essentiellement islamistes), bien que ne résistant pas longtemps aux analyses les plus grossières, convient bien aux intérêts des Etats. En effet, chacun adhère aux principes qui veulent qu'un ennemi est disqualifié et réduit au statut de terroriste (coupable non de crimes de guerre mais de crimes tout court) tout en étant dévalorisé quant à ses intentions : il cherche non à défendre ses intérêts mais est mû par des idées indéfendables⁶. La construction à des fins répulsives d'une nuisance abstraite de tout contexte historique n'est pas neuve et a particulièrement servi les idéologies depuis la Seconde Guerre mondiale⁷ : l'Etat est le rempart au fascisme et au communisme. Aujourd'hui, il protège contre le fondamentalisme⁸.

Les démocraties occidentales ne sont pas les seules à adhérer à ce nouveau credo. La Russie et la Chine exploitent pareillement terrorisme et islamisme pour justifier leur politique intérieure. Au-delà même de l'idéologie, cette explication conduit partout à l'instauration de régimes antiterroristes spéciaux pour une augmentation radicale des moyens d'intervention policiers⁹ qui convient bien à un contexte de

adhèrent les alliés (plus ou moins) traditionnels de Washington : Pays-Bas, Danemark, Italie, Espagne et, bien sûr, le Royaume uni.

⁵ C'est, semble-t-il, le même problème à l'œuvre au sujet du Darfour. La volonté américaine d'intervenir buta sur les résistances de la Chine et des puissances européennes.

⁶ Qui défendrait le « projet » des Talibans ?

⁷ Le souvenir du nazisme, réduit à sa barbarie et détaché des raisons matérialistes de son existence, n'est plus qu'un fantôme qui rôde autour du charnier de l'Holocauste, tout autant entretenu comme inexplicable et transcendant à l'histoire.

⁸ Il est d'ailleurs intéressant de voir comment la question du voile anime cette pensée en revenant régulièrement revitaliser ses bases idéologiques. La laïcité et le pluralisme remplacent petit-à-petit l'antifascisme dans l'entretien de l'idéologie démocrate. Avant la Chute du Mur, cette question était absente de la morale moderne.

⁹ Comme l'ont appris à leurs dépens les autonomistes français accusés d'avoir saboté des lignes de TGV fin 2008.

¹ Et dont l'ineptie idéologique culmine avec la théorie vivace du *Clash of civilisations* de Huntington.

² Tous les renseignements collectés par les services secrets, les échanges entre polices, etc.

³ La diabolisation des Talibans ne date pas du 11 septembre. Souvenons-nous des discours tenus à l'occasion de la destruction des Boudhas géants de Bâmiyân : contre l'obscurantisme islamiste, sonnaient déjà les clairs des Lumières.

⁴ Cette seconde guerre du Golfe permit d'ailleurs de retrouver la vieille frontière atlantiste au sein de l'Europe de l'Ouest, y

radicalisation des mouvements sociaux. Quoi qu'il en soit, l'universalité de cette idéologie autorise les puissances à mener leur propre croisade sans avoir à dépendre de Washington. Tous les Etats forts cohabitent en apparence, mais à leurs propres fins, dans le même paradigme explicatif et dualiste du monde jusqu'à englober les mouvements terroristes eux-mêmes. Ceux-ci y trouvent paradoxalement une place et profitent de sa propagation idéologique pour fonder leur légitimité aux yeux des populations qui succombent à l'idée, implicite, qu'eux seuls s'opposeraient, au fond, au « nouvel ordre mondial ».

Au-delà de l'idéologie, le déclin des puissances

Si les Etats-Unis cherchent à maintenir leur leadership par un discours qui vaut partout et qui concerne tout le monde, ils misent aussi sur le maintien de l'autorité par leur arsenal militaire. Ce dernier atteint aujourd'hui des proportions extrêmes : en termes de budget, les USA justifient presque à eux seuls l'ensemble des dépenses des autres pays¹⁰. Cette frénésie militaire confirme en réalité la place stratégique toute particulière des Etats-Unis. Ils sont le seul Etat dont la préoccupation est d'être présent partout et de tout contrôler. Cette doctrine *Full-spectrum dominance*¹¹ est cependant plus un idéal-type stratégique qu'une finalité réaliste mais souligne bien l'ambition politique de Washington : être le centre de gravité.

Cette posture militariste et panoptique ne doit pas faire illusion. En réalité, la puissance américaine démontre régulièrement son impuissance à diriger le monde. Malgré leur domination technologique et tactique, les Etats-Unis sont incapables d'imposer leur ordre sur les lieux qu'ils occupent militairement. Si l'évolution de leurs capacités guerrières éloigne la pertinence de la comparaison au Viêt-Nam, et s'ils risquent moins qu'avant des échecs militaires dans des conditions similaires, leur incapacité à ordonner les politiques locales est d'autant plus spectaculaire. La Somalie fut à ce titre un exemple frappant. En quelques mois, l'opération *Restore Hope* buta sur le chaos tribal, forçant Washington, puis l'ONU, à désertir la région. Après le 11 septembre, ce furent l'Afghanistan et l'Irak qui devinrent les illustrations de cette incapacité. Bien que victorieux militairement, les USA ne parviennent pas à imposer des modèles politiques fonctionnels au point qu'il leur faut renier leurs intentions originelles et miser sur les structures dont ils promettaient pourtant la disparition (les reliquats du parti Baas en Irak et certains chefs talibans en Afghanistan).

Ne pouvant pas être partout, tout le temps, l'inefficacité de leur gouvernance finit par éroder leur domination par les armes et provoquer leur départ du terrain. On peut ainsi relever que leurs authentiques victoires sont celles où leur agression a contraint un Etat tiers à appliquer leur programme (l'Irak en 1991 et la Serbie en

1999), au lieu de le renverser et sans qu'ils aient à intervenir sur le terrain. Les faiblesses de la domination des Etats-Unis se vérifient également dans les difficultés qu'ils ont à régenter des situations pourtant perçues comme domestiques. Ainsi, les accords d'Oslo ont rejoint les poubelles de l'histoire, laissant une situation où Israël agit finalement unilatéralement, semblant devenu sourd aux remontrances du parrain américain qui est coincé dans une alliance dont il ne peut sortir. En Amérique latine également et malgré leurs moyens de pressions traditionnels, les USA perdent de leur influence sur les élites locales. Venezuela, Bolivie, Brésil ... sont parmi les Etats qui animent une tentative de sortie de l'orbite américaine¹². Enfin, si les manœuvres de Washington dans les pays de l'ex-Union soviétique ont pu contenir la Russie dans sa région, les récents soutiens à des factions pro-atlantistes ont mené à des échecs qui ont culminé avec la Guerre de Géorgie durant laquelle la diplomatie américaine s'est avérée désarmée face à Moscou.

L'érosion, encore relative, de l'influence américaine se mesure par son incapacité à produire les régimes « légitimes » qu'appelle pourtant l'idéologie occidentale, par l'indépendance croissante des Etats traditionnellement sous sa coupe et justifie une augmentation incessante de leurs dépenses militaires, finalement seules garantes de leur position dominante.

Mais l'arbre américain ne doit pas cacher la forêt. Dans ce passage en revue impressionniste de l'état de la puissance américaine depuis la fin de la Guerre froide, les autres puissances semblent absentes sinon par leur rapport aux Etats-Unis. Bien évidemment, ce n'est pas la relation à Washington qui constitue pour elles l'axe de leur politique internationale. Au même titre que la Maison Blanche, chaque chancellerie œuvre pour défendre les intérêts de sa bourgeoisie. Notre proposition est plutôt que l'exemple américain est illustratif d'un phénomène global.

Dans le schéma classique des relations internationales qui prévalait jusqu'en 1989, la perte d'influence d'un acteur profitait à un tiers. Classiquement donc, on a pu dire que les Etats-Unis ont remplacé le Royaume uni après 1918, puis qu'ils se sont substitués à l'Europe en déplaçant le centre décisionnel suite à 1945, entrant ensuite dans un jeu de vases communicants avec l'URSS, ou avec les vieilles puissances coloniales en Afrique et en Asie. Donc, si les Etats-Unis perdent aujourd'hui de leur influence, on pourrait penser que c'est forcément au profit d'un autre. Il est alors tentant de regarder du côté de Pékin, voire de l'Europe, et de chercher à ajuster les curseurs des uns et des autres sur la table de mixage de la politique internationale.

Bien sûr, la compétition entre les puissances n'est pas sur le déclin et les intérêts particuliers l'animent toujours. Les Etats-Unis en premier lieu poursuivent avant toute chose la défense de leurs ambitions nationales. La particularité de l'époque actuelle semble plutôt que la

¹⁰

http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_military_expenditures

¹¹ Pour une description de cette doctrine : <http://www.defenselink.mil/news/newsarticle.aspx?id=45289>

¹² Comme en témoigne la réunion d'octobre 2008 de l'UNASUR qui visait notamment à affranchir le continent de l'interventionnisme US : <http://www.rfi.fr/fichiers/MFI/PolitiqueDiplomatie/2644.asp>

perte d'influence américaine est le modèle qui vaut pour toutes les puissances. L'exemple de la France est à ce titre éloquent : malgré des interventions répétées en Afrique (Rwanda, Côte d'Ivoire, Centrafrique, Tchad...), l'influence de Paris se résorbe et échoue à régler des situations locales, qui auraient paru anodines en d'autres temps, comme celle de la Côte d'Ivoire, scindée *de facto*¹³. Si l'influence des autres capitales dans ces différents conflits n'est pas absente, et si la compétition impérialiste n'a pas disparu d'Afrique, l'émergence d'élites locales affranchies des influences traditionnelles est un phénomène neuf. Les échecs répétés des médiations européennes tout au long des conflits de l'ex-Yougoslavie, les difficultés de la Russie à maintenir son influence à l'intérieur même des frontières de sa fédération, la Grande-Bretagne au Zimbabwe, en Irak, l'OTAN en Afghanistan, même la Chine a du mal à maîtriser ses alliances (Pakistan, Corée du Nord...), jusqu'aux petites puissances régionales qui, bien qu'émergentes, peinent à maintenir leur maîtrise du voisinage (comme l'Irak en Irak, l'Éthiopie en Somalie ou le Rwanda en RDC). La capacité à projeter sa politique hors de ses frontières s'effrite. L'augmentation des budgets militaires et l'apparition de modèles stratégiques conçus comme du « maintien de l'ordre » semblent être devenus les seuls moyens d'affirmer sa puissance pour produire non plus l'exercice d'une autorité mais celui d'une pure violence.

Ce phénomène généralisé n'est sans doute pas inéluctable. A ce jour, rien ne permet de penser que des blocs ou des alliances régionales ne pourraient pas émerger du bouillon. Des velléités en ce sens existent : l'union franco-germanique, l'union russo-chinoise, le bloc atlantiste ... autant de coalitions qui se cherchent sans se trouver. L'heure est à la démultiplication d'acteurs de second rang dont les politiques erratiques conduisent à des déstabilisations régionales. Cette déstabilisation nuit aux intérêts des impérialismes dominants qui ne parviennent pas à les contrôler et qui s'en trouvent, parfois, paralysés. Le monde se complexifie et se problématise radicalement.

Le déclin des Etats ?

L'érosion de la puissance des Etats ne se joue pas qu'entre eux, en dehors de leurs frontières. En plusieurs endroits de la planète, ce sont les modèles étatiques eux-mêmes qui sont en faillite. En Afrique centrale, en Afrique de l'Ouest, en Irak, en Colombie, en Asie centrale, jusqu'en Extrême Orient (en Birmanie), la notion d'un territoire, un peuple, un Etat est caduque. Sans être neuves, ces situations ne sont aujourd'hui plus marginales. En de nombreux endroits de la planète, des territoires immenses sont aux mains de bandes armées qui luttent entre elles pour grappiller un peu des richesses généralement minières ou narcotiques. Les Etats « officiels » n'y sont plus que des acteurs parmi d'autres et échouent à intégrer ces factions dans leurs

¹³ Le retour de la France au sein l'OTAN est exemplaire du phénomène. Consciente de la perte de son influence sur la scène mondiale, elle ne veut plus risquer une mise à l'écart de ce qu'elle perçoit être des centres de décision essentiels, revenant ainsi sur la doctrine gaulliste qui lui avait valu une position particulière durant la Guerre froide.

structures, souvent malgré l'investissement massif des instances internationales. En résulte d'immenses zones de « non droit » – ou plus exactement de « non Etat » – dont l'instabilité se communique autour d'elles¹⁴.

Le modèle gouvernemental classique vit actuellement une crise dont l'issue ne semble pas être le rétablissement des légitimités juridiques et des exécutifs centralisés. Faisant suite souvent à une désintégration des structures qui prévalaient avant l'établissement d'Etats dits « modernes », le délitement généralisé produit une situation de chaos d'où n'émergent que des bandes armées, des mafias occultes ou des tribalismes qui reposent sur la seule brutalité. C'est bien le modèle du monopole de la violence qui est ainsi remis en cause partout où le capitalisme classique a échoué à stabiliser les sociétés après avoir supplanté les rapports sociaux qui l'ont précédé. Cet échec tient à son incapacité à répondre aux besoins sociaux des populations concernées mais surtout au fait que les élites locales, celles qui disposaient de l'autorité, n'ont pas non plus trouvé leur place dans ce modèle. L'échec du développement post-colonial couplé à des politiques commerciales agressives en provenance des grandes puissances ont mené à une insatisfaction grandissante, non du prolétariat du Tiers Monde – improbable maillon faible et totalement désarmé –, mais de ses candidats bourgeois.

Faute de parvenir au rêve de l'exploitation libérale, ces élites frustrées constituent le terrain fertile, et dynamique, de l'extorsion violente de la plus-value, erratique et sans lendemain (sans accumulation de capital). On sait par exemple combien l'insatisfaction des petites bourgeoisies éduquées alimente les mouvements islamistes au Moyen Orient. La menace constituée par ces mouvements pèse d'ailleurs bien plus lourd sur leurs gouvernements locaux que sur les lointaines puissances occidentales. Ainsi, les agressions militaires contre les structures traditionnelles, que ce soit en Irak, en Palestine, en Afghanistan, en RDC ... conduisent à libérer des myriades d'acteurs autonomes et à créer des situations qui échappent à toute autorité fédératrice¹⁵. L'impossible développement économique de parties importantes du monde génère la déstabilisation et la destruction des structures centrales et mène ainsi au chaos¹⁶.

¹⁴ Le récent développement de la piraterie au large de la Somalie en est un exemple édifiant.

¹⁵ Ce dont profitent parfois des puissances lorsque cela correspond à leurs intérêts, ce qui aggrave encore la dislocation des structures sociales. Ce sont les soutiens opportunistes dont profitent des mouvements armés en Afrique ou l'exploitation cynique que fait Israël de la situation à Gaza.

¹⁶ On peut noter à ce propos que cette évolution ressemble à celle que Eric Hobsbawm décrit au sujet de l'effondrement de l'URSS. Sous l'effet de la Glasnost voulue par Gorbatchev, l'Etat central diminua son autoritarisme, favorisant de la sorte l'émergence d'acteurs périphériques constitués à la fois des puissances locales de la Fédération soviétique et des entreprises libéralisées. Au lieu de réformer l'URSS, ce relâchement de l'autorité favorisa son implosion, conduisant à un délitement généralisé qui se poursuit aujourd'hui malgré les rêves poutiniens d'Etat fort. Eric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes*, Editions Complexes, Paris, 1994.

L'incapacité des Etats du Tiers Monde à asseoir leur monopole de la violence, autrement que par un exercice brutal de la force, est un phénomène dont ils n'ont pas l'apanage. Partout, semble-t-il, la légitimité de l'autorité étatique est contestée par des élites subalternes. Si l'économie parallèle n'est pas neuve, des activités structurées « illégales » se présentent régulièrement comme des systèmes consubstantiels aux fonctionnements légaux. Des réseaux se constituent, agrégeant des intérêts particuliers derrière des parcelles de pouvoir. Si les pays traditionnellement fertiles pour les mafias, comme l'Italie, se montrent de plus en plus incapables de juguler le phénomène¹⁷, les scandales de cet ordre sont partout innombrables. Ceci au point qu'on peut se demander si le rapport social traditionnel du capitalisme – l'employé sous contrat – ne se dédouble pas de rapports interpersonnels clientélistes qui, sans être inscrits dans les principes du système, deviennent indissociables de la crise qui s'approfondit.

Devenu le centre de la redistribution des revenus de la fiscalité, l'Etat bourgeois est assailli par des nuées d'intérêts particuliers qu'il est impossible de réconcilier ou de discipliner dans un contexte d'essoufflement économique généralisé. Ce phénomène influe d'ailleurs sur le modèle même de la démocratie bourgeoise. Loin du mythe démocratique qui veut que les électeurs choisissent leurs représentants, le fonctionnement réel du système est celui d'une compétition d'objectifs particuliers qui se déverse dans le processus de la prise de décision et le parasite littéralement. La croissance exponentielle du lobbying illustre une perte accrue de l'autonomie des centres de décisions politiques qui sont, aujourd'hui, des arènes où s'affrontent les intérêts les plus divers au point qu'on peut s'interroger sur la capacité de la bourgeoisie à prendre des décisions qui vaillent pour l'ensemble de sa propre classe.

Sans doute est-ce notamment sous l'influence de cette fragmentation des bourgeoisies, affaiblissant le consensus et la légitimité de son autorité, que l'Etat démultiplie l'étendue de sa gouvernance, à tous les niveaux, tout en se reposant de plus en plus sur des compagnies privées (sur des théâtres militaires comme en Irak ou au sujet des affaires domestiques, comme la sécurité des transports de fonds, même publics, et faisant appel à des compagnies extérieures pour contrôler les comptabilités des entreprises et de ses propres services). La sécurité, le contrôle et l'exercice de la violence constituent dorénavant des marchés comme les autres¹⁸.

La tendance au surcroît de l'interventionnisme politique dans les affaires de la société, et qui s'exerce d'abord au détriment du prolétariat, exprime le désarroi d'une classe dirigeante qui ne parvient plus à maintenir son ordre. Schizophrènes, les élites entretiennent un paradoxe qui consiste, d'une part, à vouloir s'affranchir du poids de plus en plus pesant de cet Etat hypertrophié, et d'autre part à sans cesse faire appel à son arbi-

trage et à son intervention. Ce phénomène s'illustre bien par les récents développements de l'économie. Mais l'explosion du juridique en est une autre illustration, comme celui de la bureaucratie. Démultipliant les services étatiques, parastataux ou privés voués à la régulation, l'évolution de la praxis capitaliste qu'est le droit tend à produire un Leviathan¹⁹ à la fois souhaité et honni.

Comme une métaphore du processus qui est à l'œuvre à l'échelle des Etats, au niveau international aussi, cette tendance à la régulation, souhaitée mais improbable, marque l'époque. La démultiplication des instances supranationales au sujet d'une myriade de domaines est spectaculaire²⁰. Nous sommes dans un monde où chaque problème produit son institution et son arsenal de textes. Mais l'approfondissement des contradictions souligne crûment l'inopérabilité de ce système qui n'est, au fond, que le fantôme kantien de l'idéologie capitaliste et non l'arbitre suprême rêvé par une partie de la bourgeoisie.

Toutefois, cela ne signifie pas que rien ne se produit dans cet univers diplomatique et juridique international. Au contraire, les rapports entre les Etats y sont sans cesse redéfinis et réévalués. Derrière les problématiques auxquelles elles prétendent s'attaquer, les grands-messes multilatérales deviennent des lieux d'affrontements et de rapports de pouvoir entre ses acteurs. La politique internationale s'est ainsi répandue sur des dizaines de matières différentes où se rejouent systématiquement les mêmes rivalités et d'où émergent des rapports de pouvoir finalement similaires. Aux côtés des dominations militaires, politiques et économiques – qui ont également leurs terrains : OTAN, ONU, OMC, G8, G20 ... -, ont émergé des axes nouveaux tels que la coopération juridique, la prolifération ou l'écologie. Chacun d'entre eux dispose de son discours idéologique, habituellement entretenu par une partie de la « société civile »²¹, qui sert tôt ou tard à justifier des rapports de domination, au nom d'un domaine spécifique mais au profit des velléités de puissance et des intérêts particuliers des Etats. La nature des processus à l'œuvre dans ces espaces se révèle constamment dans les blocages insurmontables qui finissent par invalider tant l'institution concernée que l'objectif prétendument poursuivi²².

¹⁹ Au sens du modèle politique du philosophe Thomas Hobbes : un Etat monstrueux, garant de la paix sociale et contre lequel la rébellion est impossible. Mais si ce Léviathan moderne semble être absolutiste (car est totalitaire la somme de tous les droits), il s'avère en réalité être une créature aveugle, impuissante, qui agit aux hasards de son arbitraire car, fondamentalement, l'élite qui l'anime tend elle-même à se disloquer.

²⁰ Pour s'en convaincre, et rien que pour l'ONU (www.unsystem.org) qui précise utilement que : « *Bien qu'étoffé, le répertoire des sites du système des Nations Unies est loin d'être exhaustif.* »

²¹ Alimenté par les ardeurs des ONG qui auront choisi ce sujet pour cheval de bataille et dont l'autisme thématique favorise leur instrumentalisation.

²² Deux exemples parmi d'autres : le Tribunal pénal international et les accords nains de Kyoto.

¹⁷ Exemple jusqu'à la caricature : la crise des poubelles à Naples.

¹⁸ Pour une revue détaillée du phénomène : Jean-Didier Rosi, Sociétés militaires et de sécurité privée : les mercenaires des temps modernes ? in Les Cahiers du RMES vol. 4, N° 2, 2007 – 2008. http://www.rmes.be/CDR%208/CDR8_Rosi.pdf.

Le capitalisme échoue chaque jour un peu plus à juguler le tumulte que provoque sa tendance à la faillite. L'aggravation des drames sociaux qui dévastent la population mondiale et l'insatisfaction des élites candidates sont les sources principales d'une déstabilisation du système par la base. Incapable de répondre – du moins de manière durable – à ces défis, les bourgeoisies produisent une gouvernance mondiale inefficace et, finalement, incantatoire, qu'elles s'empressent elles-mêmes de contourner. En résulte un écart de plus en plus intolérable entre une « éthique » sans cesse évoquée et l'évolution réelle du monde et des agissements de ceux qui détiennent les pouvoirs.

L'extension d'un hors-monde capitaliste

La globalisation capitaliste étant aujourd'hui achevée, aucune partie du monde ne peut prétendre échapper à ses structures et à sa domination. Cependant, l'échec du développement du Tiers Monde et l'aggravation de la crise précipitent tous les jours un peu plus de l'humanité dans une misère où n'existe aucune alternative. Incapable de répondre aux besoins vitaux des hommes, le capitalisme voit en réalité reculer les frontières de son modèle qui repose sur un Etat, un droit et des entreprises structurées autour d'un capital. En résulte la coexistence de deux types d'humains : ceux qui sont intégrés au système et ceux qui sont exclus dans ses marges. La clochardisation de millions de personnes en Afrique surtout, mais également sur d'autres continents (Chine, Inde,...) est la conséquence de leur sortie des politiques du capitalisme. Ces masses n'ont dorénavant plus aucun droit, elles sont tout simplement ignorées.

Dépourvues de la tutelle des systèmes régulateurs des Etats et globalement écartées des échanges commerciaux, elles survivent grâce à une économie de subsistance qui se donne à voir comme une sorte de métaphore crue du capitalisme. Sans accumulation et sans capital, cette économie repose sur des échanges de biens et de services, et noue des engagements interpersonnels d'inspiration contractuelle mais sans la protection d'une autorité régulatrice. Sur ce fonds fragile et instable, des élites criminelles prolifèrent et fondent une exploitation brutale dont les gains leur permettent parfois d'accéder à l'économie capitaliste traditionnelle en y réinvestissant leurs capitaux. Dans l'autre sens, les entreprises bourgeoises ne se privent pas d'exploiter cette misère comme l'illustre la présence des clandestins dans des secteurs tels celui du bâtiment, de l'entretien ou de la restauration.

Le phénomène ne repose pas sur des bases géographiques. Il se produit également dans les pays industrialisés, au sein même des populations actives dans le système. Ce sont les sans emplois, exclus des systèmes de chômage, les pauvres, les sans-papiers. Leur sortie de l'existence du régime capitaliste s'accompagne de leur disparition des statistiques et en font des non-sujets du droit (l'expression "sans-papiers" est à ce titre tout à fait éloquent).

Le drame de cette humanité invisible est son impuissance. Bien que réservoir inépuisable de travailleurs (comme en Chine), elle est dépourvue de l'arme économique de la grève et ne saurait se mobiliser sans se

solidariser avec les travailleurs intégrés au système. Seule sa capacité à se faire entendre ou à déstabiliser l'ordre peut la rendre redoutable aux yeux des bourgeoisies. C'est ce qu'on a pu voir à l'occasion des émeutes des banlieues françaises en 2005 et, dans une moindre mesure, lors des troubles de la Guadeloupe en 2009 dont la menace pour la métropole se situait essentiellement sur le plan symbolique plutôt qu'économique. Toutefois, ces deux exemples ont profité de leur proximité ou de leurs rapports avec les centres industriels pour inquiéter la bourgeoisie. A contrario, les émeutes des clandestins, comme celles de Ceuta et de Melilla en 2005, ne peuvent espérer que toucher de loin la sensibilité du prolétariat intégré au système et indirectement obtenir un retour (comme ce fut le cas lors du vaste mouvement de solidarité qui fit suite au Tsunami fin 2004).

Cependant, si ce phénomène fonctionne comme un effacement d'une partie de l'humanité aux yeux d'une autre, il est tout autant le produit d'une évolution sociale que d'une faillite idéologique. En réalité, rien ne sépare *en puissance* l'employé d'une banque du réfugié soudanais. Tous deux ont une même nature aux yeux du capital : ils sont virtuellement des travailleurs. La différence est que le premier est intégré dans le système et que le second en est exclu *de facto*. L'humanité qui vit en marge ne constitue pas une autre classe sociale, elle fait partie du prolétariat. En réalité, c'est le capitalisme qui lui dénie ce statut en étant incapable d'actualiser sa force productive. Le danger serait de confondre cet état de fait avec une nature de classe, comme le souhaiterait la bourgeoisie qui tait les malheurs de cette partie du monde qu'elle déserte. Elle espère en désolidariser les populations pour minimiser son échec envers cette humanité qu'elle traite comme une portion qualitativement congrue et qui ne devrait son état qu'à elle-même (ou à ses élites incapables). Malgré la vigueur sournoise de cette idéologie, l'élan de solidarité consécutif au Tsunami (fin 2004), les mouvements de soutien aux illégaux ou l'unification des travailleurs « de souche » avec des immigrés constatée en Grèce (2008) montrent, entre autres exemples, que les travailleurs savent toujours reconnaître l'universalité de leur condition.

L'émergence d'une opinion mondiale ?

Le siècle écoulé a été marqué par l'émergence de ce qui est baptisé « la société de l'information ». Les innovations technologiques dans ce domaine ont été spectaculaires et ont placé les médias dans une position d'intermédiaire incontournable au sein des relations humaines. La vitesse de circulation des informations et l'accès potentiel de chacun au statut d'émetteur sont des éléments sur lesquels il faut s'interroger.

Il convient d'abord de contourner certains mythes liés notamment à l'émergence fulgurante d'Internet. S'il est vrai qu'aujourd'hui le savoir humain est plus disponible qu'avant et que les opinions alternatives peuvent y trouver un canal d'expression bien pratique, la simple présence de cette masse d'informations ne révolutionne pas les consciences. Au contraire, l'essentiel des médias consommés sur Internet appartient à quelques groupes industriels. Le géant Google en est l'exemple le plus

frappant : il ne tient qu'à son bon désir ou à ses erreurs technologiques de priver une partie importante de la population des sources d'informations²³.

Mais au-delà de l'architecture industrielle d'Internet, ce sont les habitudes culturelles des populations qui cloisonnent leur accès aux informations. Ainsi, pendant la Guerre de Gaza début 2009, il s'est avéré que chaque public consultait les sources d'informations qui lui étaient destinées et qui sont contrôlées par la classe politique qui les dirige. Sur Internet, l'Israélien consulte la presse israélienne, le Palestinien la presse palestinienne et hors de la région, les populations qui se sentent des affinités identitaires avec l'une ou l'autre des parties, se réfèrent aux médias qui leur sont propres ou qui sont ceux qui dominent localement. Ainsi, il n'est pas difficile pour les bourgeoisies respectives de garder le contact avec les populations qu'elles dirigent. Malgré l'atrocité de l'intervention sur Gaza, l'opinion publique israélienne est réputée avoir largement gardé sa confiance dans la pertinence de la politique de son gouvernement, telle que les médias d'Israël la relayaient.

Contrairement à certaines utopies, la « nouvelle société de l'information » ne préfigure pas l'émergence d'un discours contestataire mondial par la simple magie de la liberté médiatique. En revanche, la globalisation du monde s'accompagne peut-être d'une globalisation des préoccupations. La crise écologique, largement médiatisée et politiquement instrumentalisée, présente la particularité d'unir les opinions mondiales dans l'angoisse d'un iceberg qui fond. Si bien sur la menace est globale, le réchauffement n'est pas le seul à bénéficier de l'audience planétaire. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les sujets d'actualité ou les divertissements culturels se mondialisent sous l'effet des intérêts économiques et par la diffusion médiatique. Ainsi, l'élection de Barack Obama et la Guerre de Gaza furent, parmi d'autres, des thèmes qui ont préoccupé l'essentiel de la population mondiale sous des angles d'attaque similaires.

L'effet paradoxal de cette extension de l'opinion publique est que désormais, une politique, une guerre par exemple, nécessite à la fois l'embrigadement des populations concernées mais aussi la production d'une communication qui s'adresse au monde. Le conflit géorgien de l'été 2008 est à ce titre exemplaire. A défaut de faire savoir ce qu'il se produisait sur le terrain, les deux parties ont travaillé une propagande à visée mondiale qui s'est notamment manifestée par le choix de Tbilissi de déclencher les opérations à l'occasion de l'ouverture des JO de Pékin. De son côté, la Russie a largement communiqué une propagande calquée sur celle développée par l'OTAN à l'occasion de la Guerre du Kosovo²⁴. Lors

²³ D'une part, Google participe activement aux restrictions d'Internet en Chine en limitant les résultats de son moteur de recherche, d'autre part, un bug informatique survenu le 31 janvier 2009 a montré la dépendance à cet outil : la fréquentation de tous les sites Web de la planète aurait baissé d'un quart en une heure : <http://www.atinternet-institute.com/fr-fr/arrets-sur-l-actualite/panne-google-2-31-janvier-2009/index-1-1-1-159.html>

²⁴ Choix particulièrement ironique de la part de l'allié de la

du conflit de Gaza en 2009, il est probable que malgré la docilité des Israéliens et l'absence des journalistes sur le terrain, Tel-Aviv ait en partie avorté son opération face aux protestations venues d'ailleurs. Désormais, manifester à l'autre bout de la planète pour des causes locales fait partie des pratiques communicationnelles. Faire d'un thème un sujet de préoccupation mondialisé est une nouvelle manière de faire de la politique. Sans doute est-ce là l'effet principal de la globalisation de l'information.

De manière générale, il semble que la sensibilité des opinions publiques s'accroisse face aux orientations prises par les pouvoirs. Il est donc très difficile pour la bourgeoisie de maintenir les apparences humanistes de son discours face aux contradictions de ses propres politiques. Plus que jamais, il lui faut trouver une « morale » à son action, une morale qui nécessite des moyens toujours accrus²⁵, au risque qu'elle ne puisse définitivement plus tenir la distance entre les réalités des rapports sociaux et les explications qu'elle produit à leur sujet.

Conclusions

Le rôle particulier de la politique américaine dans le monde et l'évolution de son action, l'affaiblissement des capacités des puissances et des pouvoirs *réels* des Etats, la conversion des contradictions dans un système de régulation inefficace et parasite qui complexifie les relations politiques, le développement d'un monde déstructuré hors de la société capitaliste et la nouvelle configuration des opinions. Voilà les tendances et les paradoxes dont les effets sont difficiles à prévoir. Ils constituent le paysage particulier du capitalisme du XXI^{ème} siècle qui est à la fois le produit et le contexte de deux moteurs essentiels à l'histoire contemporaine, absents de cet article : la crise économique et la lutte des classes.

L'évolution de l'économie mondiale va bien sûr avoir des effets sur la puissance américaine, sur les politiques des Etats et sur les conditions sociales d'existence de l'humanité. Ces thèmes méritent des analyses particulières mais il serait utopique de penser qu'on peut deviner mécaniquement l'avenir du monde à leur seule suite. La situation est complexe et malgré qu'on puisse être tenté de penser que « l'histoire s'accélère », il faut admettre que la grande diversité des facteurs à l'œuvre ne facilite pas sa lecture. Une seule chose apparaît certaine : ces multiples effets ont une même cause. L'histoire du capitalisme a achevé d'unir le monde dans ses contradictions. Plus que jamais, une seule humanité est suspendue à un même avenir.

Daniel

Serbie.

²⁵ A ce titre, l'élection de Barack Obama a atteint un sommet. La mise morale de la nouvelle administration américaine est particulièrement risquée. Ainsi, Obama vient d'abandonner la tactique qui consistait à masquer le retour des cadavres des soldats engagés à l'étranger, pariant sur l'éthique refondée de la politique américaine pour embrigader les masses. http://qc.news.yahoo.com/s/capress/090407/monde/20090407_u_sa_soldats_medias

Comprendre la crise économique

Cet article a pour ambition de présenter le plus clairement possible :

- 1) Les dynamiques et les contradictions du capitalisme.
- 2) La phase générale d'obsolescence du capitalisme.
- 3) L'intermède des *Trente glorieuses*.
- 4) Le retour des crises et celle de 2008-09.

Bien qu'écrit le plus clairement possible, la lecture de ce texte est facilitée par une connaissance minimale des principaux concepts de la critique marxiste en économie politique ⁽¹⁾. Au lecteur peu familier en la matière, nous lui conseillons de sauter la première partie plus 'technique' sur *Les dynamiques et contradictions du capitalisme*, et de commencer par la seconde qui présente le cadre général de *La phase d'obsolescence du capitalisme*. Il pourra y revenir ensuite pour trouver les éclaircissements nécessaires sur les mécanismes économiques. Certaines explications ou compléments utiles non immédiatement nécessaires à sa compréhension ont été renvoyés en notes de bas de page. Enfin, les nombreuses références à Marx ne font pas office d'argument d'autorité mais sont là pour indiquer ce qui a guidé notre analyse. Elles sont d'autant moins assertoriques que nous avons eu chaque fois le souci de les valider par des données réelles et statistiques.

Dynamiques et contradictions du capitalisme

Selon Marx, les racines des crises de surproduction sont multiples ⁽²⁾. Néanmoins, les deux causes principales qu'il analyse le plus amplement, et qui sont aussi les

plus effectives en pratique, sont **la baisse tendancielle du taux de profit** et **les lois de répartition du produit total entre le capital et le travail qui engendrent une insuffisance de la demande finale** : « *La surproduction moderne a pour base, d'une part, le développement absolu des forces productives et par suite la production en masse par les producteurs enfermés dans le cercle des vivres nécessaires, et, d'autre part, la limitation par le profit des capitalistes* » ⁽³⁾.

Il exprime ici très clairement cette double contrainte qui pèse en permanence sur le capitalisme : d'une part, produire de façon suffisamment rentable – c'est-à-dire extraire suffisamment de surtravail par rapport au capital investi – et, d'autre part, réaliser celui-ci sur le marché ⁽⁴⁾. Que l'une ou l'autre de ces deux étapes indispensables du circuit de l'accumulation vienne à manquer, en tout ou en partie, et le capitalisme est alors confronté à des crises de surproduction : soit à cause de « *la limitation par le profit des capitalistes* » (**la baisse du taux de profit**) soit par l'insuffisance des marchés suite à « *l'enfermement des producteurs dans le cercle des vivres nécessaires* » eu égard au « *développement absolu des forces productives* » (**les lois de répartition du produit total entre le capital et le travail qui engendrent une insuffisance de la demande finale**). Ce sont les bases théoriques et empiriques de cette double détermination des crises dans le cadre de la reproduction élargie du capital que nous allons analyser ici.

1. Ressorts et limites internes au capitalisme

1) Les ressorts internes de la reproduction élargie

Comme toutes les autres sociétés d'exploitation, le capitalisme s'articule autour de **l'appropriation de surtravail** ⁽⁵⁾. Cependant, celle-ci n'est plus centrée autour de la seule satisfaction des classes dominantes, mais contient une dynamique intrinsèque et permanente d'élargissement de l'échelle de production **qui dépasse**

(1) L'encyclopédie Wikipédia sera d'un premier secours : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Accueil>. Bien que ne partageant pas certaines de leurs analyses et positions, nous conseillons cependant vivement de lire les ouvrages suivants pour une maîtrise rigoureuse des concepts marxistes en économie politique (deux d'entre eux sont en libre accès sur le Web) :

a) J. Gouverneur, *Les fondements de l'économie capitaliste*, Contradictions, 2005,

http://www.i6doc.com/fr/auteur/?fa=ShowAuthor&Person_ID=10831.

b) Michel Husson : *Misère du capital*, 1996, Syros, <http://hussonet.free.fr/mdk.pdf>.

c) Gérard Duménil & Dominique Lévy, *Crise et sortie de crise*, 2000, PUF.

d) <http://www.capitalisme-et-crise.info>

e) <http://hussonet.free.fr/>

(2) Citons : l'anarchie de la production, la baisse tendancielle du taux de profit, la disproportion entre les deux grands secteurs de l'économie (les biens de consommation et de production), les contradictions entre le 'capital de prêt' et le 'capital productif', l'insuffisance de la demande solvable découlant des lois de répartition du produit total entre le capital et le travail, les disjonctions entre l'achat et la vente consécutives à la thésaurisation, etc..

(3) Marx, *Histoire des doctrines économiques*, traduction par J. Molitor, tome V, *Ricardo, IV Les crises, e) Augmentation de la production et extension du marché*, p. 91. Cet ouvrage est mieux connu sous le titre de *Théories sur la plus-value*.

(4) Autrement dit, de transformer le surtravail cristallisé sous forme **matérielle** en profit **monnayable** sur le marché.

(5) « *En étudiant le procès de production, nous avons vu que toute la tendance, tout l'effort de la production capitaliste consiste à s'accaparer le plus possible de surtravail...* » Marx, *Théories sur la plus-value*, XVII^{ème} chapitre *Théories de l'accumulation de Ricardo*, § 12 *Contradiction entre la production et la consommation dans les conditions du capitalisme*, Éditions Sociales, tome II : 621.

de loin la *reproduction simple* ⁽⁶⁾. Cet élargissement génère une **demande sociale croissante** par l'embauche de nouveaux travailleurs et le réinvestissement en moyens de production et de consommation supplémentaires : « **Les limites de la consommation sont élargies par la tension du procès de reproduction lui-même ; d'une part, celle-ci augmente la dépense du revenu par les ouvriers et les capitalistes ; d'autre part, elle est identique à la tension de la consommation productive** » ⁽⁷⁾. Cette reproduction élargie s'impose comme une contrainte pour la survie du système : tout capital laissé en friche se dévalorise et est évincé du marché ⁽⁸⁾. Dès lors, par sa dynamique intrinsèque d'élargissement, le capitalisme génère la demande sociale qui est à la base du développement de son propre marché. Cependant, les contradictions intrinsèques à cet élargissement engendrent périodiquement des crises de surproduction se manifestant par une insuffisance de la demande solvable par rapport au développement de la production. Ce sont ces mécanismes que nous allons maintenant examiner plus en détail.

2) Crises de suraccumulation et pénurie de profits

Cette dynamique d'élargissement engendre des gains de productivité qui ont pour effet de diminuer la valeur des marchandises (et donc les prix) entrant dans la reproduction élargie : « *Si la productivité de l'industrie s'accroît, le prix des marchandises particulières diminuent. [...] Tel est le phénomène qui résulte de la nature du mode de production capitaliste : la productivité accrue du travail entraîne la baisse du prix de la marchandise particulière ou d'une quantité donnée de marchandises...* » ⁽⁹⁾.

(6) « ...retransformer sans cesse en capital la plus grande partie possible de la plus-value ou du produit net ! Accumuler pour accumuler, produire pour produire, tel est le mot d'ordre de l'économie politique proclamant la mission historique de la période bourgeoise. [...] Assurément produire, produire toujours de plus en plus, tel est notre mot d'ordre... » Marx, *Le Capital*, livre I, ch. XXIV *La transformation de la plus-value en capital*, § III *La division de la plus-value en capital et en revenu*, Éditions Sociales, tome III : 36.

(7) Marx, *Le Capital*, livre III, 5^{ème} section *Partage du profit en intérêt et profit d'entreprise*, ch. XXX *Capital argent et capital réel*, Éditions sociales, tome 7 : 144.

(8) Tel est le moteur de « ...la tendance à l'accumulation, la tendance à agrandir le capital et à produire de la plus-value sur une échelle élargie. C'est là, pour la production capitaliste, **une loi, imposée** par les constants bouleversements des méthodes de production elles-mêmes, **par la dépréciation du capital existant** que ces bouleversements entraînent toujours, la lutte générale de la concurrence et la nécessité de perfectionner la production et d'en étendre l'échelle, **simplement pour se maintenir et sous peine de disparaître** », Marx, *Le Capital*, Livre III, 3^{ème} section *La loi de la baisse tendancielle du taux de profit*, ch. XV *Développement des contradictions internes de la loi*, § 1 *Généralités*, Éditions Sociales, tome I : 257-258.

(9) Marx, *Le Capital*, troisième section *Loi de la baisse tendancielle du taux de profit*, chapitre IX *Définition de la loi*, La Pléiade - Économie II : 1012-1013.

Ces gains de productivité contribuent puissamment à soutenir le taux de profit à la hausse : « ...grâce à une productivité accrue, donc parallèlement à l'accroissement du nombre des machines à prix réduit, le prix de la marchandise diminue, **le taux de profit peut rester le même ... [il] pourrait même croître si l'augmentation du taux de plus-value était liée à une diminution sensible de la valeur des éléments du capital constant, particulièrement du capital fixe [consécutivement aux gains de productivité]** » ⁽¹⁰⁾.

En effet, ce n'est pas parce que les entreprises emploient un nombre de plus en plus important de machines qu'automatiquement leur composition organique s'alourdit en **valeur** car, avec les gains de productivité, la valeur de ces machines diminue ⁽¹¹⁾ : « *le développement qui accroît la masse du capital constant par rapport au capital variable réduit, par suite de la productivité accrue du travail, la valeur de ses éléments [...]. Il se peut même que, dans certains cas, la masse des éléments du capital augmente, bien que sa valeur reste constante ou même diminue* » ⁽¹²⁾.

En réalité, il n'y a alourdissement en capital qu'à partir du moment où le bénéfice résultant des gains de productivité ne parvient plus à compenser le coût des nouvelles machines. Ce n'est que lorsque l'efficacité des gains de productivité diminue relativement à leur coût, que le taux de profit inverse sa tendance. A ce moment là, les nouvelles machines coûtent plus qu'elles ne rapportent en gains de productivité. De tendancielle, la baisse du taux de profit devient effective lorsque les gains de productivité ne sont plus à la mesure des investissements consentis pour les obtenir.

Cette baisse du taux de profit accroît d'autant la concurrence puisque ce sont les capitalistes les moins productifs qui sont éliminés en premier : « *C'est la baisse du taux de profit qui suscite la concurrence et non l'inverse* » ⁽¹³⁾. Malgré la baisse de la rentabilité des investissements, cette concurrence oblige chaque entrepreneur à continuer d'investir pour pouvoir survivre. C'est pourquoi la suraccumulation va toujours de pair avec la pénurie de profits, ce sont les deux faces d'une même pièce. De là découlent les crises de surproduction par pénurie de profits et suraccumulation puisque ces deux phénomènes engendrent une chute effective du

(10) Marx, *Le Capital*, troisième section *Loi de la baisse tendancielle du taux de profit*, chapitre IX *Définition de la loi*, La Pléiade - Économie II : 1013.

(11) En réduisant le temps mis pour produire une marchandise, le gain de productivité diminue sa valeur. Cette diminution concerne tant le secteur de la consommation – ce qui permet d'amoinrir le poids relatif de la masse salariale –, que de la production – ce qui permet d'alléger la composition organique du capital –. Ces deux facteurs se conjuguent positivement pour soutenir le taux de profit à la hausse.

(12) Marx, *Le Capital*, troisième section *Loi de la baisse tendancielle du taux de profit*, chapitre X *Influences contraires*, La Pléiade - Économie II : 1019.

(13) Marx, *Le Capital*, Livre III, 3^{ème} section *La loi de la baisse tendancielle du taux de profit*, ch. XV *Développement des contradictions internes de la loi*, § 1 *Généralités*, Éditions Sociales, tome I : 269.

taux de profit, et donc des investissements, puis de l'activité économique.

3) Une reproduction élargie à caractère cyclique

Cette dynamique d'élargissement dans la reproduction du capital se matérialise par une succession de cycles plus ou moins décennaux où l'alourdissement périodique en capital fixe vient régulièrement infléchir le taux de profit et provoquer des crises : « *A mesure que la valeur et la durée du capital fixe engagé se développent avec le mode de production capitaliste, la vie de l'industrie et du capital industriel se développe dans chaque entreprise particulière et se prolonge sur une période, disons en moyenne dix ans. [...] ce cycle de rotations qui s'enchaînent et se prolongent pendant une série d'années, où le capital est prisonnier de son élément fixe, constitue une des bases matérielles des crises périodiques* » (14).

Lors de chacune de ces crises, faillites et dépréciations de capitaux recréent les conditions d'une reprise **qui élargit les marchés et le potentiel productif** : « *Les crises ne sont jamais que des solutions momentanées et violentes qui rétablissent pour un moment l'équilibre troublé [...] La stagnation survenue dans la production aurait préparé – dans les limites capitalistes – une expansion subséquente de la production. Ainsi le cycle aurait été, une fois de plus, parcouru. Une partie du capital déprécié par la stagnation retrouverait son ancienne valeur. Au demeurant, le même cercle vicieux serait à nouveau parcouru, dans des conditions de production amplifiées, avec un marché élargi, et avec un potentiel productif accru* » (15).

Plus de deux siècles d'accumulation capitaliste ont été rythmés par une petite trentaine de cycles et de crises. Marx en avait déjà identifié sept de son vivant, la III^{ème} Internationale seize (16), et les organisations situées à la gauche de celle-ci ont complété ce tableau durant l'entre-deux-guerres (17). En ce qui concerne la période

(14) Marx, *Le Capital*, Livre II, 2^{ème} section *La rotation du capital*, ch. IX *La rotation totale du capital avancé. Les cycles de rotation*, La Pléiade II : 614.

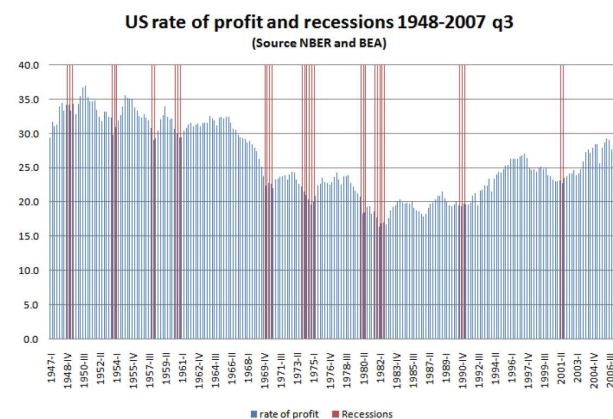
(15) Marx, *Le Capital*, Livre III, 3^{ème} section *La loi de la baisse tendancielle du taux de profit*, ch. XV *Développement des contradictions internes de la loi*, § 2 *Conflit entre l'extension de la production et la mise en valeur* et § 3 *Excédent de capital accompagné d'une population excédentaire*, La Pléiade II : 1031 & 1037.

(16) « *L'alternance des crises et des périodes de développement, avec tous leurs stades intermédiaires, forme un cycle ou un grand cercle du développement industriel. Chaque cycle embrasse une période de 8, 9, 10, 11 ans. Si nous étudions les 138 dernières années, nous nous apercevons qu'à cette période correspondent 16 cycles. A chaque cycle correspond par conséquent un peu moins de 9 ans* » (Trotsky, « *Rapport sur la crise économique mondiale et les nouvelles tâches de l'Internationale Communiste* » : 3^{ème} congrès).

(17) « *...recommencer un cycle pour produire de la nouvelle plus-value reste le suprême objectif du capitaliste (...) cette périodicité quasi mathématique des crises constitue un des traits spécifiques du système capitaliste de production* »

postérieure à la Deuxième Guerre mondiale, le graphique ci-dessous montre une dizaine de cycles à la hausse et à la baisse du taux de profit, chaque fois ponctués par une crise (récession). Telles sont les bases matérielles et récurrentes des crises de surproduction par suraccumulation et pénurie de profit.

Graphique n°1 : États-Unis (1948-2007) : taux de profit par trimestre et récessions (18)



4) Crises découlant d'une demande insuffisante

« *L'essence de la production capitaliste implique donc une production qui ne tient pas compte des limites du marché* » (19), ou, selon la formule imagée d'Engels : « *Alors que les forces productives s'accroissent en progression géométrique, l'extension des marchés se poursuit tout au plus en progression arithmétique* » (20). Il existe beaucoup de raisons pouvant engendrer une contraction de la demande finale par rapport à la production, c'est-à-dire « *une production qui ne tient pas compte des limites du marché* ».

C'était déjà le cas, nous l'avons vu, pour les crises de surproduction engendrées par la suraccumulation et la pénurie de profit. En effet, elles aboutissent à une restriction de la demande finale suite au ralentissement de l'activité économique : baisse des investissements et donc de l'accumulation suite à la pénurie de profits, faillite des entreprises qui sont trop en-deçà du taux moyen de profit, etc.

Mais c'est aussi le cas pour deux autres raisons abondamment analysées par Marx : la compression de la consommation salariale et la disproportionnalité entre les branches productives. Ces trois grands

(Mitchell, Bilan n°10 : « *Crises et cycles dans le capitalisme agonisant* »).

(18) Les neuf récessions qui ponctuent la dizaine de cycles s'identifient sur le graphique n°1 par les groupes de traits qui s'étendent sur toute leur hauteur : 1949, 1954, 1958, 1960, 1970-71, 1974, 1980-81, 1991, 2001.

(19) Marx, *Théories sur la plus-value*, XVII^{ème} chapitre *Théories de l'accumulation de Ricardo*, § 12 *Contradiction entre la production et la consommation dans les conditions du capitalisme*, Éditions Sociales, tome II : 621.

(20) Engels, préface à l'édition anglaise (1886) du livre I du *Capital*, La Pléiade, Économie II : 1802.

facteurs de crises (investissements, salaires et disproportions sectorielles), Marx les développe dans sa présentation du bouclage du circuit de l'accumulation.

5) Le circuit de l'accumulation

Le circuit de l'accumulation est une pièce en deux actes : le premier consiste à extraire le maximum de surtravail via la production de marchandises, et le second à vendre celles-ci pour transformer la plus-value sous forme matérielle en profit monétaire permettant le réinvestissement.

En effet, soutirer un maximum de surtravail, cristallisé sous forme matérielle (la plus-value) dans une quantité croissante de marchandises, constitue le but de ce que Marx appelle « le premier acte du procès de production capitaliste ». Ensuite, ces marchandises doivent être vendues afin de transformer cette plus-value en profit sous forme monétaire pour pouvoir être réinvesti : c'est « le deuxième acte du procès ». Chacun de ces deux actes contient ses propres contradictions et limites : bien que s'influençant mutuellement, l'acte premier est surtout aiguillonné par le **taux de profit**, et le second fonction des diverses tendances restreignant les **marchés** ⁽²¹⁾.

Ces deux limites engendrent périodiquement une demande finale qui n'est pas à la hauteur de la production : « *La surproduction a spécialement pour condition la loi générale de production du capital : produire à mesure des forces productives (c'est-à-dire selon la possibilité qu'on a d'exploiter la plus grande masse possible de travail avec une masse donnée de capital) sans tenir compte des limites existantes du marché ou des besoins solvables...* » ⁽²²⁾. Cette insuffisance de la demande solvable génératrice de crises de

(21) Marx analyse ces deux actes ainsi : « *Dès que la quantité de surtravail qu'on peut tirer de l'ouvrier est matérialisée en marchandises, la plus-value est produite. Mais avec cette production de la plus-value, c'est seulement le premier acte du procès de production capitaliste, du procès de production immédiat qui s'est achevé. Le capital a absorbé une quantité déterminée de travail non payé. A mesure que se développe le procès qui se traduit par la baisse du taux de profit, la masse de plus-value ainsi produite s'enfle démesurément. Alors s'ouvre le deuxième acte du procès. La masse totale des marchandises, le produit total, aussi bien la portion qui remplace le capital constant et le capital variable que celle qui représente de la plus-value, doivent être vendues. Si cette vente n'a pas lieu ou n'est que partielle, ou si elle a lieu seulement à des prix inférieurs aux prix de production, l'ouvrier certes est exploité, mais le capitaliste ne réalise pas son exploitation en tant que telle : cette exploitation peut s'allier pour le capitaliste à une réalisation seulement partielle de la plus-value extorquée ou à l'absence de toute réalisation et même aller de pair avec la perte d'une partie ou de la totalité de son capital* », Marx, *Le Capital*, Livre III, 3^{ème} section *La loi de la baisse tendancielle du taux de profit*, ch. XV *Développement des contradictions internes de la loi*, § 1 *Généralités*, Éditions Sociales, tome I : 257-258.

(22) Marx, *Théories sur la plus-value*, Dix-septième chapitre *Théorie de l'accumulation de Ricardo*, § 14 *Contradiction entre le développement irrésistible des forces productives et la limitation de la consommation en tant que base de la surproduction*, Edition Sociales, tome II : 637.

surproduction provient principalement des trois facteurs suivant :

a) **La consommation salariale** : les capacités de consommation de la société sont réduites par les rapports antagoniques de répartition du produit total entre le capital et le travail (lutte de classe) : « *La raison ultime de toutes les crises réelles, c'est toujours la pauvreté et la consommation restreinte des masses, face à la tendance de l'économie capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que le pouvoir de consommation absolu de la société* » ⁽²³⁾. Une diminution de la part salariale restreint la demande finale, ce qui provoque une crise de surproduction.

b) **Les investissements** : à un certain moment, suite à la baisse du taux de profit, l'insuffisance de plus-value extraite par rapport au capital engagé entraîne un frein dans les investissements et les embauches de nouvelles forces de travail : « *La limite du mode de production se manifeste dans les faits que voici : 1° Le développement de la productivité du travail engendre, dans la baisse du taux de profit, une loi qui, à un certain moment, se tourne brutalement contre ce développement et doit être constamment surmontée par des crises* » ⁽²⁴⁾. Une restriction de la demande productive des capitalistes participe donc directement à l'émergence de crises de surproduction.

c) **La disproportionnalité** : le non respect des proportionnalités entre les branches de la production engendre une incomplétude dans la réalisation du produit total et participe de l'émergence des crises de surproduction ⁽²⁵⁾.

(23) Marx, *Le Capital*, Livre III, ch. XXX *Capital argent et capital réel*, La Pléiade, Économie II : 1206. Cette analyse élaborée par Marx n'a évidemment strictement rien à voir avec la théorie sous-consommationniste des crises qu'il critique par ailleurs : « *...on prétend que la classe ouvrière reçoit une trop faible part de son propre produit et que l'on pourrait remédier à ce mal en lui accordant une plus grande part de ce produit, donc des salaires plus élevés. Mais il suffit de rappeler que les crises sont chaque fois préparées précisément par une période de hausse générale des salaires, où la classe ouvrière obtient effectivement une plus grande part de la fraction du produit annuel qui est destiné à la consommation* », Marx, *Le Capital*, Livre II, ch. XX *La reproduction simple*, § IV *Les échanges à l'intérieur de la section II*, La Pléiade, Économie II : 781.

(24) Marx, *Le Capital*, livre III, 3^{ème} section *La loi de la baisse tendancielle du taux de profit*, ch. XV *Développement des contradictions internes de la loi*, § 3 *Excédent de capital accompagné d'une population excédentaire*, La Pléiade II : 1041. Marx exprime cette idée dans de nombreux autres passages, dont voici encore un exemple : « *Surproduction de capital ne signifie jamais que surproduction de moyens de production ... une baisse du degré d'exploitation au-dessous d'un certain point provoque, en effet, des perturbations et des arrêts dans le processus de production capitaliste, des crises, voire la destruction de capital* », Marx, *Le Capital*, livre III, 3^{ème} section *La loi de la baisse tendancielle du taux de profit*, ch. XV *Développement des contradictions internes de la loi*, § 3 *Excédent de capital accompagné d'une population excédentaire*, La Pléiade II : 1038.

(25) Chacun de ces trois facteurs [a], [b] et [c] ont été identifiés de la sorte dans la citation suivante de Marx : « *Les conditions de l'exploitation directe et celles de sa réalisation ne sont pas les mêmes ; elles diffèrent non seulement de temps et*

Telles sont les trois causes essentielles, purement internes au capitalisme pur, qui sont à l'origine de la restriction de la demande finale à la base des crises de surproduction.

Comme le souligne Marx « *la conversion de la plus-value en profit est déterminée tout autant par le processus de circulation que par le processus de production* »⁽²⁶⁾. En effet, cette insuffisance de la demande solvable finale découle tant du **processus de production** lui-même (le « *premier acte* » du procès de reproduction élargie), c'est-à-dire d'une diminution des investissements des capitalistes, que du **processus de circulation** (le « *second acte* » du procès de reproduction élargie), c'est-à-dire d'une diminution de la demande salariale. Bien que liées par certains aspects, ces deux principales déterminations à l'origine des crises de surproduction sont fondamentalement indépendantes.

6) Indépendance et temporalité propre à la production et à la réalisation

En effet, si le niveau et la baisse récurrente du taux de profit influent sur la répartition du produit social, et inversement, Marx va néanmoins employer des mots très forts pour insister sur le fait que ces deux racines des crises sont fondamentalement « *indépendantes* », « *elles diffèrent ... même de nature* », « *ne sont pas les mêmes* »⁽²⁷⁾. Pourquoi ? Tout simplement parce que la **production de profit** et les **marchés** sont, pour l'essentiel, différemment déterminés. C'est pourquoi, Marx rejette catégoriquement toute théorie monocausale des crises. Il est donc théoriquement erroné de faire strictement découler l'importance des marchés de l'évolution du taux de profit et inversement.

Il en découle que les temporalités de ces deux racines sont forcément différentes. La première contradiction

*de lieu, mais même de nature. Les unes n'ont d'autre limite que les forces productives de la société [a], les autres la proportionnalité des différentes branches de production [c] et le pouvoir de consommation de la société [b]. Mais celui-ci n'est déterminée ni par la force productive absolue ni par le pouvoir de consommation absolu ; il l'est par le pouvoir de consommation, qui a pour base des conditions de répartition antagoniques qui réduisent la consommation de la grande masse de la société à un minimum variable dans des limites plus ou moins étroites [b]. Il est, en outre, restreint par le désir d'accumuler, la tendance à augmenter le capital et à produire de la plus-value sur une échelle plus étendue [a] », Marx, *Le Capital*, Livre III, 3^{ème} section *La loi de la baisse tendancielle du taux de profit*, Conclusions *Les contradictions internes de la loi*, Éditions La Pléiade, tome II : 1026-1027.*

(26) *Le Capital*, livre III, La Pléiade : 964.

(27) « *En effet, le marché et la production étant des facteurs indépendants, l'extension de l'un ne correspond pas forcément à l'accroissement de l'autre* », Marx, *Grundrisse*, La Pléiade, Économie II : 489. Ou encore : « *Les conditions de l'exploitation directe et celles de sa réalisation ne sont pas les mêmes ; elles diffèrent non seulement de temps et de lieu, mais même de nature* », Marx, *Le Capital*, Livre III, 3^{ème} section *La loi de la baisse tendancielle du taux de profit*, Conclusions *Les contradictions internes de la loi*, Éditions La Pléiade, tome II : 1026-1027.

(le taux de profit) plonge ses racines dans les nécessités d'accroître le capital constant au détriment du capital variable, son rythme est donc essentiellement lié aux cycles de rotation du capital fixe à court (+/- décennal) et moyen terme (+/- 25 à 30 ans). La seconde contradiction (les « *rappports de distribution antagoniques* » du produit total entre le capital et le travail) a son rythme déterminé par le rapport de force entre les classes, qui porte sur de plus longues périodes⁽²⁸⁾. Si ces deux temporalités se conjuguent mutuellement (le processus d'accumulation influence le rapport de force entre les classes et inversement), elles sont fondamentalement « *indépendantes* », « *ne sont pas les mêmes* », « *elles diffèrent ... même de nature* », car la lutte de classe n'est pas strictement liée aux cycles décennaux, ni ces derniers aux rapports entre les classes.

2. Le capitalisme et sa sphère extérieure

Cette dynamique d'élargissement continue du capitalisme implique un caractère foncièrement expansif : « *Il faut donc que le marché s'agrandisse sans cesse, si bien que ses connexions internes et les conditions qui le règlent prennent de plus en plus l'allure de lois de la nature indépendantes des producteurs et échappent de plus en plus à leur contrôle. Cette contradiction interne cherche une solution dans l'extension du champ extérieur de la production. Mais plus la force productive se développe, plus elle entre en conflit avec la base étroite sur laquelle sont fondés les rapports de consommation* »⁽²⁹⁾. Or, toutes les dynamiques et limites du capitalisme dégagées par Marx ne l'ont été qu'en faisant abstraction de ses rapports avec sa sphère extérieure (non capitaliste). Il nous faut donc maintenant comprendre quelle est la place et l'importance de cet environnement dans le cours de son développement. En effet, le capitalisme est né et s'est développé dans le cadre de rapports sociaux féodaux, puis marchands, rapports avec lesquels il ne pouvait qu'établir d'importants liens pour l'obtention des

(28) Comme, par exemple, la longue phase de hausse progressive des salaires réels lors de la seconde moitié de la phase ascendante du capitalisme (1870-1914), durant les 'Trente glorieuses' (1945-75), ou leurs baisses relatives – et même absolues – depuis lors (1982-2009).

(29) Marx, *Le Capital*, Livre III, 3^{ème} section *La loi de la baisse tendancielle du taux de profit*, ch. XV *Développement des contradictions internes de la loi*, § 1 *Généralités*, Éditions Sociales, tome I : 257-258. Ceci n'est pas différent de ce qu'il énonçait déjà dans *Le Manifeste* : « *Poussée par le besoin de débouchés toujours plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit toute la surface du globe. Partout elle doit s'incruster, partout il lui faut bâtir, partout elle établit des relations (...) Le bas prix de ses marchandises est la grosse artillerie avec laquelle elle démolit toutes les murailles de Chine... Elle contraint toutes les nations, sous peine de courir à leur perte, d'adopter le mode de production bourgeois ; elle les contraint d'importer chez elles ce qui s'appelle la civilisation, autrement dit : elle en fait des nations de bourgeois. En un mot, elle crée un monde à son image. La bourgeoisie a soumis la campagne à la domination de la ville* » (La Pléiade, Économie I : 165).

moyens matériels nécessaires à son accumulation (importation de métaux précieux, pillages, etc.), comme source de profit (appropriation de surtravail des producteurs extra-capitalistes), pour l'écoulement de ses marchandises (ventes, commerce triangulaire, etc.), et comme source accessoire de main-d'œuvre.

Une fois ses bases assurées après trois siècles d'accumulation primitive (1500-1825)⁽³⁰⁾, cet environnement lui a cependant encore fourni toute une série d'opportunités tout au long de sa phase ascendante (1825-1914)⁽³¹⁾ comme : source de profits⁽³²⁾, exutoire pour la vente de ses marchandises en surproduction, et appoint complémentaire de main-d'œuvre⁽³³⁾. C'est

(30) « ...l'ère capitaliste ne date que du **XVI^{ème} siècle**. [...] La révolution qui allait jeter les premiers fondements du régime capitaliste eut son prélude dans le dernier tiers du **XV^{ème} siècle** et au commencement du **XVI^{ème}** » (Marx, La Pléiade I : 1170, 1173) ; « ...ce n'est qu'avec **la crise de 1825** que s'ouvre le cycle périodique de **sa vie moderne** » (Marx, Postface à la seconde édition allemande du *Capital*, La Pléiade I : 553).

(31) Il n'existe pas de mécanismes univoques et atemporels qui détermineraient les rapports entre le capitalisme et sa sphère extérieure (comme la recherche de surprofits ou la conquête de marchés extra-capitalistes). Chaque régime d'accumulation rythmant le développement historique du capitalisme engendre des rapports spécifiques avec sa sphère extérieure : du mercantilisme des pays de la péninsule ibérique, au capitalisme autocentré durant les *Trente glorieuses*, en passant par le colonialisme de l'Angleterre victorienne, il n'existe pas de rapports uniformes entre le cœur et la périphérie du capitalisme, mais un mélange successif de rapports qui tous trouvent leurs ressorts spécifiques dans ces différentes nécessités internes à l'accumulation du capital.

(32) Par (a) l'exportation de capitaux ; (b) l'obtention de surprofits ; (c) et un « *surprofit par escroquerie* » comme l'appelait Marx : « *Le profit peut être obtenu également par escroquerie dans la mesure où l'un gagne ce que l'autre perd. La perte et le gain à l'intérieur d'un pays s'égalisent. Il n'en va pas de même entre plusieurs pays. ...trois journées de travail d'un pays peuvent s'échanger contre une journée d'un autre pays. La loi de la valeur subit ici des modifications essentielles. Ou bien, de même qu'à l'intérieur d'un pays du travail qualifié, du travail complexe, se rapporte à du travail non qualifié, simple, de même les journées de travail des différents pays peuvent se rapporter mutuellement. Dans ce cas, le pays riche exploite le pays pauvre, même si ce dernier gagne dans l'échange...* » (Marx, *Theorien über den Mehrwert*, vol. III : 279-280). Ou encore : « **On peut avoir la même situation vis-à-vis du pays où l'on expédie et d'où l'on reçoit des marchandises ; celui-ci fournissant plus de travail matérialisé in natura qu'il n'en reçoit, et malgré tout obtenant la marchandise à meilleur marché qu'il ne pourra la produire lui-même. Tout comme le fabricant qui, utilisant une invention nouvelle avant sa généralisation, vend à meilleur marché que ses concurrents et néanmoins au-dessus de la valeur individuelle de sa marchandise, c'est-à-dire met en valeur, comme surtravail, la productivité spécifiquement supérieure du travail qu'il emploie. Il réalise de la sorte un surprofit** » (Marx, *Le Capital*, livre III, Éditions Sociales, tome VI : 250).

(33) En effet, les études d'histoire économique (J.M. Chevet, 1996, et M. Overton, 1998) ont montré que, dès la phase ascendante du capitalisme, le renouvellement de la classe ouvrière fut moins le produit de l'exode rural (comme le pensait Rosa Luxemburg) que de sa reproduction naturelle (comme le développait Marx dans *Le Capital*). Il s'avère même que ce fut déjà le cas plus précocement ! En effet, si ces mêmes études ont bien confirmé l'analyse de Marx sur le rôle des *enclosures* (phénomène d'appropriation privée du sol) dans le processus de révolution agricole préalable à la révolution industrielle en

l'ensemble de ces raisons qui explique la curée coloniale de 1880 à 1914⁽³⁴⁾. Cependant, l'existence d'opportunités de régulations *externes* à une partie de ses contradictions *internes* ne signifie, ni qu'elles seraient les plus efficaces pour le développement du capitalisme, ni que ce dernier serait dans l'impossibilité absolue de dégager des modes de régulations *internes* ! En effet, c'est d'abord et avant tout l'extension et la domination du salariat sur ses propres bases qui a progressivement permis au capitalisme de dynamiser sa croissance, et, si les relations de diverses natures entre le capitalisme et sa sphère extra-capitaliste lui ont bien offert toute une série d'opportunités, l'importance de ce milieu, et le bilan global des échanges avec lui, n'en constituaient pas moins un frein à sa croissance⁽³⁵⁾ !

Grande-Bretagne, elles ont néanmoins montré que ce fut moins comme source de main-d'œuvre que comme base pour l'accroissement de la productivité agricole : celle-ci doublera entre 1700 et 1850 en Angleterre, permettant ainsi un triplement de la population dans le même temps, alors qu'elle n'avait fait que doubler durant les deux siècles antérieurs (1500-1700). En d'autres mots, le développement de la classe ouvrière, et la constitution d'une « *armée industrielle de réserve* » (Marx), étaient des phénomènes qui devaient leur dynamisme à un processus endogène très précoce (comme le pensait Marx), plutôt que comme résultat d'une source externe suite à la destruction/intégration des marchés extra-capitalistes (comme le pensait Rosa Luxemburg). Ainsi, les deux historiens de l'économie montrent que la croissance du prolétariat et de l'armée industrielle de réserve « *est davantage le résultat de la croissance de la population que d'une diminution du volume de l'emploi occasionnée par une hausse de productivité et la concentration des exploitations agricoles* ». Autrement dit, la révolution agricole permit une croissance naturelle de la population beaucoup plus intense qu'auparavant, et c'est celle-ci qui est fondamentalement à la base de l'élargissement du prolétariat, reléguant comme appoint le phénomène de déversement et de prolétarianisation des paysans suite à la destruction des marchés extra-capitalistes.

(34) Ici, il faut clairement distinguer deux notions trop souvent confondues : les rapports que le capitalisme entretient avec son milieu extérieur, d'une part, et le colonialisme et/ou l'impérialisme, d'autre part. Ces derniers constituent une des formes que ces rapports peuvent prendre, mais ce sont loin d'être les seules. Ainsi, l'impérialisme peut se manifester dans bien d'autres domaines que dans le cadre de ces rapports du capitalisme avec son milieu extérieur.

(35) Au XIX^{ème} siècle, là où les marchés coloniaux interviennent le plus, **TOUS les pays capitalistes NON ou très faiblement coloniaux** ont connu des croissances nettement plus rapides **que les puissances coloniales** (71% plus rapide en moyenne). Ce constat est en réalité valable pour toute l'histoire du capitalisme : « *en comparant les taux de croissance pour le XIX^{ème} siècle, il apparaît qu'en règle générale les pays non coloniaux ont connu un développement économique plus rapide que les puissances coloniales. (...) Cette règle reste en grande partie valable au XX^{ème} siècle* » (Paul Bairoch, « *Mythes et paradoxes de l'histoire économique* », p. 111). Ceci s'explique aisément pour plusieurs raisons sur lesquelles nous ne pouvons nous étendre ici. Signalons simplement, qu'en règle générale, toute vente de marchandise sur un marché extra-capitaliste sort du circuit de l'accumulation et tend donc à freiner cette dernière. En quelque sorte, tout comme la vente d'armement profite au capitaliste individuel, mais correspond à une perte sèche pour le capital global (car ce type de marchandise n'est pas réinséré dans le circuit de l'accumulation), la vente de marchandises à l'extérieur du capitalisme pur permet bien aux capitalistes individuels de réaliser leurs marchandises, mais elle freine l'accumulation globale du capitalisme, car cette vente

Ainsi, au fur et à mesure de l'extension du salariat et de la disparition de l'entrave à l'accumulation constituée par les marchés extra-capitalistes, les taux de croissance de la production mondiale par habitant n'ont fait que croître⁽³⁶⁾. L'épuisement de ces opportunités de régulations *externes* peu performantes pour le capitalisme a ouvert la voie pour la recherche de régulations *internes* : le capitalisme d'État keynésiano-fordiste en fut un exemple prototypique (cf. infra).

La phase d'obsolescence du capitalisme

L'obsolescence historique du mode de production capitaliste et les bases de son dépassement

Ce formidable dynamisme d'extension interne et externe du capitalisme n'est cependant pas éternel. Comme tout mode de production dans l'histoire, le capitalisme connaît aussi une phase d'obsolescence où ses rapports sociaux freinent le développement de ses forces productives : « ...le système capitaliste devient un obstacle pour l'expansion des forces productives du travail. Arrivé à ce point, le capital, ou plus exactement **le travail salarié**, entre dans le même rapport avec le développement de la richesse sociale et des forces productives que le système des corporations, le servage, l'esclavage, et il est nécessairement rejeté comme une entrave »⁽³⁷⁾. C'est donc au sein des transformations et de la généralisation du **rapport social de production salarié** qu'il faut rechercher le caractère historiquement limité du mode de production capitaliste. Arrivés à un certain stade, l'extension du salariat et sa domination par le biais de la constitution du marché mondial marquent l'apogée du capitalisme. Au lieu de continuer à puissamment éradiquer les anciens rapports sociaux et développer les forces productives, le caractère désormais obsolète du rapport salarié a tendance à figer les premiers et à freiner les seconds : il est toujours incapable d'intégrer en son sein une bonne partie de

correspond à une sortie de moyens matériels du circuit de l'accumulation.

(36) Comme nous l'indique le tableau ci-dessous, les taux de croissance annuels moyens de la production par habitant sont faibles lorsque les marchés extra-capitalistes sont abondants, et d'autant plus intenses que le salariat est important (contrairement à l'idée inverse défendue par Rosa Luxemburg). Cette progression marque nettement le pas après la première guerre mondiale. Elle inaugure les crises internationales à dominante salariale que les *Trente glorieuses* avaient quelque peu pu mettre entre parenthèse pour un certain temps (cf. infra) :

1500	1700	1820	1870	1900	1913	1950	1980
-	-	-	-	-	-	-	-
1700	1820	1870	1900	1913	1940	1980	2003
0,04	0,07	0,54	1,24	1,47	0,94	2,57	1,60
Source : A. Maddison : http://www.ggd.net/maddison/							

(37) Marx, *Grundrisse (Manuscrits de 1857-58)*, La Pléiade, Économie II : 272-273.

l'humanité, il engendre des crises, des guerres et catastrophes d'ampleur croissante, et va jusqu'à menacer l'humanité de disparition.

1) L'obsolescence du capitalisme

La généralisation progressive du salariat ne signifie pas qu'il s'est implanté partout, loin de là, mais cela veut dire que sa domination sur le monde aiguise toutes les contradictions du capitalisme qui s'expriment alors à pleine puissance. La Première Guerre mondiale ouvre cette ère des crises majeures à dominante internationale et salariale : (a) le cadre national est devenu trop étroit pour contenir les assauts des contradictions capitalistes ; (b) le monde n'offre plus assez d'opportunités ou d'amortisseurs lui permettant d'assurer une régulation *externe* à ses contradictions *internes* ; (c) a posteriori, l'échec de la régulation instaurée durant les *Trente glorieuses* indique l'incapacité historique du capitalisme à trouver des ajustements *internes* à long terme à ses propres contradictions qui explosent alors avec une violence de plus en plus barbare.

Dans la mesure où elle est devenue un conflit planétaire, non plus pour la conquête, mais pour le repartage des sphères d'influence, des zones d'investissement et des marchés, la première guerre mondiale marque définitivement l'entrée du mode de production capitaliste dans sa phase d'obsolescence. Les deux conflits mondiaux d'intensité croissante, la plus grande crise de surproduction de tous les temps (1929-1933), le formidable frein à la croissance des forces productives durant les *Trente piteuses* (1914-45), l'incapacité du capitalisme à intégrer en son sein une bonne partie de l'humanité, le développement du militarisme et du capitalisme d'État sur la planète entière, la croissance de plus en plus grande des frais improductifs, ainsi que l'incapacité historique du capitalisme à stabiliser en interne une régulation de ses propres contradictions, tous ces phénomènes matérialisent cette obsolescence historique du rapport social de production salarié qui n'a plus rien d'autre à offrir à l'humanité qu'une perspective de barbarie croissante.

2) Effondrement catastrophique, ou vision matérialiste, historique et dialectique de l'histoire ?

L'obsolescence du capitalisme n'implique pas qu'il soit condamné à l'effondrement catastrophique. En effet, il n'existe pas de limites quantitatives prédéfinies au sein des forces productives du capitalisme (que ce soit un pourcentage de taux de profit, une quantité donnée de marchés extra-capitalistes, etc.) qui détermineraient un point alpha précipitant le mode de production capitaliste dans la mort. Les limites des modes de production sont avant tout **sociales**, produites par leurs contradictions **internes**, et par la collision entre ces rapports devenus obsolètes et les forces productives. **Dès lors, c'est le prolétariat qui abolira le capitalisme, et pas ce dernier qui mourra de lui-même suite à ses limites 'objectives'.**

Cette vision d'un effondrement catastrophique procède d'un matérialisme vulgaire et mécaniste, ainsi que d'un finalisme téléologique qui a déjà fait beaucoup de dégâts au sein du mouvement ouvrier. Elle a désarmé bon nombre de militants qui fondaient leurs convictions sur la base d'une fin proche du capitalisme, au lieu de les appuyer sur une compréhension matérialiste, historique et dialectique de l'histoire et des changements sociaux. Quelle que soit la gravité des crises que le capitalisme a connues dans le passé, et qu'il connaîtra encore dans le futur, ces convulsions économiques ne légitiment en rien toutes les prévisions récurrentes de fin 'économique' du monde qui se sont d'ailleurs systématiquement révélées vaines depuis près d'un siècle⁽³⁸⁾. Sur arrière-fond de crise économique, le réel effondrement du capitalisme sera politique et social.

En effet, durant sa phase d'obsolescence, les mêmes tendances et dynamiques du capitalisme qui se dégagent de l'analyse de Marx continuent de s'exercer, mais elles se déploient au sein d'un contexte général qui a profondément changé. Un contexte où toutes ses contradictions économiques, sociales et politiques débouchent inévitablement à des niveaux toujours supérieurs, soit sur des conflits sociaux qui posent régulièrement la question de la révolution, soit sur des déchirements impérialistes qui menacent l'avenir même de l'humanité. Autrement dit, le monde entier est pleinement entré dans cette « ère des guerres et des révolutions » comme l'énonçait la troisième internationale, ou, comme l'écrivait Paul Mattick : « Au XX^{ème} siècle, le capitalisme n'est plus capable de résister aux tempêtes des crises cycliques traditionnelles »⁽³⁹⁾.

L'intermède des Trente glorieuses

Le capitalisme d'État keynésiano-fordiste à la base des Trente glorieuses

Loin de ce catastrophisme messianique, le marxisme reconnaît la possibilité de phénomènes de reprise au cours de l'obsolescence d'un mode de production. En effet, ce fut déjà le cas avec la volonté de reconstruire l'empire romain sous Charlemagne, ou de la constitution des grandes monarchies de l'Ancien Régime. Une classe aux abois tente toujours de prolonger la survie de son système par tous les moyens. Cependant, ce n'est

(38) (1) Catastrophisme luxemburgiste du KAPD (tendance Essen) au début du XX^e siècle. (2) Faillite de nombreux groupes politiques oppositionnels à la III^{ème} Internationale prédisant la fin du capitalisme en 1929 sur des bases analogues. (3) Paralysie et dispersion de la Gauche italienne (*Bilan*) en 1940 suite à sa théorie catastrophiste sur l'économie de guerre. (4) Disparition de la Gauche Communiste de France (*Internationalisme*) prédisant la crise permanente et la 3^{ème} guerre mondiale en 1952 sur la base de l'analyse de Rosa Luxemburg. (5) Multiples scissions chez les bordiguistes suite à la prévision de crise catastrophique en 1975 par Bordiga.

(39) *Le capital aujourd'hui*, publié par Maximilien Rubel dans *Études de marxologie*, n°11, juin 1967.

pas parce qu'on se trouve dans un méandre qu'il faut en conclure que la rivière coule de la mer à la montagne ! Il en va de même pour les *Trente glorieuses* : la bourgeoisie a momentanément pu insérer un intermède de forte croissance dans le cours général de sa phase d'obsolescence.

En effet, la grande dépression économique de 1929 aux États-Unis a montré toute la violence avec laquelle les contradictions du capitalisme pouvaient s'exprimer dans une économie dominée par le salariat. On aurait donc pu s'attendre à ce qu'elle soit suivie de crises économiques de plus en plus rapprochées et de plus en plus violentes, mais il n'en fut rien. C'est que la situation avait notablement évolué, tant dans les processus productifs (fordisme) que dans les rapports de force entre les classes (et au sein de celles-ci). De même, certaines leçons avaient été tirées par la bourgeoisie. Ainsi, aux *Trente piteuses* et aux affres barbares de la Seconde Guerre mondiale ont succédé une bonne trentaine d'années de forte croissance, un quadruplement des salaires réels, le plein emploi, la mise en place d'un salaire social, et une capacité du système, non à éviter, mais à réagir aux crises cycliques. Comment tout cela a-t-il été possible ?

1) Les bases du capitalisme d'État keynésiano-fordiste

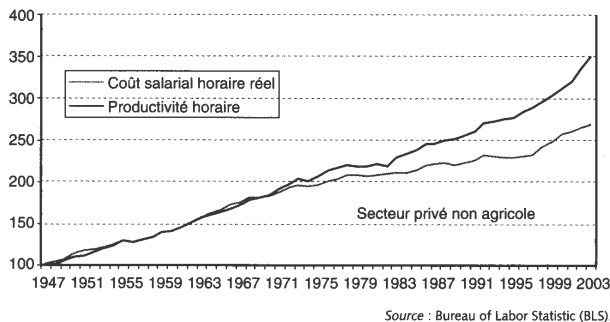
Désormais, en l'absence de possibilités significatives d'exutoires *externes* à ses contradictions comme avant la première guerre mondiale, le capitalisme doit trouver une solution *interne* à sa double contrainte au niveau des profits et des marchés. Le haut niveau du **taux de profit** sera rendu possible par le développement de forts gains de productivité du travail engendrés par la généralisation du fordisme dans le secteur industriel, c'est-à-dire la chaîne de montage couplée avec le travail en trois équipes de huit heures. Tandis que les **marchés** où écouler cette énorme masse de marchandises seront garantis par l'élargissement de la production, l'intervention étatique, ainsi que divers systèmes indexant les salaires réels sur la productivité. Ceci permettra de faire augmenter la demande parallèlement à la production (cf. graphique n°2 ci-dessous). Ainsi, en stabilisant la part salariale dans le total de la richesse produite, le capitalisme a pu éviter pour un temps « une surproduction qui provient justement du fait que la masse du peuple ne peut jamais consommer davantage que la quantité moyenne des biens de première nécessité, **que sa consommation n'augmente donc pas au rythme de l'augmentation de la productivité du travail** »⁽⁴⁰⁾.

C'est cette compréhension que Paul Mattick et d'autres marxistes à l'époque reprennent pour analyser la prospérité d'après-guerre : « Il est indéniable qu'à l'époque moderne **les salaires réels ont augmenté. Mais seulement dans le cadre de l'expansion du capital, laquelle suppose que le rapport des salaires aux profits demeure constant en général. La productivité**

(40) Marx, *Théories sur la plus-value*, livre IV, XVI^{ème} chapitre *La théorie du profit de Ricardo*, § 3 *La loi de la baisse du taux de profit*, Éditions Sociales, tome 2 : 559-560.

té du travail devait alors s'élever avec une rapidité permettant à la fois d'accumuler du capital et d'accroître le niveau de vie des ouvriers » (41). Telle est la mécanique économique majeure du capitalisme d'État keynésiano-fordiste : (a) 'une élévation rapide de la productivité du travail', (b) 'permettant à la fois d'accumuler du capital et d'accroître le niveau de vie des ouvriers', (c) et cela grâce au 'rapport constant entre les salaires et les profits'. Cette triple proposition est empiriquement attestée par le parallélisme d'évolution des salaires et de la productivité durant cette période :

Graphique n°2 : Salaires et productivité aux États-Unis (42)



Commentaire du graphique : Le parallélisme entre l'augmentation des gains de productivité et des salaires réels est quasi parfait depuis la Seconde Guerre mondiale. Le décalage devient patent et croissant à partir des années 1980. Dans le fonctionnement du capitalisme depuis ses origines, c'est la tendance à l'écart entre les deux courbes qui constitue **la règle**, et le parallélisme durant les *Trente glorieuses* **l'exception**. En effet, cet écart matérialise la tendance permanente du capitalisme à faire croître sa production (courbe supérieure de la productivité) au-delà de la croissance de sa demande solvable désormais la plus importante (43) : les salaires réels (courbe inférieure).

Compte tenu des dynamiques spontanées du capitalisme (concurrence, compression des salaires, etc.), un tel système n'était viable que dans le cadre d'un capitalisme d'État contraignant qui a contractuellement garanti le respect d'une politique de **tri-répartition des gains de productivité entre les profits, les salaires et les revenus de l'État**. En effet, une société désormais dominée par le salariat impose, de fait, une dimension sociale dans toute politique menée par la classe dominante. Ceci suppose la mise en place de multiples contrôles économiques et sociaux de la classe ouvrière : salaire social, création de syndicats, encadrement accru de la classe ouvrière, amortisseurs sociaux (44), etc. Ce développement sans

(41) Paul Mattick, *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, EDI : 151. Ou encore : « Salaires et profits peuvent s'élever si la productivité s'accroît de manière suffisante... », *Le capital aujourd'hui*, publié par Maximilien Rubel dans *Études de marxologie*, n°11, juin 1967.

(42) Source : A. Parienty, *Productivité, croissance, emploi*, collection CIRCA, A. Colin 2005, p.94.

(43) En général au sein des pays développés, la part des salaires représentent 70 à 75% de la demande finale au début des années 1980, 60 à 65% aujourd'hui.

(44) « Le salaire même est intégré à l'État. La fixation, à sa valeur capitaliste, en est dévolue à des organismes étatiques »,

précédent du capitalisme d'État est là pour maintenir les contradictions désormais explosives du système dans les limites de l'ordre : prédominance de l'exécutif sur le législatif, croissance significative de l'intervention de l'État au sein de l'économie (qui atteint près de la moitié du PNB dans les pays de l'OCDE dans les années 1990), contrôle social de la classe ouvrière, etc.

De plus, cette régulation momentanée des contradictions internes du capitalisme dans le cadre national n'aurait pas pu fonctionner si elle n'avait pas été instaurée à l'échelle internationale (dans le cadre des pays de l'OCDE du moins). Ceci s'est déroulé au sein d'un contexte inter-impérialiste caractéristique de l'obsolescence du capitalisme, qui se marque par une polarisation extrême entre deux blocs antagoniques, tant sur le plan militaire (OTAN <-> Pacte de Varsovie), qu'économique (OCDE <-> COMECON). Polarisation qui induit une très forte discipline au sein de chacun d'eux, y compris sur le plan économique par la mise en place d'organismes et de politiques structurelles d'intégration et de règlements communs, mais sous la direction et en fonction des intérêts de chaque tête de bloc (USA et URSS).

2) Origine, contradictions et limites du capitalisme d'État keynésiano-fordiste

Dès la défaite des troupes allemandes à Stalingrad (janvier 1943), les représentants politiques patronaux et syndicaux en exil à Londres discutent intensément de la réorganisation de la société au lendemain d'une chute désormais inéluctable des forces de l'Axis. Le souvenir des affres des *Trente piteuses* (1914-45), la peur de mouvements sociaux à la fin de la guerre, les leçons tirées de la crise de 1929, l'acceptation désormais très largement partagée de l'intervention étatique, et la nouvelle bipolarisation du monde, constituent autant d'éléments poussant toutes les fractions de la bourgeoisie à modifier les règles du jeu et à élaborer plus ou moins consciemment ce capitalisme d'État keynésiano-fordiste qui sera pragmatiquement et progressivement implanté dans tous les pays développés (OCDE). Le partage des gains de productivité est d'autant plus facilement accepté par tous, (a) que ces gains sont élevés, (b) que ce partage garantit l'élargissement de la demande solvable en parallèle à la production, (c) qu'il offre une paix sociale, (d) paix sociale d'autant plus facile à obtenir que le prolétariat sort en réalité encore plus défait de la Seconde Guerre mondiale qu'il n'y est entré car solidement embrigadé derrière des partis et syndicats partisans de la reconstruction dans le cadre du système, (e) et que ce partage garantit aussi la rentabilité à long terme des investissements, (f) ainsi qu'un taux de profit stabilisé à un haut niveau.

Ce système a donc **momentanément** pu résoudre la quadrature du cercle consistant à faire croître la production de profit et les marchés en parallèle dans un monde désormais largement dominé par la demande

Internationalisme n°46 (mai 1952), extrait de l'article intitulé *L'évolution du capitalisme et la nouvelle perspective*.

salariale. **L'accroissement assuré des profits, des dépenses de l'État et des salaires réels a pu garantir la demande finale si indispensable au succès du bouclage de l'accumulation capitaliste.**

Le capitalisme d'État keynésiano-fordiste est la réponse que le système a pu temporairement trouver à l'actualité de ses crises à dominante mondiale et salariale si typiques de la phase historique d'obsolescence du capitalisme. Il a permis un fonctionnement autocentré du capitalisme, sans nécessité de délocalisations malgré les hauts salaires et le plein emploi, en se débarrassant de colonies devenant plus une charge qu'un bénéfice pour les métropoles ⁽⁴⁵⁾, ainsi qu'en éliminant ses sphères extra-capitalistes agricoles internes dont il devra désormais subventionner l'activité pour l'essentiel plutôt qu'en tirer avantage comme auparavant.

Dès la fin des années 1960 jusqu'à 1982, toutes les conditions qui ont fait le succès du capitalisme d'État keynésiano-fordiste vont se dégrader, à commencer par les gains de productivité qui déclinent progressivement. Ceux-ci sont globalement divisés par trois et entraînent toutes les autres variables économiques à la baisse. C'est donc bien l'infléchissement du taux de profit qui signale le retour des difficultés économiques, comme le montrent clairement les graphiques n°1 et n°4. La dérégulation de pans significatifs du capitalisme d'État keynésiano-fordiste au début des années 1980 a été rendue nécessaire pour rétablir le taux de profit. Cependant, compte tenu de la faiblesse structurelle des gains de productivité qui restent à un niveau très faible, ce rétablissement n'a pu se faire que par le bas, en comprimant la part salariale (cf. graphique n°3). **La régulation interne temporairement trouvée par l'instauration du capitalisme d'État keynésiano-fordiste n'avait donc aucune base éternelle.**

3) La fin des Trente glorieuses

L'épuisement de la prospérité d'après-guerre et la dégradation du climat économique durant toutes les années 1969-82 sont fondamentalement le produit d'un retournement à la baisse du taux de profit ⁽⁴⁶⁾, alors que la consommation est encore soutenue par le maintien des mécanismes d'indexation des salaires et de soutien à la demande ⁽⁴⁷⁾. En effet, les gains de productivité

(45) Les colonies, et plus généralement le *Tiers Monde*, restaient des lieux d'enjeux géostratégiques et fournisseur de certaines matières premières et produits exotiques. Commercialement cependant, elles perdent énormément en importance relative : dans le sens *Tiers Monde* vers les pays développés dès la fin des années 1930, et dans le sens contraire depuis le début des années 1950.

(46) Il va de soi qu'une crise de rentabilité aboutit forcément à un état endémique de surproduction, tant de capitaux que de marchandises. Cependant, ces phénomènes de surproduction étaient subséquents et faisaient l'objet de politiques de résorptions, tant par les acteurs publics (quotas de production, restructurations, etc.) que privés (fusions, rationalisations, rachats, etc.).

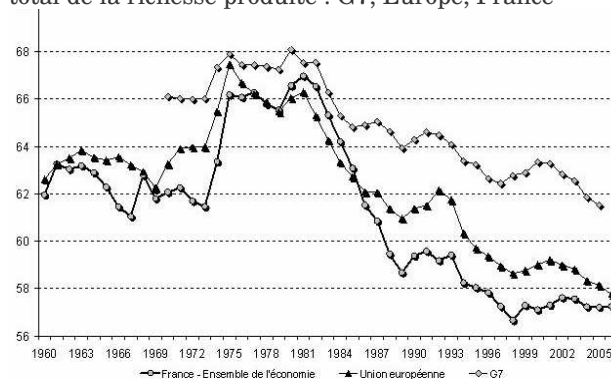
(47) Durant les années 70, la classe ouvrière subit la crise essentiellement sous les formes d'une dégradation de ses conditions de travail, de restructurations et licenciements, et donc, d'une croissance spectaculaire du chômage.

s'infléchissent dès la fin des années 60 ⁽⁴⁸⁾, ce qui entraîne un taux de profit qui chute de moitié jusqu'en 1982 (cf. graphique n°4).

4) Le passage au capitalisme d'État dérégulé

Il existe fondamentalement deux moyens essentiels pour redresser le taux de profit : en augmentant les gains de productivité et/ou le taux d'exploitation. Comme les premiers étaient en chute libre, le redressement du taux de profit passera essentiellement par une augmentation du taux de plus-value (compressions salariales et accroissement de l'exploitation). Ceci implique une inévitable dérégulation des mécanismes clés ayant assuré la croissance de la demande finale durant les *Trente glorieuses* (cf. supra). Cet abandon commence au début des années 1980 et s'illustre, notamment, par la diminution constante de la part des salaires dans le total de la richesse produite :

Graphique n°3 : Évolution de la part salariale dans le total de la richesse produite : G7, Europe, France ⁽⁴⁹⁾



Globalement donc, durant les années 70, c'est la contradiction *'taux de profit'* qui pèse sur le fonctionnement du capitalisme, alors que la demande finale est toujours assurée. Ce sera exactement l'inverse après 1982 : le taux de profit est spectaculairement rétabli, mais au prix d'une compression drastique de la croissance de la demande finale (des marchés) : essentiellement de la masse salariale (cf. graphique n°3), mais aussi des investissements (dans une moindre mesure), puisque le taux d'accumulation est resté à un faible niveau (cf. graphique n°4).

Contrairement à la crise de 1929, ce chômage n'entraîne cependant pas de spirale récessive, grâce à l'utilisation des amortisseurs sociaux keynésiens : allocations de chômage, indemnités de reconversion, préavis de licenciement, etc.

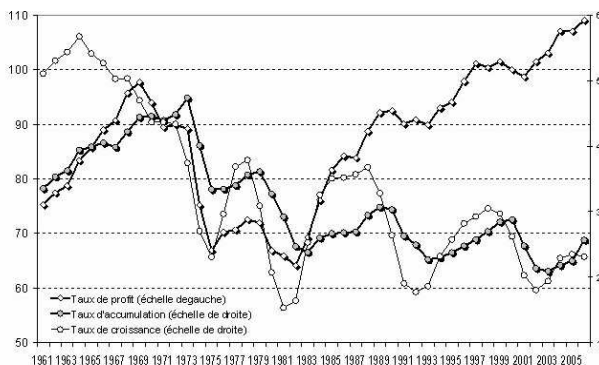
(48) La productivité du travail constitue chez Marx la variable-clé de l'évolution du capitalisme, puisqu'elle n'est autre que l'inverse de la valeur, c'est-à-dire du temps de travail social moyen pour produire les marchandises.

(49) Source du graphique : M. Husson, <http://hussonet.free.fr/parvainp.pdf>. Notons également la stabilité de cette part salariale durant les *Trente glorieuses*, et sa hausse à la faveur de la poursuite des politiques d'indexation salariale – alors que la productivité du travail ralentit brusquement – dans un contexte de reprise de la lutte des classes dès la fin des années 1960 et durant toutes les années 1970.

Dès lors, nous pouvons maintenant comprendre pourquoi la dégradation économique se poursuit, et ce, malgré un taux de profit rétabli : c'est la compression de la demande finale (salaires et investissements) qui explique que, malgré un spectaculaire redressement de la rentabilité des entreprises, l'accumulation et la croissance ne peut redémarrer⁽⁵⁰⁾. Cette réduction drastique de la demande finale engendre une atonie des investissements d'expansion, la poursuite des rationalisations par rachats et fusions d'entreprises, un déversement des capitaux et avoirs en friche dans la spéculation financière, une délocalisation à la recherche de main-d'œuvre bon marché, un accroissement de la consommation improductive ... ce qui déprime encore plus la demande finale⁽⁵¹⁾.

Quant au rétablissement de cette dernière, elle n'est guère possible dans les conditions présentes, puisque c'est de sa baisse que dépend l'accroissement du taux de profit⁽⁵²⁾ ! Depuis 1982, dans un contexte de rentabilité retrouvée des entreprises, c'est donc la temporalité 'restriction des marchés solvables' qui joue le rôle principal à moyen terme pour expliquer le maintien d'une atonie de l'accumulation et de la croissance, même si les fluctuations du taux de profit peuvent encore jouer un rôle majeur à court terme dans le déclenchement des récessions, comme l'illustrent très bien les graphiques n°1 et n°4 :

Graphique n°4 : Profit, accumulation et croissance économique dans la Triade (USA, Europe et Japon) : 1961-2006⁽⁵³⁾



(50) Le graphique n°4 nous indique que la croissance et l'accumulation oscillent entre 2% et 3% depuis 1982, alors qu'elles oscillaient autour de niveaux deux fois plus élevés durant les belles années d'après-guerre (entre 4% et 6%) et plus encore pour certains grands pays comme l'Allemagne et le Japon.

(51) De là le paradoxe 'scandaleux' d'entreprises qui licencient, rationalisent, et restructurent, alors qu'elles font de faramineux profits.

(52) En effet, la faiblesse des gains de productivité, la dérégulation des mécanismes keynésiano-fordistes, et le chacun pour soi, rendent cette remontée de la demande finale socio-économiquement et politiquement impossible à l'heure actuelle. Et ce, contrairement aux « Trente glorieuses » où l'augmentation de la productivité a permis de rendre compatible – dans le cadre d'un capitalisme d'État contraignant – la croissance parallèle de la demande et des profits (cf. supra).

(53) Source, Husson : <http://hussonet.free.fr/parvainp.pdf>.

La période allant de la seconde guerre mondiale à aujourd'hui constitue donc un bon exemple confirmant le cadre marxiste d'analyse des crises de surproduction tel que nous l'avons rappelé ci-dessus. En particulier, elle permet d'invalidier toutes les théories monocausales des crises : celle par la seule baisse du taux de profit, qui est incapable d'expliquer pourquoi l'accumulation et la croissance ne redémarreront pas – alors que ce taux ne fait que remonter depuis plus d'un quart de siècle – ; mais aussi celle par la saturation de la demande solvable, qui est bien en peine d'expliquer cette remontée du taux de profit puisque, selon cette théorie, des marchés globalement saturés devraient se traduire par un taux de profit égal à zéro ! Séparées, ces deux explications sont incapables de pleinement rendre compte de l'évolution historique du capitalisme et de ses crises.

Les origines de la crise actuelle

Les limites du capitalisme d'État dérégulé

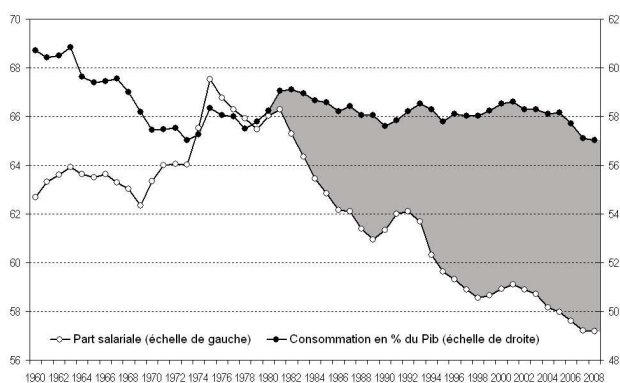
Pourtant, l'exigence qui avait nécessité la mise en place du capitalisme d'État *keynésiano-fordiste* (1945-1982) est toujours présente : le salariat est prépondérant dans la population active, le capitalisme doit donc impérativement trouver un moyen de stabiliser la demande finale pour éviter que sa compression ne se transforme en dépression. En effet, les investissements des entreprises étant également limités suite à la baisse drastique de la part salariale (puisque non incités à effectuer des investissements d'élargissement), il faut alors trouver d'autres moyens d'assurer la consommation. La réponse durant toute la phase du capitalisme d'État *dérégulé* (1982-2008) tient nécessairement dans la formule : de moins en moins d'épargne, de plus en plus de dettes. La baisse du taux d'épargne des ménages accroît la consommation sans bourse délier ; quant à la montée du taux d'endettement, elle augmente les dépenses de ces derniers sans passer par les hausses de salaires réels. Nous sommes donc en présence d'une formidable machine à fabriquer des bulles financières et à alimenter la spéculation. L'aggravation constante des déséquilibres n'est donc pas le résultat d'erreurs dans la conduite de la politique économique : elle est partie intégrante du modèle.

Le grand krach économique de 2008 signe l'échec de ce capitalisme d'État *dérégulé*. Pas plus ce dernier que le capitalisme d'État *keynésiano-fordiste* n'ont pu apporter de solutions durables aux contradictions intrinsèques de l'accumulation capitaliste. En effet, si l'importante baisse de la part salariale depuis 1982 a permis de rétablir le taux de profit, elle n'a pu relancer le taux d'accumulation du fait même de cette compression de la demande finale (graphique n°3 et 4). Ceci a eu pour conséquences majeures, d'une part, de développer une financiarisation de l'économie sur la base de ces masses de capitaux (hausse du taux de profit) désormais

disponibles (puisque le taux d'accumulation n'a pas repris), et, d'autre part, d'impulser une demande finale par le crédit, la diminution de l'épargne, les déficits budgétaires, et la reprise des dépenses militaires (surtout aux États-Unis pour ces trois derniers facteurs). En rétablissant spectaculairement le taux de profit par la compression de la part salariale, le capitalisme n'a fait que reporter les échéances. En effet, il n'a pu durablement résoudre le problème du bouclage de l'accumulation et a créé un monstre qui le rend de plus en plus instable : la financiarisation de l'économie.

Alors que les taux de profit et d'accumulation évoluaient parallèlement jusqu'au début des années 1980, leur divergence ultérieure mesure l'augmentation de cette fraction non accumulée de la plus-value qui engendre une masse énorme de capitaux flottants (graphique n°4). C'est cet écart qui alimente la financiarisation de l'économie et les bulles spéculatives à répétition. Cette configuration pose un énorme problème de réalisation : si la part des salaires baisse et si l'investissement stagne, qui va acheter la production ? A cette question, il n'y a qu'une réponse possible : la consommation de revenus non salariaux doit compenser la baisse de la consommation salariale. Et c'est bien ce qui s'est massivement développé depuis 1982, comme le montre le graphique n°5 :

Graphique n°5 : Part des salaires et de la consommation privée dans le PIB (Union européenne) ⁽⁵⁴⁾



La divergence qui s'est instaurée entre les taux de profit et d'accumulation depuis 1982 (graphique n°4) est compensée par l'écart qui se creuse entre la part salariale et la consommation finale (graphique n°5). La finance est ce qui sert à réaliser cette compensation de trois façons : (1) la part non accumulée de la plus-value est distribuée aux détenteurs de revenus financiers (rentiers) qui la consomment de façon improductive pour l'essentiel, (2) cette part sert aussi à la finance pour développer l'endettement des ménages, dont la consommation augmente (non pas en raison d'une progression des salaires, mais grâce à l'augmentation de leur revenus patrimoniaux et à la baisse de leur taux d'épargne), (3) cette part est également recyclée via le développement de rémunérations sous forme financière pour une fraction du salariat.

(54) Source : M. Husson, *Les enjeux de la crise*, <http://hussonet.free.fr/brechriw.pdf>.

La finance n'est donc en rien un parasite sur un corps sain, elle se nourrit de cette part croissante de profits non investis depuis 1982. Cependant, ce non-investissement ne résulte pas d'une baisse du taux de profit ou d'une insuffisance de plus-value, comme le pensent à tort les tenants de la théorie monocausale des crises par la baisse du taux de profit, elle résulte d'une surproduction de capitaux consécutive à la forte compression de la demande salariale. C'est pourquoi, il n'y a pas de 'bon' capitalisme productif qui serait parasité par un 'mauvais' capitalisme financier, comme le professent nombre de critiques de tout bord, et comme le développait Lénine à la suite d'Hilferding dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*. La finance n'est pas une excroissance qu'il suffirait d'éliminer ou de réguler pour revenir à un fonctionnement 'normal' du capitalisme. Au contraire, le capitalisme contemporain est un 'pur capitalisme' où la finance est un moyen de son fonctionnement en vue d'extraire un maximum de profit par l'exploitation de la classe ouvrière. Mais aujourd'hui le roi est nu : le capitalisme préfère ne pas répondre aux besoins sociaux insuffisamment rentables plutôt que de risquer de voir baisser son taux de profit.

En effet, cette propension du capitalisme à investir une moindre proportion de ses profits met en cause les ressorts essentiels de ce mode de production, car la source de cette crise est au fond l'écart croissant qui existe entre les besoins sociaux de l'humanité et les critères propres au capitalisme. La demande sociale se porte progressivement sur des marchandises qui ne sont pas susceptibles d'être produites avec le maximum de rentabilité. Dès lors, les gains de productivité autorisés par les nouvelles technologies et l'innovation conduisent à une offre (compétitive) qui est de moins en moins en adéquation avec cette demande sociale, et qui, du coup, n'apparaît pas suffisamment comme génératrice de rentabilité. En effet, compte tenu du glissement progressif des besoins de la population vers des biens tertiaires (services) et sociaux à productivité plus faible, le capitalisme a de plus en plus de mal à concilier la satisfaction de la demande avec ses propres critères de rentabilité. Ceci n'implique pas que le capitalisme va s'effondrer tout seul, mais qu'il ne peut perdurer que sous des formes de plus en plus régressives.

Conclusion : et demain ?

Cette descente aux enfers est d'autant plus inscrite dans la situation présente que les conditions pour un redressement des gains de productivité et un retour à leur tri-répartition ne sont **socialement** pas présentes. Rien de tangible dans les conditions économiques, dans l'état actuel des rapports entre les forces sociales et de la concurrence au niveau international, ne laisse entrevoir une quelconque sortie possible : tout concourt à l'enfoncement dans une longue et profonde récession et une austérité drastique. Il s'agit donc de féconder les alternatives qui surgiront inévitablement de cet approfondissement des contradictions du capitalisme.

C. Mcl

Le matérialisme historique et dialectique - I

Lorsque les deux fondateurs du socialisme scientifique présentent ce qu'ils considèrent être leurs apports théoriques essentiels, ils se réfèrent à « ces deux grandes découvertes : la conception matérialiste de l'histoire et la révélation du mystère de la production capitaliste au moyen de la plus-value... »⁽¹⁾. De même, lorsque Marx présente au public «...le résultat général auquel j'arrivai et qui, une fois obtenu, me servit de fil conducteur dans mes études », c'est sa vision du matérialisme historique et dialectique qu'il expose⁽²⁾. Engels ne s'y est d'ailleurs pas trompé lorsqu'il prononça son discours sur la tombe de Marx en 1883 : « Tout comme Darwin découvrit la loi du développement de la nature, Marx découvrit la loi du développement de l'histoire humaine ».

Quelle est donc cette « loi du développement de l'histoire humaine », cette « conception matérialiste de l'histoire » ? Ce premier article en présentera ses concepts premiers, concepts souvent méconnus car altérés par certaines visions développées au sein de la social-démocratie au XIX^{ème} siècle et fortement déformés par le stalinisme ensuite. Malheureusement, un bon nombre de ces travestissements se retrouvent jusque dans les conceptions théoriques de certains groupes de la Gauche Communiste⁽³⁾. Il s'agit donc prioritairement de faire œuvre de réappropriation théorique des véritables fondements du marxisme et de reprendre le cours de son approfondissement mis entre parenthèses depuis la contre-révolution stalinienne, et ce, dans tous les domaines de la connaissance. Tels sont les objectifs de cette série d'articles.

« **L'essence humaine c'est l'ensemble des rapports sociaux** » (Marx)

Au cœur de la vision marxiste des sociétés humaines se trouve un énoncé que la science a largement confirmé depuis lors : « *l'homme est un animal social* »⁽⁴⁾. Pour Marx, les sociétés humaines sont donc pétrées de **rap-**

ports sociaux, c'est-à-dire de rapports que les hommes nouent entre eux dans leur vie sociale, productive, politique, dans leurs relations de parenté, matrimoniales, amicales, etc. Ces rapports forment la trame des sociétés, leur épaisseur sociale, et constituent les briques élémentaires de l'analyse marxiste. C'est la manière de voir ces **rapports sociaux** que Marx présentera au prolétariat comme l'apport fondamental de sa méthode : « *Ce travail représente pour la première fois d'une façon scientifique une importante manière de voir les rapports sociaux. C'est donc mon devoir à l'égard du parti que la chose ne soit pas défigurée...* »⁽⁵⁾.

C'est donc l'homme agissant qui définit sa propre nature : « *...l'homme, ce n'est pas une essence abstraite blottie quelque part hors du monde. L'homme, c'est le monde de l'homme, l'Etat, la société* »⁽⁶⁾. Telle est la définition que Marx donne de la nature humaine : « *L'essence humaine n'est pas une abstraction inhérente à l'individu pris à part. Dans sa réalité effective, c'est l'ensemble des rapports sociaux* »⁽⁷⁾, c'est-à-dire « *le monde de l'homme, l'Etat, la société* » (ibid).

Cette essence humaine possède trois caractéristiques fondamentales :

- 1) elle n'est pas une chose abstraite mais **pratique** ;
- 2) elle n'est pas propre à un individu isolé mais relative à **l'espèce humaine** ;
- 3) elle s'identifie à **l'ensemble des rapports sociaux**.

C'est la définition qu'en donne Marx après avoir critiqué celle de Feuerbach : « *...Feuerbach ne conçoit pas le sensible comme activité pratique humaine et sensible. Feuerbach réduit l'essence de la religion à l'essence humaine. Mais l'essence humaine n'est point chose abstraite, inhérente à l'individu isolé. Elle est, dans sa réalité, l'ensemble des relations sociales* »⁽⁸⁾.

Dès lors que la *nature humaine* est un produit social, elle se construit et évolue avec l'histoire des sociétés, elle ne préexiste pas à l'homme, elle résulte de sa propre activité dans le cadre des rapports sociaux que les hommes ont noué entre eux. C'est ce que Marx et Engels expliqueront dans *l'Idéologie allemande* : « **La façon dont les individus manifestent leur vie reflète très exactement ce qu'ils sont. Ce qu'ils sont**

(1) Fin du premier chapitre de *l'Anti-Dühring*. Cet ouvrage signé par Engels est en réalité conçu, discuté et coécrit avec Marx : « *...les bases et le développement des conceptions exposées dans ce livre étant dus pour la part de beaucoup la plus grande à Marx, et à moi seulement dans la plus faible mesure, il allait de soi entre nous que mon exposé ne fût point écrit sans qu'il le connût. Je lui ai lu tout le manuscrit avant l'impression et c'est lui qui, dans la partie sur l'économie, a rédigé le dixième chapitre...* » (Préface de Engels du 23 septembre 1885 à la seconde édition, Edition Sociales 1973 : 38).

(2) Extrait du fameux *Avant-propos* à *la Critique de l'économie politique* (1859) tant de fois cité.

(3) Un article spécifique de cette série sera consacré à cette question.

(4) Marx, *Introduction générale à la critique de l'économie politique*, 1857, La Pléiade, Economie I : 236.

(5) Lettre à Lassalle du 12 novembre 1858 à propos de son ouvrage sur *La critique de l'économie politique* qu'il considérait comme « *le résultat de quinze années d'études, donc du meilleur temps de ma vie* ».

(6) Marx, *Introduction à la Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel* [1844], éditions sociales : 157.

(7) VI^{ème} thèse sur Feuerbach, notre traduction d'après l'original en allemand : « *Das menschliche Wesen ist kein dem einzelnen Individuum inwohnendes Abstraktum. In seiner Wirklichkeit ist es das ensemble der gesellschaftlichen Verhältnisse* ».

(8) Marx, *Thèses sur Feuerbach*, La Pléiade, Philosophie : 1032.

coïncide donc avec leur production, aussi bien avec ce qu'ils produisent qu'avec la façon dont ils produisent »⁽⁹⁾. Ils montrent bien ici que : « ce que les individus **sont** [leur nature humaine] » correspond à « la façon dont les individus manifestent leur vie [et] avec la façon dont ils produisent ».

C'est sur cette base que Marx critiquera toutes les démarches idéologiques qui ont tenté de définir la nature humaine en soi ou par ses origines naturelles, que ce soit chez les premiers économistes bourgeois, ou chez les penseurs du XVIII^{ème} siècle. Ainsi critiquera-t-il chez les premiers « l'idée que les économistes bourgeois se faisaient de la nature humaine, l'individu est conforme à la nature en tant qu'être issu de la nature et non **en tant que fruit de l'histoire** »⁽¹⁰⁾, et chez les seconds l'obsession de définir une nature humaine 'en général' avant d'en saisir « les modifications **propres à chaque époque historique** »⁽¹¹⁾.

Un rejet des visions idéalistes de l'homme, de sa nature et de sa conscience

En situant l'essence humaine dans l'ensemble des rapports sociaux que les hommes nouent entre eux dans leurs activités sociales de production de leur existence, Marx et Engels sont aux antipodes des théories idéalistes sur le « cerveau d'abord » qui identifient le propre de l'homme dans le « développement de l'intelligence rationnelle (et donc de la conscience réfléchie) »⁽¹²⁾. Pour les fondateurs du socialisme scientifique, la conscience des hommes correspond à un état donné de ses relations sociales, de son rapport à la nature, et de ses activités matérielles. Elle en est le reflet plus ou moins conscient, plutôt moins que plus en général, et bien souvent sous la forme d'une conscience mystifiée comme nous l'explique Marx dans son *Avant-propos à la Critique de l'économie politique* : « Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, **indépendants de leur volonté** ; ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles ».

(9) Marx et Engels, *l'Idéologie allemande*, éditions sociales, 1982 : 70-71.

(10) *Introduction à la critique de l'économie politique*, La Pléiade, Economie I : 236.

(11) « Jérémie Bentham [1748-1832] est un phénomène anglais. (...) Le fameux principe d'utilité n'est pas de son invention. (...) Pour savoir, par exemple, ce qui est utile à un chien, il faut étudier la nature canine, mais on ne saurait déduire cette nature elle-même du principe d'utilité. Si l'on veut faire de ce principe le critérium suprême des mouvements et des rapports humains, il s'agit d'abord d'approfondir la nature humaine en général et d'en saisir ensuite les modifications propres à chaque époque historique. (...) C'est la sottise bourgeoise poussée jusqu'au génie » (Marx, *Le Capital*, La Pléiade – Economie I : 1117-1118).

(12) Conception défendue par le Courant Communiste International au travers de son article du n°400 de *Révolution Internationale* : *A propos du livre de Patrick Tort, l'effet Darwin...*

Cet énoncé central postulant que la conscience, les productions intellectuelles et l'intelligence rationnelle des hommes sont avant tout un produit de leurs activités dans le cadre des relations sociales qu'ils ont nouées entre eux à un stade donné de la société et de ses forces productives, c'est ce que Marx et Engels avaient déjà énergiquement démontré dans *l'Idéologie allemande* avec cette conclusion célèbre : « **Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience** ». Ainsi, diront-ils : « Il en va de même de la production intellectuelle telle qu'elle se présente dans la langue de la politique, celle des lois, de la morale, de la religion, de la métaphysique, etc., de tout un peuple. **Ce sont les hommes qui sont les producteurs de leurs représentations, de leurs idées, conditionnés par un développement déterminé de leurs forces productives et du mode de relations qui y correspond, y compris les formes les plus larges que celles-ci peuvent prendre. (...)** ...la morale, la religion, la métaphysique et tout le reste de l'idéologie ainsi que les formes de conscience qui leur correspondent, perdent aussitôt toute apparence d'autonomie. Elles n'ont pas d'histoire, elles n'ont pas de développement : **ce sont au contraire les hommes qui, en développant leur production matérielle et leurs rapports matériels, transforment, avec cette réalité qui leur est propre, et leur pensée et les produits de leur pensée. Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience** »⁽¹³⁾.

En réalité, ceci n'est autre que la loi déjà énoncée par Marx dans le *Manifeste* selon laquelle « ...les idées, les opinions et les conceptions, en un mot la conscience des hommes changent en fonction de leurs **conditions de vie, de leurs rapports sociaux, de leur existence sociale**. L'histoire des idées, que démontre-t-elle sinon que la production spirituelle se transforme en même temps que la production matérielle ? **Les idées qui dominaient une époque n'étaient jamais que les idées de la classe dominante** »⁽¹⁴⁾, et ce qu'il développera également dans *Misère de la philosophie* : « les idées et les catégories sont aussi peu éternelles que les relations qu'elles expriment, elles sont des produits historiques et transitoires »⁽¹⁵⁾ !

Que l'intelligence de l'homme et de ses productions intelligentes découlent de ses activités, qu'elles évoluent et soient aussi transitoires que ces mêmes activités et les relations sociales dans lesquelles elles prennent place, c'est ce que notait encore Marx et Engels dans *l'Anti-Dühring* : « de peuple à peuple, de période à période, les idées de bien et de mal ont tant changé que souvent elles se sont carrément contredites », ainsi que Trotski dans son petit opuscule *Leur morale et la nôtre* : « L'attitude dialectique envers la morale, **produit fonctionnel et transitoire** de la lutte de classe, paraît

(13) Marx et Engels, *l'Idéologie allemande*, éditions sociales, 1982 : 77 et 79.

(14) *Le Manifeste Communiste*, 1848.

(15) Cité par N. Boukharine dans son livre sur *l'Economie de la période de transition*, EDI, p.171. Et Lénine de rajouter en note : « Et voilà une formule juste, simple et claire du matérialisme dialectique ! ».

'amorable' aux yeux du bon sens. La dialectique, au contraire, considère les phénomènes, les institutions, les normes dans leur formation, leur développement et leur déclin »⁽¹⁶⁾.

La rupture avec le matérialisme vulgaire

Rejeter l'idéalisme et situer le lieu du problème dans la production matérielle de la vie sociale ne suffit pas pour adopter le point de vue du matérialisme historique. Encore, fallait-il aussi rompre avec toutes les variantes vulgaires et bourgeoises du matérialisme. Or, le marxisme est très souvent présenté comme étant la détermination en dernière instance par les forces productives. Lorsque l'on sait que c'est justement avec cette vision là que Marx et Engels ont dû rompre pour élaborer leur conception du monde, l'on mesure toute l'ampleur et l'enjeu théorique de cette question !

En effet, les forces productives ne sont rien sans l'action sociale des hommes. C'est pourquoi, le matérialisme chez Marx n'a rien à voir avec une détermination par les choses, par l'économie, par les forces productives, mais **par des hommes aiguillonnés et conditionnés par leurs intérêts matériels**. Le matérialisme chez Marx n'est pas un rapport de détermination des choses sur les hommes, mais un rapport social d'homme à homme : « **le vrai matérialisme se fonde sur le rapport social de l'homme à l'homme** » dira-t-il dans ses *Manuscrit de 1844*⁽¹⁷⁾.

Ce que Marx et Engels entendaient lorsqu'ils affirmaient que « *D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle* »⁽¹⁸⁾, ce n'est pas que le **matérialisme** serait une détermination par les forces productives - cela, c'est du matérialisme vulgaire - ; ce qu'ils entendaient par « *production et reproduction de la vie réelle* », c'est un ensemble de rapports sociaux contradictoires que les hommes nouent entre eux dans la production de leur existence. C'est là que réside la détermination 'en dernière instance' chez Marx et Engels : non pas dans son sens vulgaire d'hommes-objets déterminés par la matière, mais des hommes sociaux mus par des intérêts matériels.

Marx ne s'y est d'ailleurs pas trompé puisqu'il dira très explicitement que « *les forces productives se sont développées grâce à ce régime de l'antagonisme de classes* ». Ce sont donc bien les contradictions sociales entre les hommes (« *le régime de l'antagonisme de classes* ») qui

(16) Lorsque Trotski fait découler la morale de la lutte des classes, il faut entendre plus généralement 'les contradictions sociales', car la morale est bien antérieure à l'apparition des classes sociales, et ses prémisses sont déjà attestées chez nos cousins : les singes supérieurs.

(17) « *En quoi réside le principal mérite de Feuerbach ? ... 2° Il a fondé le vrai matérialisme et la vraie science [de l'homme] en faisant, à juste raison, du rapport social 'l'homme à l'homme' le principe fondamental de la théorie* » (Marx, *Manuscrit de 1844, Ébauche d'une critique de l'économie politique*, La Pléiade, *Economie II* : 121).

(18) Engels, lettre à J. Block du 21 septembre 1890.

constituent le moteur de l'histoire, qui « *développent les forces productives* », et non pas le développement des forces productives qui seraient à la base de l'évolution des sociétés comme le stalinisme l'a répandu. Conception qui est malheureusement reprise et véhiculée par certains au sein de la *Gauche Communiste*⁽¹⁹⁾.

Une image simple mais saisissante pour illustrer cette question est la suivante : il suffit de comparer un monde où tous les hommes ont disparu et où il ne reste plus que les outils et les machines, avec un monde où subsistent les hommes mais où tous les biens matériels auraient été détruits. Tout le monde comprend alors aisément que c'est le premier monde qui n'a plus aucun avenir, alors que le second reconstituera son environnement matériel.

C'est très exactement ainsi que Marx l'expliquait dans *Le Capital* : « *Quelles que soient les formes sociales de la production, les travailleurs et les moyens de production en restent toujours les facteurs. Mais les uns et les autres ne le sont qu'à l'état virtuel tant qu'ils se trouvent séparés. Pour une production quelconque, il faut leur combinaison. C'est la manière spéciale d'opérer cette combinaison qui distingue les différentes époques économiques par lesquelles la structure sociale est passée* »⁽²⁰⁾. Il nous explique très clairement ici le lien qu'il établit entre les forces productives et les rapports sociaux de production :

a) **Les forces productives** (« *les travailleurs et les moyens de production* ») ne sont qu'« *à l'état virtuel* » tant qu'elles n'ont pas été « *combinées* ». Autrement dit, les forces productives ne sont rien « *tant qu'elles se trouvent séparées* », c'est-à-dire tant qu'elles n'ont pas été socialement mises en rapport par les hommes : « *il faut leur combinaison* ».

b) Cette combinaison, ce sont les **rapports sociaux** que les hommes ont établis entre eux au sein du procès de travail. Et ce sont ces rapports sociaux de production qui définiront les différents modes de production dans l'histoire : « *c'est la manière spéciale d'opérer cette combinaison qui distingue les différentes époques économiques par lesquelles la structure sociale est passée* » (capitalisme, féodalisme, antiquité, etc.).

Autrement dit, les machines, les forces productives, ne font rien par elles-mêmes, ce sont les hommes qui les actionnent dans le cadre de leurs rapports sociaux. Telle est la différence entre le matérialisme vulgaire (la détermination par les choses) et le matérialisme historique et dialectique qui est constitué par un ensemble de rapports sociaux noués par les hommes mus par leurs intérêts matériels.

Le fondement du matérialisme historique : les rapports sociaux entre les hommes

(19) « *Le développement des rapports sociaux était bien sûr le produit du développement des forces productives* » (article sur la *Culture du débat* publié dans la *Revue Internationale* n°131 du *Courant Communiste International*).

(20) Marx, *Le Capital*, livre II, tome 1, éditions sociales : 38.

Que ce soient les *rapports sociaux* (et leurs interactions dialectiques avec les forces productives), et non ces dernières qui constituent le cœur du matérialisme historique et dialectique, cela se lit à chaque ligne dans les analyses de Marx, à commencer par celles sur le **capitalisme** qui ne débutent nullement par un examen des *forces productives* (métiers à tisser, machine à vapeur, etc.) mais par l'étude de la production sociale marchande et du rapport salarié entre la bourgeoisie et le prolétariat. C'est ce rapport social entre les deux classes fondamentales et antagoniques de la société qui définit le mode capitaliste de production. Marx examine d'abord le mode social d'extraction du surtravail avant de traiter des forces productives. En effet, la division du travail, la manufacture, le machinisme et la grande industrie ne sont abordés qu'à la fin du livre Ier du *Capital*. Autrement dit, Marx étudie d'abord et avant tout la façon dont les groupes sociaux ont socialement « combiné » les forces productives (les travailleurs avec les moyens de production) pour définir le capitalisme. C'est l'évolution de ce rapport social salarié - c'est-à-dire de l'antagonisme de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat autour de l'appropriation du surtravail (la plus-value) - qui fait évoluer la société capitaliste et ses forces productives ⁽²¹⁾.

De même, lorsque Marx étudie la **féodalité**, il ne commence pas par une analyse de ses forces productives (charrue, moulin à vent, etc.), pour, ensuite, en dégager ses rapports sociaux : il commence par identifier le rapport social de production qui le définit : le servage. Autrement dit, Marx étudie la façon dont les groupes sociaux au Moyen-âge ont socialement « combiné » les travailleurs avec les moyens de production (les forces productives). C'est l'évolution de ce rapport social servile, c'est-à-dire de l'antagonisme de classe entre les serfs et les seigneurs autour de l'appropriation de la rente agricole, qui fait évoluer la société féodale et ses forces productives.

De même, lorsque Marx définit la société **antique**, il ne commence pas par étudier ses forces productives (la meule de pierre, le moulin à eau, etc.), pour ensuite, en dégager ses rapports sociaux : il commence par identifier le rapport social de production qui le définit : l'esclavage. Autrement dit, Marx étudie la façon dont les groupes sociaux dans la société antique ont socialement « combiné » les travailleurs avec les moyens de production. C'est l'évolution de ce rapport social esclavagiste, c'est-à-dire de l'antagonisme de classe entre les maîtres et les esclaves autour de l'appropriation du surtravail de ces derniers, qui fait évoluer la société antique et ses forces productives ⁽²²⁾.

(21) C'est ce qu'un éminent représentant de la Gauche Communiste – Paul Mattick – exprimait très bien comme suit : « Selon Marx, à des rapports sociaux (ou rapports de production) déterminés correspondent des forces productives sociales déterminées ; les premiers engendrent les secondes qui restent inhérentes à leur existence. La relation capital-travail conditionne le progrès technologique... (...) ...d'après la théorie de Marx, 'c'est le mode social de production et non la technique qui est le facteur historique fondamental' » (*Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, EDI, 1972 : 157).

(22) Ainsi, dans le *Capital*, Marx rappelle que toute l'histoire romaine est celle de l'expropriation toujours plus large des petits producteurs agraires au profit de propriétaires fonciers

Dans l'*Idéologie Allemande*, Marx et Engels se prononcent très clairement sur l'antériorité des *rapports sociaux* sur la production et les *forces productives*, toute production présuppose des rapports sociaux noués entre les hommes : « Cette production **présuppose des relations des individus entre eux**. La forme de ces relations est à son tour conditionnée par la production » ⁽²³⁾. La production « présuppose des relations des individus entre eux », ce sont donc bien ces relations sociales qui sont premières : ce sont bien les rapports sociaux qui définissent et permettent la production et le développement des forces productives, et non l'inverse comme dans la vision *force-productiviste* de l'histoire selon la conception matérialiste vulgaire et stalinienne.

Pour Marx donc, l'homme ne produit que dans le cadre de certains rapports sociaux : « **Pour produire, les hommes établissent entre eux des liens et des rapports bien déterminés : leur contact avec la nature, autrement dit la production, s'effectue uniquement dans le cadre de ces liens et de ces rapports sociaux** ». Ce sont ces rapports qui vont conditionner ce que les hommes produisent et comment ils produisent. En retour, cette activité sociale productive, et les rapports contradictoires que les hommes auront noués entre eux, vont transformer et faire évoluer ces rapports sociaux.

Contrairement à l'idée que véhiculent le matérialisme vulgaire et le stalinisme, les forces productives ne se développent ni spontanément, ni linéairement, ni toujours dans le sens d'un 'progrès' : leur croissance (ascendance) ou frein (obsolescence) dépend essentiellement de l'évolution des contradictions sociales. Comme le dit Marx : « *Pas d'antagonisme, pas de progrès. C'est la loi que la civilisation a suivie jusqu'à nos jours* » ⁽²⁴⁾.

Ce sont les hommes qui font leur propre histoire

de plus en plus puissants. Autrement dit, la formation d'une plèbe de plus en plus nombreuse, certes dotée de droits politiques inaliénables (il était interdit de réduire en esclavage un citoyen de la *Cité*), mais privée de moyens d'existence par la concentration de la propriété foncière entre quelques mains. De là résulte cette nécessité impérieuse de conquêtes extérieures pour faire fonctionner l'économie romaine : se procurer de la main d'œuvre pour travailler les champs, piller du blé pour nourrir la formation de cette plèbe urbaine de plus en plus nombreuse, et gagner des terres lointaines pour en octroyer une partie à ces derniers. Réduction en esclavage et pillage des ressources des vaincus étaient les deux mamelles d'une expansion forcée de l'Empire Romain : « *La moindre connaissance de l'histoire de la République romaine, par exemple, fait voir que le secret de cette histoire, c'est l'histoire de la propriété foncière* » (Livre I, section 1, ch. 1, 4, La Pléiade, Economie I : 617). Marx part donc bien d'une analyse des contradictions sociales et de leurs dynamiques pour comprendre les sociétés, leur évolution, et le développement de leurs forces productives, et non pas d'une analyse de ces dernières pour en déduire les rapports sociaux !

(23) Marx et Engels, *L'idéologie allemande* (Editions sociales, 1982 : 71).

(24) Marx, *Misère de la philosophie* (La Pléiade, Economie I : 35-36).

Les **rappports sociaux** constituent donc bien les briques les plus élémentaires du matérialisme historique, les matériaux de base de l'analyse marxiste. C'est pourquoi Marx – suivi par tous les grands marxistes à sa suite – affirmera que « *ce sont les hommes qui font leur propre histoire* ». En effet, « **Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas de plein gré, dans des circonstances librement choisies ; celles-ci, ils les trouvent au contraire toutes faites, données, héritage du passé** »⁽²⁵⁾. C'est ce que Marx formulait déjà très clairement dans sa troisième thèse sur Feuerbach : « *La doctrine matérialiste qui veut que les hommes soient des produits des circonstances et de l'éducation, que, par conséquent, des hommes transformés soient des produits d'autres circonstances et d'une éducation modifiée, oublie que ce sont précisément les hommes qui transforment les circonstances...* ». Ceci rejoint aussi la thèse centrale qu'il avait déjà développé dans le *Manifeste Communiste* : « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte de classe* », c'est-à-dire une histoire faite par des hommes mus par leurs intérêts matériels contradictoires, et non pas déterminée par un développement automatique des forces productives qui pousserait inconsciemment les hommes à l'action comme il est si souvent affirmé à la suite des déformations stalinienne du marxisme ! En réalité, les forces productives ne sont qu'à « *l'état virtuel* » tant qu'elles ne sont pas « *combinées* » dans le cadre de « *rappports sociaux noués entre les hommes* »⁽²⁶⁾ !

Les contradictions sociales sont le moteur de l'histoire

Cette formule célèbre du *Manifeste Communiste* présentant la lutte de classe comme étant le moteur de toute l'histoire de l'humanité – « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte de classe* » – n'est en réalité que la déclinaison, pour les sociétés de classe, d'une loi plus générale qui fait des **contradictions sociales** le véritable aiguillon de l'évolution du genre humain. Les prémisses de ces contradictions existent déjà chez nos cousins, les singes supérieurs, et elles président aux destinées de l'humanité dès ses origines. Contrairement aussi à ce qui est souvent affirmé, ces contradictions sociales entre les hommes ne disparaîtront pas sous le communisme supérieur, elles continueront d'y exister et de faire évoluer le genre humain. Ce qui aura changé, ce sont leurs caractères antagoniques propres aux sociétés de classes !

Telle est la double proposition de base à la racine de la dialectique de l'histoire : (a) « *Pas d'antagonisme, pas de progrès. C'est la loi que la civilisation a suivie jusqu'à nos jours* » dira Marx⁽²⁷⁾, mais (b) tout en sachant aussi que « *L'antagonisme et la contradiction, ce n'est pas du tout la même chose. Dans le socialisme, l'antagonisme disparaîtra tandis que la contradiction*

demeurera »⁽²⁸⁾. En effet, si le communisme de demain ne sera plus l'expression de la domination d'une partie de la société sur une autre (antagonisme), il sera néanmoins toujours fondé sur des rapports sociaux contradictoires que les hommes noueront entre eux dans leur vie sociale. Ce sont ces rapports qui continueront à faire évoluer l'histoire du genre humain.

Les contradictions des rapports sociaux

Qu'est ce que le marxisme entend lorsqu'il parle de rapports sociaux **contradictaires** que les hommes nouent entre eux dans la production et la reproduction des moyens de leur vie ? Nous l'illustrerons par trois exemples. Deux relatifs à une des contradictions premières qui traversent toute l'histoire de l'humanité, à savoir la contradiction 'social-privé', et le troisième relatif aux origines et à l'extension de l'esclavage.

Depuis les temps les plus reculés, la simple reproduction biologique des hommes a toujours constitué une des préoccupations majeures au sein des sociétés. Le modèle récent de l'union monogame durant toute une vie est quasiment inexistant dans le monde animal et l'histoire du genre humain ! Le modèle polygynique est par contre nettement plus répandu, et encore très largement à l'heure actuelle ! Les singes supérieurs le pratiquent largement, et nous savons aujourd'hui, par l'étude de leur ADN, que c'était aussi le cas pour nos ancêtres du paléolithique supérieur⁽²⁹⁾, tout comme pour les aborigènes australiens, leurs héritiers des temps modernes. Il ne faut guère être grand mathématicien pour comprendre que si certains hommes s'arrogent plusieurs femmes, il n'y en aura pas assez pour tous ! L'intérêt individuel de chaque homme, c'est-à-dire son intérêt *privé*, est de maximiser sa reproduction, donc de s'arroger plusieurs femmes, mais cet intérêt *privé* rentre alors en contradiction avec l'intérêt *social*, puisqu'il engendre un nombre important d'hommes dans l'incapacité de fonder une famille et de se reproduire ! Cette contradiction est le lieu de conflits et d'enjeux sociaux importants qui mobilisent les hommes dans d'innombrables et subtiles stratégies pour s'accaparer l'accès aux femmes. Les sociétés dans le passé ont donc dû trouver des solutions pour gérer cette *contradiction social-privé*. Elles sont diverses et multiples selon les sociétés, mais chez les aborigènes elle a consisté à ce que seuls les vieux peuvent prendre femme : une véritable gérontocratie empêche les jeunes de pouvoir se marier avant d'avoir atteint la trentaine. Cet exemple relatif à la reproduction de l'espèce humaine nous permet de comprendre le caractère contradictoire que peuvent prendre les relations sociales entre les hommes, les antagonismes et conflits qu'elles engendrent, ainsi que les modes sociaux de régulation qui ont été inventés pour les gérer et les maintenir dans les limites de l'ordre. Cependant, les antagonismes pour l'accès aux femmes restent latents, et nombreux sont les conflits qui naissent autour de cet enjeu. Ce sont,

(25) *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (La Pléiade, Politique I : 437).

(26) Marx, *Le Capital*, livre II, tome 1, éditions sociales : 38.

(27) Marx, *Misère de la philosophie* (La Pléiade, Economie I : 35-36).

(28) Note de Lénine au livre de N. Boukharine 'Economie de la période de transition', EDI, p.82.

(29) Cette période s'étale de 40.000 à 12.000 avant J.C. et est typique de ce que le marxisme appelle le *communisme primitif*.

entre autres, les antagonismes engendrés par ces contradictions qui ont aiguillonné les sociétés dans le passé : « *Pas d'antagonisme, pas de progrès. C'est la loi que la civilisation a suivie jusqu'à nos jours* » disait Marx (ibid).

Notre second exemple illustrant le type et la nature des *contradictions* dynamiques pouvant émerger au sein des rapports sociaux que les hommes nouent entre eux dans la production de leur existence aura trait à la production économique, c'est-à-dire la quête quotidienne de nourriture. Pour satisfaire sa faim, pour rencontrer son intérêt individuel de manger, un chasseur cueilleur part à la recherche d'un gibier ⁽³⁰⁾. Or, si tous les chasseurs s'arrogeaient la totalité du produit de leur chasse, c'est-à-dire se limitaient à satisfaire leurs besoins individuels, ni les vieux, ni les enfants, ni les femmes n'auraient jamais de viande à manger ! Voilà une autre expression de cette contradiction '*sociale-privée*' que toute société doit affronter au cours de son existence. Elle est *contradictoire* en ce sens que chacun est partagé entre son désir de satisfaire ses propres besoins individuels (privés), et l'obligation d'assurer les besoins *sociaux* nécessaires à l'entretien des vieux et la nourriture des jeunes. Cette contradiction engendre des conflits multiples et des enjeux divers autour de l'appropriation des produits de la chasse. Dès lors, ici aussi les hommes ont dû mettre en place des rapports sociaux régulant cette contradiction afin de faire coexister et rendre compatibles les besoins individuels (la faim du chasseur) et sociaux (la faim des non-producteurs). A nouveaux les solutions furent diverses et multiples selon les sociétés, mais deux d'entre elles furent assez généralisées. L'une a consisté à faire émerger des règles de repartage des produits de la chasse, tandis que l'autre est moins élégante : c'est l'élimination des adultes devenus trop âgés par l'instauration d'un système de géronticide systématisé ! Cependant, tout comme pour la reproduction biologique des hommes, leur reproduction matérielle, économique, a engendré des antagonismes d'intérêts et des modes de régulation des conflits qui sont sous-jacents à ces enjeux. Ce sont, entre autres, ces antagonismes engendrés par ces contradictions qui ont aiguillonné ici aussi les sociétés dans le passé.

Notre troisième exemple aura trait aux origines et à l'importance de l'esclavage dans l'histoire de l'humanité. Dans les sociétés où la richesse a déjà émergé et où elle règle un bon nombre de rapports entre les hommes, mais bien avant la Grèce ancienne, l'un des moyens d'avoir accès à une épouse consiste à payer ce que l'on appelle '*un prix de la fiancée*'. C'est un paiement d'un montant d'une certaine valeur donnée par le gendre à la famille de sa future épouse. En général cette somme est très importante. Cette pratique sociale, ce *rapport social* réglant l'accès aux unions matrimoniales y domine toute la vie de la majorité des

(30) Contrairement à l'image d'Epinal de la horde collective chassant le mammoth, l'immense majorité des activités de chasse concernent de petites prises et sont effectuées individuellement ! De plus, si les femmes sont absentes de notre exemple, c'est qu'elles sont quasi systématiquement exclues des activités de chasse et confinées au ramassage et à la cueillette.

individus dans ces sociétés ... puisque c'est bien souvent jusqu'à leur mort que les hommes doivent travailler pour fournir les prestations indispensables à leur mariage ou, à défaut, être réduit en esclavage pour dettes impayées ! En effet, en cas d'incapacité économique d'assurer le montant du prix de la fiancée, le futur mari est réduit (ou se réduit) en esclavage ! Telle est l'origine précoce et majeure de l'esclavage dans le passé. Ceci contraste totalement avec une certaine vulgate marxiste qui répète inlassablement, depuis plus d'un siècle et demi, que la source première de l'esclavage date de la Grèce ancienne, de l'apparition de la propriété privée, et de l'utilisation des prisonniers de guerre à cette fin (Engels). Or, l'esclavage est très répandu, à une époque bien plus précoce, et n'est pas du tout lié, ni à l'apparition de la propriété privée, ni à la soumission des prisonniers de guerre. L'une de ses formes et sources les plus anciennes et généralisées réside dans cette incapacité de la part de certains hommes à payer le '*prix de la fiancée*'. L'on en trouve d'ailleurs trace chez Marx dans ses travaux préparatoires à la rédaction du *Capital* puisqu'il notait déjà avec beaucoup de perspicacité que : « *La possibilité légale de se vendre et de vendre les siens en cas de nécessité était un droit fâcheusement universel ; en vigueur aussi bien dans le Nord que chez les Grecs et en Asie : la possibilité pour le créancier de faire du débiteur en retard sur le règlement de sa dette son esclave et de se faire payer autant qu'il était possible sur le travail de celui-ci ou sur la vente de sa personne était presque aussi répandue* » ⁽³¹⁾ !

Les rapports sociaux de dépendance

Nous avons vu que, pour Marx, la société est traversée de rapports sociaux, que ceux-ci sont des rapports d'homme à homme noués dans la production et reproduction de leur existence, et qu'ils sont contradictoires. Ce sont ces rapports qui sont à la racine de la dynamique d'évolution des sociétés. Tout le travail de Marx, l'essence de son analyse, a consisté à étudier, pour chaque société et époque considérée, les différents rapports sociaux qui la régissent et d'en dégager ses déterminations et contradictions. Telle est la trame, la quintessence même du matérialisme historique et dialectique, autrement dit, de l'analyse marxiste des sociétés, de leur transformation et évolution.

C'est cette méthode d'analyse qui a permis à Marx de dégager les trois grandes *formes sociales* qui se sont succédées dans l'histoire de l'humanité. Ces formes sociales plongent leurs racines dans la nature des *rapports sociaux de dépendance entre hommes* qui les fondent, et que Marx a identifié comme suit : « *On a donc d'abord des rapports personnels de dépendance (tout à fait naturels dans un premier temps) qui sont les premières formes sociales, dans lesquelles la productivité humaine ne se développe que faiblement et sur des points isolés. Puis indépendance personnelle fondée*

(31) *Grundrisse* : chapitre sur les *Formes antérieures à la production capitaliste*, éditions sociales : 439. Il est fait référence ici à un temps très ancien, bien avant l'antiquité classique, un temps où l'esclavage pour dette n'avait pas encore été aboli par la *Loi des XII tables*. Marx s'appuie ici sur l'historien allemand B.G. Niebuhr.

sur une dépendance objective : c'est la deuxième grande forme dans laquelle se constitue pour la première fois un système de métabolisme social universel... Enfin, **l'individualité fondée sur le développement universel des individus** et la subordination de leur productivité collective, sociale, en tant que celle-ci est leur pouvoir social : c'est le troisième stade. Le deuxième crée les conditions du troisième »⁽³²⁾.

L'histoire des sociétés humaines se subdivise donc selon les trois grandes catégories successives suivantes :

1) les premières, fondées sur des **rapports sociaux de dépendance personnelle**, comme dans toutes les sociétés allant du communisme primitif au féodalisme ;

2) puis la seconde, permise par l'élimination de tout liens de dépendance personnelle, et qui se traduit alors par une **dépendance objective (économique)** : typiquement le capitalisme ;

3) enfin, la troisième, basée sur l'individu **libre de tout rapport de dépendance (qu'il soit personnel ou économique)**, comme dans le communisme supérieur.

Plus on remonte dans le temps, dira Marx, plus les hommes sont pris dans des liens de dépendance personnels : « Plus nous remontons dans l'histoire, plus l'individu – et par suite l'individu producteur également – apparaît comme un **être dépendant**... »⁽³³⁾. Ce n'est que sous le capitalisme que les hommes seront affranchis de tous liens personnels de dépendance. Devenus juridiquement libres, « libres comme l'air », dira-t-il dans *Le Capital*, les hommes seront dorénavant soumis à des liens de dépendances économiques : les prolétaires sont juridiquement libres, mais économiquement contraints de louer leur force de travail pour survivre.

Rapports sociaux de dépendance et de production

C'est dans ce cadre conceptuel global d'analyse des *rapports sociaux de dépendance* que Marx va insérer son analyse des *rapports sociaux de production*. Chacun des modes de production qu'il a identifiés de son vivant sera le lieu d'une articulation particulière entre ces deux types de rapports.

Voici comment il conçoit cette articulation concernant l'analyse du féodalisme : « Transportons-nous maintenant de l'île lumineuse de Robinson dans le sombre Moyen Age européen. Au lieu de l'homme indépendant nous trouvons ici tout le monde dépendant, serfs et seigneurs, vassaux et suzerains, laïques et clercs. Cette dépendance personnelle caractérise aussi bien les rapports sociaux de la production matérielle que toutes les autres sphères de la vie auxquelles elle sert de fondement. Et c'est précisément parce que la société est basée sur la dépendance personnelle que tous les rapports sociaux apparaissent comme des rapports entre personnes. (...) De quelque manière donc qu'on juge les masques que portent les hommes dans cette société, les

rapports sociaux des personnes dans leurs travaux respectifs s'affirment nettement comme leurs propres rapports personnels, au lieu de se déguiser en rapports sociaux des choses, des produits du travail »⁽³⁴⁾.

Dans toutes les sociétés du passé, le rapport social de dépendance personnelle d'homme à homme apparaissait donc dans toute sa nudité, ce n'est que dans le capitalisme qu'il porte le masque d'un rapport aux choses nous dit Marx. Cependant, derrière ce rapport aux choses, il prend bien soin de nous dévoiler le rapport social entre classes sociales : « M. Peel découvre ainsi qu'au lieu d'être une chose, le capital est un rapport social entre personnes, lequel rapport s'établit par l'intermédiaire des choses »⁽³⁵⁾. Tout *Le Capital* est truffé de ce rappel élémentaire que le capitalisme est avant tout un **rapport social** médiatisé par les choses entre la bourgeoisie et le prolétariat : « Mais la forme valeur et le rapport de valeur des produits du travail n'ont absolument rien à faire avec leur nature physique. C'est seulement un rapport social déterminé des hommes entre eux qui revêt ici pour eux la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles »⁽³⁶⁾.

Dès lors, même pour le capitalisme où la classe dominante exerce son pouvoir via la dépendance économique (par les choses matérielles), Marx prend bien soin de nous rappeler que derrière cette dépendance matérielle, il y a une dépendance sociale, un rapport social entre les hommes. Oui, la bourgeoisie domine au travers de l'économie, mais, derrière cette domination matérielle, réside un rapport social masqué par ce rapport aux choses.

Le cadre théorique et conceptuel de Marx, dont nous avons essayé d'en restituer les fondements premiers dans cet article, est à 180° de ce que le stalinisme en a fait en le réduisant à la thèse du primat des forces productives. A première vue, cette thèse se présente comme très matérialiste, et dans le droit fil du déterminisme économique, mais elle relève d'une conception vulgaire du marxisme et a du être combattue à maintes reprises par Marx et Engels eux-mêmes, à tel point qu'ils ont reconnu une part de responsabilité dans le développement de cette vision mécaniste au sein de la social-démocratie au XIX^{ème} siècle : « C'est Marx et moi-même, partiellement, qui devons porter la responsabilité du fait que, parfois, les jeunes donnent plus de poids qu'il ne lui est dû au côté économique. Face à nos adversaires, il nous fallait souligner le principe essentiel nié par eux, et alors nous ne trouvions pas toujours le temps, le lieu, ni l'occasion de donner leur place aux autres facteurs qui participent à l'action réciproque »⁽³⁷⁾.

(34) Marx, *Le Capital* (La Pléiade, Economie I : 611-612).

(35) Marx, *Le Capital*, livre Ier, huitième section, chapitre XXXIII, *La théorie moderne de la colonisation*, (La Pléiade Economie I : 1226).

(36) Marx, *Le Capital*, livre Ier, première section, chapitre premier, *La marchandise*, IV *Le caractère fétiche de la marchandise et son secret*, (La Pléiade, Economie I : 606).

(37) Engels, lettre à J. Block du 21 septembre 1890.

(32) Marx, *Grundrisse (Manuscrits de 1857-58)*, Editions Sociales, tome I : 93-94.

(33) *Introduction générale à la critique de l'économie politique*, La Pléiade, Economie I : 236.

Propos d'étape

« Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève un édifice juridique et politique, et à quoi répondent des formes déterminées de la conscience sociale »⁽³⁸⁾.

Contrairement à ce qui est généralement affirmé, les découvertes principales des travaux de Marx et Engels ne résident ni dans l'existence des classes, ni dans leurs luttes, ni dans la loi économique de la valeur-travail. Tous ces concepts, les historiens et économistes les avaient déjà dégagés lorsque la bourgeoisie était encore une classe révolutionnaire en butte à la résistance féodale. Le caractère fondamentalement novateur des travaux de Marx et Engels réside dans la mise en évidence du caractère transitoire de la division en classes des sociétés, de la dynamique à la base de leur évolution au cours du temps, et de la nécessaire dictature du prolétariat comme phase intermédiaire vers une société sans classes. Autrement dit, ce qui constitue le cœur de leurs découvertes n'est autre que le **matérialisme historique et dialectique** : « Or, en ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Bien longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient retracé l'évolution historique de cette lutte des classes, et des économistes bourgeois en avaient mis en évidence l'anatomie économique. Le nouveau de mon travail a consisté à démontrer : 1° que l'existence des classes est exclusivement liée à des phases historiques déterminées du développement de la production ; 2° que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3° que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes »⁽³⁹⁾.

Le matérialisme historique et dialectique s'appuie sur ce constat évident que, depuis l'aube de l'humanité, les hommes ont noué des **rapports sociaux** entre eux afin d'assurer la production et la reproduction des moyens de leur existence : se nourrir, se loger, se reproduire, éduquer les enfants et, plus généralement, assurer toutes les prestations sociales nécessaires à la vie en communauté (rites, mariages, justice, règles morales...). Ces rapports sociaux noués entre les hommes sont contradictoires et forment la base des structures et de la dynamique d'évolution des sociétés : ils constituent la matière sociale, les briques de l'analyse matérialiste et historique des sociétés. Ces relations sociales fondatrices de la vie en société constituent l'acte premier de l'humanité sans lesquelles rien ne serait possible : l'homme est un être éminemment social : « En produisant, les hommes ne sont pas seulement en rapport avec

la nature. Ils ne produisent que s'ils collaborent d'une certaine façon et font échange de leurs activités. Pour produire, ils établissent entre eux des liens et des rapports bien déterminés : leur contact avec la nature, autrement dit la production, s'effectue uniquement dans le cadre de ces liens et de ces rapports sociaux »⁽⁴⁰⁾.

Ces relations sociales fondatrices de la vie en société constituent l'acte premier de l'humanité sans lequel rien ne serait possible ou, comme le dira Lénine : « L'objet de l'économie politique, ce n'est nullement la 'production' mais les **rapports sociaux** existants entre les hommes dans le domaine de la production, **la structure sociale de la production** »⁽⁴¹⁾. C'est ce que disait également Rosa Luxemburg dans son *Introduction à l'économie politique* : « Ce qui est décisif pour les relations économiques et culturelles des hommes ... ce sont **les rapports que les hommes ont entre eux dans leur travail**. Les rapports sociaux de production décident de la question : quelle forme de production domine chez un peuple ? (...) ...si nous voulons étudier spécialement les formes de production dans la société, les rapports de l'homme avec la nature ne nous suffisent pas, ce qui nous intéresse au premier chef, c'est un autre aspect du travail humain : ce sont les rapports des hommes entre eux dans le travail, c'est-à-dire **l'organisation sociale de la production...** »⁽⁴²⁾.

L'appréhension marxiste du monde consiste donc à mettre en évidence tous les **rapports sociaux** que les hommes ont noués entre eux dans la production et reproduction des moyens de leur existence, c'est-à-dire en dégagant « la fondation réelle sur laquelle s'élève tout l'édifice social » par l'analyse de « l'ensemble des rapports sociaux qui forment la structure économique de la société », disait Marx dans sa fameuse *Introduction à la critique de l'économie politique* où il définissait sa méthode d'investigation. Ce sont les **rapports sociaux et les contradictions** qui les animent qui constituent les instances déterminantes dans toute société. Ils sont à la base des différentes civilisations, de leur évolution et de leur caractère transitoire.

C. Mcl

(38) Marx, *Avant-propos à la critique de l'économie politique*, La Pléiade, Economie I, tome I : 272-274.

(39) Lettre de Marx du 5 mai 1852 à J. Weydemeyer, La Pléiade, Politique I : 1680.

(40) Marx, *Travail salarié et capital*, La Pléiade, Œuvres, Economie I : 212.

(41) Lénine, *Le développement du capitalisme en Russie*, Œuvres, tome III : 55.

(42) Rosa Luxemburg, *Introduction à l'économie politique* : 209 et 234, Edition Smolny-Toulouse, 2008.

« Voici, en peu de mots, le résultat général auquel j'arrivai et qui, une fois obtenu, me servit de fil conducteur dans mes études. Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève un édifice juridique et politique, et à quoi répondent des formes déterminées de la conscience sociale. Le mode de production de la vie matérielle domine en général le développement de la vie sociale, politique et intellectuel. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience. A un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants, ou avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors, et qui n'en sont que l'expression juridique. Hier, encore formes de développement des forces productives, ces conditions se changent en de lourdes entraves. Alors commence une ère de révolution sociale. Le changement dans les fondations économiques s'accompagne d'un bouleversement plus ou moins rapide dans tout cet énorme édifice. Quand on considère ces bouleversements, il faut toujours distinguer deux ordres de choses. Il y a le bouleversement matériel des conditions de production économique. On doit le constater dans l'esprit de rigueur des sciences naturelles. Mais il y a aussi les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques, philosophiques, bref les formes idéologiques dans lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le poussent jusqu'au bout. On ne juge pas un individu sur l'idée qu'il a de lui-même. On ne juge pas une époque de révolution d'après la conscience qu'elle a d'elle-même. Cette conscience s'expliquera plutôt par les contrariétés de la vie matérielle, par le conflit qui oppose les forces productives sociales et les rapports de production. Jamais une société n'expire, avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir ; jamais des rapports supérieurs de production ne se mettent en place, avant que les conditions matérielles de leur existence ne soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se propose jamais que les tâches qu'elle peut remplir : à mieux considérer les choses, on verra toujours que la tâche surgit là où les conditions matérielles de sa réalisation sont déjà formées, ou sont en voie de se créer. Réduits à leurs grandes lignes, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne apparaissent comme des époques progressives de la formation économique de la société. Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme antagonique du procès social de la production. Il n'est pas question ici d'un antagonisme individuel ; nous l'entendons bien plutôt comme le produit des conditions sociales de l'existence des individus ; mais les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent dans le même temps les conditions matérielles propres à résoudre cet antagonisme. Avec ce système social c'est la préhistoire de la société humaine qui se clôt » (Marx, Avant-propos à la Critique de l'économie politique, 1859, La Pléiade-économie, tome I : 272-274).

Marx à l'ombre de l'année Darwin (Ière partie)

« Charles Darwin a découvert la loi du développement de la nature organique sur notre planète. Marx a découvert la loi fondamentale qui explique comment l'histoire humaine change et se développe, une loi si simple et évidente que sa simple énonciation est presque suffisante pour recueillir l'assentiment » (Friedrich Engels ¹).

« Il n'y a pas deux scientifiques qu'on peut citer, dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle, qui ont dominé l'esprit humain à un degré plus élevé que Marx et Darwin. Leurs enseignements ont révolutionné la conception que les grandes masses avaient du monde. Pendant des décennies leurs noms ont été sur la langue de tous, et leurs enseignements sont devenus le point central pour les luttes idéologiques qui accompagnent les luttes sociales d'aujourd'hui. La cause de cela réside principalement dans le contenu hautement scientifique de leurs enseignements » (Anton Pannekoek ²).

1. Introduction

L'espèce humaine existe depuis plus de 2 000 000 d'années. Les derniers ancêtres communs à tous les êtres humains d'aujourd'hui vivaient il y a environ 200 000 ans. Pourtant, ce n'est qu'en 1759, il y a 250 ans, que l'embryologiste allemand Caspar Friedrich Wolff eût l'audace de mettre en question la fixité des espèces et de proposer l'idée de descendance commune ³. Et il y a seulement 200 ans, en 1809, que Jean-Baptiste Lamarck publia sa *Philosophie zoologique*, une première tentative de donner un cadre scientifique à ce qui

était alors appelé la transmutation ⁴. 1809 est aussi l'année où naquit Charles Darwin. A l'âge de cinquante ans, il publia en octobre 1859 *L'origine des espèces au moyen de la sélection naturelle ou la préservation des races favorisées dans la lutte pour la vie* ⁵, présentant une première théorie générale du développement de la vie. Homme de science humaniste, désireux que sa théorie soit jugée pour ses stricts mérites scientifiques, Darwin était très prudent par rapport aux préjugés religieux qu'il pouvait rencontrer et, bien qu'il fut très intéressé par la question sociale, il ne s'engagea jamais activement dans un quelconque mouvement.

Pourtant, malgré lui, sa théorie devint immédiatement le sujet d'un véritable débat politique. Ce ne fut pas par hasard si c'est en 1859 également que le Parti libéral de Grande-Bretagne se forma avec [dans son programme] la défense de l'égalité des chances pour les individus par des mesures institutionnelles : que le meilleur gagne, abolition des privilèges aristocratiques issus de la propriété agraire, et tant pis pour les perdants ! Entre autres choses, le libéralisme défendait une politique sociale générale, des services de santé, d'éducation, des bibliothèques, la réhabilitation des prostituées, et *last but not least*, le contrôle des naissances pour les pauvres. La bourgeoisie libérale croyait dans le progrès par des solutions techniques pour tous les problèmes. Selon elle, la naturelle « lutte pour la vie » ⁶ entre les humains individuels serait gênée par une restriction légale inutile. Après la publication de *L'origine des espèces*, le livre tout comme Charles Darwin lui-même furent identifiés au mouvement libéral et, en retour, les libéraux britanniques firent un usage, sinon du livre, du moins du titre de celui-ci dans son intégralité pour propager leur propre philosophie politique. De tous, c'est Charles Darwin qui fut le plus fort critique de ce qui était advenu de son travail, ce qui se révéla en 1871, lorsqu'il publia *La Filiation de l'homme et la sélection liée au sexe*, et un an plus tard *L'Express-*

¹ [traduit de l'anglais par nous] Friedrich Engels, *Brouillon d'un discours sur la tombe de Karl Marx*, publié dans *La Justice*, 20 Mars 1883. De même, dans sa préface de 1872 à l'édition allemande du Manifeste Communiste, Engels écrivit : « Cette proposition qui, à mon avis, est destinée à être pour l'histoire ce que la théorie de Darwin a été pour la biologie, nous l'avions tous deux envisagée progressivement depuis quelques années avant 1845 ».

² Anton Pannekoek, *Marxisme et Darwinisme*, Chapitre I, voir : <http://www.marxists.org>.

³ « Il était caractéristique que, presque simultanément où Kant s'attaquait à l'éternité du système solaire, en 1759, C. F. Wolff ait livré le premier assaut à la fixité des espèces et proclamé la théorie de la descendance. Mais ce qui chez lui n'était encore qu'anticipation géniale, prit forme avec Oken, Lamarck, Baer, pour s'imposer victorieusement avec Darwin cent ans plus tard, en 1859. » (Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, Introduction). Caspar Friedrich Wolff est surtout connu pour sa théorie, fondée sur une recherche empirique méticuleuse, que les embryons sont développés à partir de cellules indifférenciées plutôt qu'à partir de structures préformées. Il n'était pas le seul à mettre en question le vieux dogme spéculatif par une vérification dans les faits. Pour une courte introduction aux origines de la pensée évolutionniste et pour plus de références, voir par exemple *History of evolutionary thought*, <http://en.wikipedia.org>.

⁴ Combien il était difficile d'accepter une telle idée s'exprima trente ans plus tard : « *At last gleams of light have come, and I am almost convinced (quite contrary to the opinion I started with) that species are not (it is like confessing a murder) immutable* » Charles Darwin, *Letter to Joseph Hooker*, 1842, *Life and Letters*, Vol. II, p. 23. On peut trouver les travaux de Darwin dans plusieurs langues à : <http://darwin-online.org.uk>. Les idées du grand scientifique humaniste Lamarck ont également été complètement déformées. Il est donc préférable de le lire directement : voir <http://www.lamarck.cnrs.fr/>

⁵ Ce travail fut précédé par la présentation de deux articles devant la Société linnéenne de Londres de Charles Darwin et du co-fondateur de la théorie de l'évolution, le socialiste Alfred Russel Wallace en 1858, tous les deux contenant fondamentalement la même idée, voir : *Alfred Russel Wallace Page* <http://www.wku.edu/~smithch/index1.htm>.

⁶ Le terme a pour ainsi dire été inventé par Herbert Spencer en 1862 après qu'il ait lu *L'origine des espèces*.

sion des émotions chez l'homme et les animaux, deux ouvrages qui furent largement ignorés.

Quelques mois plus tôt de cette même année 1859, Karl Marx avait publié sa *Contribution à la critique de l'économie politique*, présentant une théorie générale du développement de la société humaine appliquée au mode de production capitaliste. C'était le résultat non seulement d'un grand exploit intellectuel, mais aussi le fruit du mouvement politique émancipateur du prolétariat auquel Karl Marx voulait contribuer : « *Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer* »⁷. A la différence de Charles Darwin, Karl Marx optait pour un mouvement politique : l'auto-émancipation du prolétariat. Mais il écrivait aussi : « *Toute opinion basée sur une critique scientifique est la bienvenue* »⁸.

Cinquante ans plus tard, en 1909, Anton Pannekoek publia *Marxisme et Darwinisme*, résumant un demi-siècle de débats dans le mouvement ouvrier sur le sujet, définissant clairement les différents domaines d'application et la signification aussi bien scientifique que politique des deux : Darwin pour la compréhension de la nature vivante, Marx pour celle de la société humaine, mais clairement en continuité et en complémentarité l'une de l'autre, les deux révolutionnant notre compréhension du monde⁹. Il remarqua aussi comment la théorie de l'évolution de Darwin avait dès son apparition été détournée pour pouvoir être exploitée contre la classe ouvrière¹⁰, et qu'elle était combattue dans son essence à cause des possibles implications sociales qu'elle contenait¹¹.

⁷ Karl Marx, *Thèses sur Feuerbach*, 1845, publiées pour la première fois en 1888.

⁸ [traduit de l'anglais par nous] Karl Marx, *Capital*, Vol. I, 1867, Préface à la première édition allemande.

⁹ *Marxisme et Darwinisme* a été publié en allemand et néerlandais (1909), estonien (1910), anglais (1912), ukrainien (1919), espagnol (1937) et roumain (1945). Comme Anton Pannekoek donne très peu de références explicites à ses prédécesseurs marxistes, nous citerons plus exhaustivement ceux-ci, afin d'aider à reconstituer où en étaient les marxistes avant l'ère des déformations staliniennes de leurs positions. Un siècle plus tard, ce travail a besoin d'être réactualisé et ne peut certainement pas être considéré être le dernier mot de la pensée marxiste sur le sujet.

¹⁰ Ainsi Ernst Haeckel écrivait : « *Le darwinisme, 'la théorie de la sélection', est, pour un critique sans préjugés, un principe aristocratique, consistant en la survie du plus fort.* » (Cité par August Bebel, *La théorie darwinienne et le socialisme*, 1899). Comme nous le verrons Charles Darwin était d'un avis très différent.

¹¹ Rudolf Virchow, qui s'opposait au « monisme » anticlérical des matérialistes de son époque, et faisant allusion à la Commune de Paris, disait en 1877 : « *Attention à cette théorie, car cette théorie est très proche de la théorie qui a provoqué tant de terreur chez notre voisin.* » (50ème congrès des scientifiques naturalistes et docteurs en médecine allemands, 22 Septembre 1877, cité par Anton Pannekoek, *Marxisme et Darwinisme*, chapitre Darwinisme contre Socialisme). Charles Darwin faisait la remarque : « *Quelle idée stupide que celle qui semble prévaloir en Allemagne sur le lien entre Socialisme et Evolution par la Sélection Naturelle.* » (Charles Darwin au Dr Scherzer, 26 décembre 1879, dans *The Life and Letters of Charles Darwin, Including an Autobiographical Chapter*, 1887, Vol. 3, p. 236-237). [traduit de l'anglais par nous]

Aujourd'hui, de tous ces anniversaires, seule la naissance de Charles Darwin et la publication de *L'origine des espèces* sont l'objet de l'attention des médias. Il y a, bien sûr les différentes écoles du Créationnisme et de l'Intelligent Design qui font campagne activement contre la théorie de l'évolution¹². Il y a aussi les darwiniens humanistes, qui défendent la démocratie occidentale, la tolérance religieuse et la séparation de l'Eglise et de l'Etat¹³, se référant parfois timidement au marxisme, opposés à l'enseignement de préjugés religieux dans les classes de biologie et défenseurs de l'enseignement de la vraie science. Et il y a les athéistes néo-darwiniens, humanistes également, souvent des sociobiologistes et des psychologues évolutionnistes, qui mettent en garde contre les dangers de la religion et l'irrationalité, rejetant en général le marxisme¹⁴. La plupart des gauchistes qui se réclament du marxisme défendent le darwinisme contre la religion, tout en rejetant la sociobiologie et la psychologie évolutionniste, le tout considéré comme pas très politiquement correct¹⁵, essentiellement sur des bases morales¹⁶. Ils ont tous des arguments, souvent très attrayants.

Karl Marx n'est pas oublié, au contraire. L'effondrement des bourses depuis 2008 a fait resurgir le spectre d'une crise économique comparable par sa longueur et sa profondeur à celle des années 1930. Cette crise a elle-même surgit d'une chute du taux de profit depuis 2005. Après une longue absence, les travaux de Karl Marx font leur retour sur les étagères des librairies dans de nouvelles éditions.

Il y a une question simple qui nécessite de façon pressante une réponse : si notre capacité de prendre notre destin en mains trouve effectivement ses racines dans notre biologie et éthologie, quel est le lien entre cela et le développement historique des rapports de production et de reproduction que nous ne contrôlons pas mais desquels nous nous sentons prisonniers ? Comment se fait-il alors que, avec toute la science et la technologie, toutes les compétences et connaissances disponibles, il n'ait pas encore été mis fin à la pauvreté, à

¹² Ronald Reagan, lors de la campagne au moment de sa victoire aux élections présidentielles américaines en 1980 pouvait même sérieusement (?) affirmer : « *Bien, c'est une théorie, c'est seulement une théorie scientifique, et elle a été mise en question ces dernières années dans le monde scientifique et n'est pas encore admise dans la communauté scientifique pour être aussi infaillible que ce que l'on croyait* ».

¹³ En particulier Stephen Jay Gould, *Hen's teeth and horses toes*, 1983, et *Rocks of Ages, Science and Religion in the Fullness of Life*, 2002. On peut trouver beaucoup de matériel et un débat à : <http://www.talkorigins.org>.

¹⁴ Voir Richard Dawkins, *The God Delusion*, 2006, réputé avoir été vendu à 1,5 million d'exemplaires (<http://www.richarddawkins.net/>).

¹⁵ Voir Steven Rose, Richard Lewontin and Leon Kamin, *Not in our Genes*, 1984 ; et Steven Rose et Hilary Rose, *Alas Poor Darwin: Arguments against Evolutionary Psychology*, 2000. Il ne suffit pas de dénoncer la sociobiologie et la psychologie évolutionniste comme « réactionnaires », il faut aussi les juger pour leurs mérites scientifiques.

¹⁶ A clear exception is Elaine Morgan, *Pinkers List*, 2005, the very first book to read in the Darwin year, see <http://www.elainemorgan.me.uk>.

l'exploitation, à l'insécurité de l'existence et à la guerre ? Comment est-ce possible que la nature soit encore exploitée au lieu d'être maîtrisée, ce qui nous mène non seulement à une catastrophe écologique mais encore à un effondrement démographique ? Où sont les forces dans la société qui, non seulement peuvent mais aussi seront *contraintes* de se révolter, simplement pour survivre et offrir un meilleur futur à la génération suivante ? Quant on pose ces questions il est très difficile d'ignorer les noms de Charles Darwin et Karl Marx.

Friedrich Engels n'eut pas besoin de beaucoup de mots pour démystifier ce qui au premier abord semblait si gênant dans le principal travail de Charles Darwin. En 1865 il écrivit au démocrate libéral Friedrich Albert Lange qui, en défendant sa propre version du darwinisme, déclarait que le capitalisme était en accord avec la nature : « *C'est tout au déshonneur du développement bourgeois moderne qu'il n'ait pas encore progressé au-delà des formes économiques du règne animal. Les soi-disant 'lois économiques' ne sont pas les lois éternelles de la nature mais des lois historiques qui apparaissent et disparaissent, et les codes de l'économie politique moderne, pour autant que les économistes les aient tracés correctement et objectivement, est pour nous essentiellement un résumé des lois et des conditions dans lesquelles la société bourgeoise moderne peut exister, en un mot : ses conditions de production et d'échange exprimées et résumées abstraitement. Pour nous donc, aucune de ces lois, pour autant que ce soit une expression de rapports purement bourgeois, n'est plus ancienne que la société bourgeoise moderne ; celles qui ont été plus ou moins valable pour toute l'histoire antérieure, sont ainsi seulement une expression de ce qui y a de commun à toutes les formes de société basées sur la domination de classe et l'exploitation de classe* »¹⁷.

L'agitation actuelle à la fois sur le marxisme et le darwinisme n'est pas vraiment une surprise puisque de-

¹⁷ [traduit de l'anglais par nous] Friedrich Engels à Friedrich Albert Lange, 29 Mars 1865. Marx, en ayant aussi clairement en tête Herbert Spencer, écrivait à Ludwig Kugelmann, le 27 Juin 1870 : « *Herr Lange, voyez-vous, a fait une grande découverte. Toute l'histoire peut être ramenée à une seule grande loi naturelle. Cette loi naturelle (dans ce cas l'expression de Darwin ne devient rien d'autre d'une simple phrase) : la 'lutte pour la vie'. Et le contenu de cette phrase est la loi malthusienne de la population, ou plutôt de la surpopulation. Au lieu donc d'analyser la lutte pour la vie telle qu'elle s'est manifestée historiquement dans diverses formes de société déterminées, tout ce qu'on doit faire est traduire toute lutte concrète par la phrase 'lutte pour la vie' et cette phrase elle-même des élucubrations malthusiennes sur la population. On doit admettre que c'est une méthode très impressionnante pour sa paresse intellectuelle et son ignorance scientifique ampoulée* ». En ce qui concerne le malthusianisme, ni Darwin ni Wallace n'ont cependant jamais été inspirés par celui-ci pour les sociétés humaines, ils n'en ont jamais eu besoin. Voir également P. Todes, (*Darwin without Malthus ; The Struggle for Existence in Russian Evolutionary Thought*), 1989 ; ce livre est d'importance parce qu'il fournit beaucoup de données pour mettre en perspective aussi bien les théories de l'anarchiste Pierre Kropotkine que des éléments qui contribuèrent à l'avènement de Lyssenko en Russie. Sur Pierre Kropotkine et son « *mutualisme* » erroné mais pas idiot, ce qu'avait déjà mis en évidence Friedrich Engels bien des années auparavant, voir également Stephen Jay Gould, *Kropotkin was not a crackpot*, in *Bully for Brontosaurus*, 7, 22.

puis un siècle et demi ceux-ci ont posé les questions les plus fondamentales de l'humanité et puisque tous les deux ont été déformés pour pouvoir correspondre aux besoins idéologiques des classes dominantes partout dans le monde.

Le nom de Charles Darwin avec sa théorie a été abusivement utilisé pour défendre une hiérarchisation des êtres humains dans le domaine de l'intelligence couplée à la race, pour justifier la discrimination sexuelle, pour propager l'eugénisme et le génocide, la guerre et l'impérialisme, non seulement par le national-socialisme allemand et le fascisme italien, mais aussi par des Etats très démocratiques comme par exemple les Etats-Unis, la Suède et la Suisse¹⁸. Ses mots ont été déformés et tordus pour les faire correspondre aux idéologies visant à la stérilisation ou à l'élimination physique de celui qui est considéré comme « *inférieur* » ou « *dégénéré* ». Les distorsions de sa théorie ont largement contribué au rejet de celle-ci, mais elles n'ont jamais touché la théorie elle-même.

Charles Darwin n'a jamais manqué une occasion de critiquer l'eugénisme de son demi-cousin Sir Francis Galton,¹⁹ tout comme ce qui sera appelé plus tard le social-darwinisme inspiré par le pas du tout darwiniste Herbert Spencer,²⁰ avec son idée que la méchanceté naturelle l'emporterait toujours sur la bienveillance culturelle, qu'il en était ainsi, quoi que l'on fasse, et qu'un Etat minimal, libéral devrait être là pour veiller à garder tout le monde dans le rang.

Bien avant de publier la théorie qui le rendit célèbre, Charles Darwin écrivit : « *On a souvent tenté de minimiser l'esclavage en comparant l'état des esclaves à nos paysans les plus pauvres : si la misère de nos pauvres n'est pas provoquée par les lois de la nature mais par nos institutions, notre péché est grand ; mais qu'en est-il de l'esclavage, je ne vois pas (...) Ceux qui s'attendrissent sur le maître de l'esclave et qui manifestent leur froideur envers l'esclave, ne semblent jamais se mettre eux-mêmes à la place de ce dernier ; quelle si-*

¹⁸ Voir pour commencer Stephen Jay Gould, *The Mismeasure of Man*, 1981 (*La Mal-mesure de l'homme : l'intelligence sous la toise des savants*).

¹⁹ Sir Francis Galton, qui émit beaucoup d'hypothèses qui pouvaient sembler plausibles à l'époque, fut à l'initiative du débat « *nature contre culture* ». Galton rejetait la « *soft inheritance* » (« *transmission des caractères acquis* ») du lamarckisme, à la différence de Darwin lui-même par manque de bons arguments, et défendait la « *hard inheritance* » (« *la sélection naturelle* ») par la seule section, contrairement à Darwin également (voir <http://galton.org>).

²⁰ *Social Statics : The Man versus The State* (1851), de Herbert Spencer - avec toute sa confiance dans le progrès graduel dans la nature et la société -, fut publié bien des années avant que le livre de Darwin *L'origine des espèces* n'ait tendance à être considéré comme une extension du social-évolutionnisme de Herbert Spencer. En 1862, Herbert Spencer publia son *First Principles of a New System of Philosophy*, dans lequel, inspiré par Darwin ; il lança le très contesté slogan de la « *sélection des plus aptes* », qui fut ensuite copié par Charles Darwin avec réticence (Voir <http://oll.libertyfund.org>). A la fin de sa vie, Darwin se plaignait que, quelle qu'en soit la formulation, cela n'aurait de toute façon fait aucune différence pour ceux qui ne veulent pas comprendre.

nistre perspective, sans même un espoir de changement ! Imaginez-vous que, par le hasard, se réalise cette menace permanente que votre femme et votre petit enfant [...] vous soient arrachés et soient vendus comme des bêtes au premier venu ! Et ces actes sont faits et minimisés par des hommes, qui professent l'amour du prochain comme de soi-même, qui croient en Dieu, et prient pour que sa Volonté soit faite sur terre ! On fait couler le sang, tout en ayant le cœur tremblant [...] »²¹.

Et quelques années plus tard il ajouta : « Aussi essentiel que ce qu'a été et est encore la lutte pour la vie, en ce qui concerne le plus fondamental de la nature de l'homme, il y a cependant d'autres choses plus importantes. En effet, les qualités morales évoluent, directement ou indirectement, beaucoup plus comme le résultat des habitudes, du pouvoir de la raison, de l'instruction, etc., que par la sélection naturelle ; bien qu'on puisse sûrement attribuer à cette dernière les instincts sociaux, qui ont assuré la base du développement du sens moral »²².

Il désapprouvait aussi les conclusions souvent tirées de sa théorie : « J'ai eu dans un journal de Manchester un avis plutôt bon montrant que ma théorie a 'peut-être raison', et donc que Napoléon a raison, et que tous les commerçants tricheurs ont raison »²³.

Le nom de Karl Marx a lui aussi été abusivement utilisé pour justifier la répression brutale et barbare, les morts dans les camps du stalinisme et du maoïsme, et les caricatures de capitalisme d'Etat de l'ex-bloc impérialiste des pays de l'Est, de la Chine, de Cuba et du Cambodge, sans parler de tous les autres. L'implosion du bloc de l'Est en 1989 est supposée avoir fourni la preuve finale que le communisme était mort, que le marxisme avait fait faillite et que la classe ouvrière avait disparu. Entretemps, le pseudo-scientifique lyssenkoïste qui fut longtemps présenté comme une « *biologie marxiste* » dans l'ex bloc de l'Est, et aussi en dehors de celui-ci parmi les compagnons de route du stalinisme, a été mis au rencart²⁴. L'effondrement du stalinisme a mis fin au plus grand mensonge de l'histoire, l'idée selon laquelle la « *construction du socialisme en un seul pays* » est possible, ce qui n'était rien d'autre qu'une justification d'une autre forme de nationalisme

et d'impérialisme. La banqueroute du stalinisme a ouvert la voie à une meilleure compréhension de ce que Karl Marx a vraiment mis en avant.

Le vingtième siècle a montré comment les plus grandes découvertes peuvent être et ont été dévoyées dans des idéologies pseudo-scientifiques qui les ont détournées contre l'humanité dans l'intérêt d'une minorité et du maintien d'un système social obsolète. Mais comme les questions n'ont pas disparu, tout deux, le darwinisme et le marxisme ont survécu et suscitent plus que jamais l'attention.

Au cours de ces cinquante dernières années, la synthèse moderne de la théorie de l'évolution, élaborée pendant la seconde guerre mondiale, a été présentée comme très humaniste. C'était un mélange de besoins scientifiques et politico-idéologiques. Il en serait terminé de l'eugénisme et du social-darwinisme. Les lois de l'hérédité de Gregor Mendel, la théorie du germe d'August Weismann, les mutations d'Hugo De Vries, et finalement la classification des espèces de Willi Hennig, ont toutes contribué à une formidable synthèse, et effectivement d'énormes avancées ont été faites, en particulier et parmi les plus spectaculaires dans le domaine de la génétique. Il n'en reste pas moins que de sérieuses questions subsistent.

Les biologistes tendent à observer la société humaine et les êtres humains d'un point de vue essentiellement biologique, et quand ils n'ont pas une compréhension claire du développement de la société humaine, qui ne fait pas partie de leur champ d'application de leur profession, ils tendent aussi inévitablement à transposer leurs propres préjugés sociaux dans leur science naturelle. Par ailleurs la bourgeoisie, classe dominante historiquement limitée, ayant un intérêt dans l'extraction du surtravail, mais tout en excluant du travail (et donc de la vie sociale) une partie toujours plus grande de l'humanité, développera inévitablement une compréhension limitée, à courte vue, une fausse conscience à la fois de la nature, et de la société humaine. Dans ce sens, la science est conditionnée par la société qui la produit, [and it comes down to begging for further disasters], et doit être critiquée à la fois d'un point de vue marxiste et darwinien.

Après un siècle et demi, il est plus évident que jamais qu'il est même difficile de comprendre l'un sans l'autre. Les véritables résultats des sciences naturelles n'appartiennent à aucune classe sociale en particulier. C'est dans ce sens qu'Auguste Bebel écrivit que « *le darwinisme, comme toute vraie science, est une science hautement démocratique* »²⁵. Alors que la science peut être étudiée par tout le monde, d'une part, tout un chacun n'a ni les moyens, ni le bagage nécessaire pour apprécier ou juger le progrès réellement accompli et pour distinguer celui-ci des préjugés sociaux qui l'accompagnent, et ensuite, la science est moins que jamais une activité d'individus que celle de grandes institutions reposant sur des financements importants qui

²¹ [traduit de l'anglais par nous] *Voyage of the Beagle*, 1845, Chapter XXI, Mauritius To England, p. 500.

²² [traduit de l'anglais par nous] Charles Darwin, *The Descent of Man*, 1871, Vol. II, p. 404 (ou voir la traduction en français : *La Filiation de l'homme et la sélection liée au sexe*, 1999, Éditions Syllepse, Institut Charles Darwin International).

²³ Charles Darwin à C. Lyell, janvier 1860, *Life and Letters*, Vol. II, p.262. Ce ne fut pas seulement vrai qu'à Manchester : *'Alas for Darwin ! If he were alive, he would experience the drawbacks of popularity. French men are just now fathering on him a "new race of small carnivora, that avail themselves of the excellent invention of the struggle for life, as a scientific excuse for every sort of villany"'* (P. Lafargue, *Darwinism on the French Stage*, Time, février 1890, p. 149 et 156: <http://www.marxists.org/archive/lafargue/1890/02/darwin.htm>).

²⁴ Pour deux biologistes occidentaux au moins la montée du Lyssenkoïsme a contribué à leur rupture avec le stalinisme : J.B.S. Haldane en 1950 et John Maynard Smith en 1956 ; tout deux ont contribué à la théorie de l'évolution et sont de bonnes lectures.

²⁵ August Bebel, *La femme et le socialisme*, 1891, La femme dans le présent, Day, Chapitre XIV, La lute des femmes pour l'éducation, 4, Le darwinisme et la situation sociale de la société.

ne sont fournis que pour des raisons spécifiques : le simple besoin de nouvelle technologie, ou les seuls besoins idéologiques.

Karl Marx écrit dans son analyse du capitalisme : « *L'évolution des formes économiques de la société est présentée comme un processus de l'histoire naturelle* »²⁶. Cela ne signifie pas seulement que nous avons besoin de comprendre beaucoup mieux le processus de l'histoire naturelle pour être capable de comprendre le développement social, mais aussi que nous avons besoin de voir ce que les deux ont en commun et en quoi ils sont différents. Même si les marxistes peuvent avoir de fortes opinions sur les résultats des sciences naturelles, le « *marxisme* », contrairement aux prétentions staliennes, ne tranche pas sur les questions de sciences naturelles.

Les marxistes ont toujours été des défenseurs critiques du darwinisme²⁷. Pourtant, la *Gauche communiste* a très peu élaboré sur le sujet, ou, en la matière, sur les sciences naturelles en général. Très peu de scientifiques naturalistes ont été attirés par la *Gauche communiste*, et bien que beaucoup de militants de la *Gauche communiste* aient étudié sérieusement les sciences naturelles, ils ont très peu publié sur le sujet. Pour les révolutionnaires, décimés après la défaite de la vague révolutionnaire 1917-23, il fallait tirer les leçons des événements pour préparer de nouvelles batailles à venir, et les sciences naturelles disparurent de leurs préoccupations, les priorités se situaient ailleurs. Pour sauver l'honneur de la *Gauche communiste* il y eut cependant des exceptions. En 1946, Anton Pannekoek publia *Anthropogenesis*²⁸, une analyse dans une perspective marxiste et darwiniste de l'origine de l'homme²⁹.

Avec cette série d'articles dans *Controverses* nous efforcerons de fournir des éléments pour relancer le débat, sans conclusions arrêtées d'avance, des deux points de vue marxiste et darwiniste³⁰. La *Gauche communiste* ne peut pas rester silencieuse sur des su-

jets aussi importants que la théorie de l'évolution et des origines de l'homme. Ignorer le sujet l'amènerait à se discréditer et à semer la confusion dans ses rangs avec les théories à la mode du jour³¹. Cette tâche est d'autant plus urgente qu'une nouvelle génération intéressée par les positions de la *Gauche communiste* reprend la question et ne peut plus se satisfaire des réponses floues et faciles de la « *vieille garde* ». Il y a un travail à faire, pas seulement pour clarifier de façon académique, mais aussi parce que cela a des répercussions pour tout ce qui est devant nous. Y a-t-il un *but* dans la nature ou la société ? La vraie question n'est-elle pas ce que nous voulons en faire, comprendre comment cela fonctionne aujourd'hui ?

Vico Mundele (la traduction française de cet article originellement écrit en anglais a été assurée par OP)

²⁶ [traduit de l'anglais par nous] Karl Marx, *Capital*, Vol. I, Préface à la seconde édition.

²⁷ Voir en particulier l'*Anti-Dühring*, Friedrich Engels, 1878, et ses notes publiées sous le titre de *Dialectique de la nature* en 1934 seulement ; l'article inachevé mais fondamental sur *Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme*, avec le fameux '*raccourci lamarchien*' fut publié la première fois en 1896 dans *Die Neue Zeit*.

²⁸ Publié en hollandais (1945), anglais (1953) et esperanto (1978) ; cet effort nécessite d'être poursuivi.

²⁹ Il y a beaucoup d'autres textes d'Anton Pannekoek sur le sujet, par exemple *Natural Sciences and Society*, publié en hollandais (1946) et en français (1969).

³⁰ Pour relancer le débat, il semble d'abord nécessaire de republier les travaux cités, et de préparer plus de traductions pour ouvrir le débat internationalement. Pour la publication, *Marxisme et Darwinisme* et *Anthropogenesis* seront réédités en anglais et en néerlandais sur le site de *Controverses*, avec de nouvelles références et notes explicatives, et de nouvelles traductions en français sont en préparation. Pour d'autres traductions, nous lançons un appel à nos lecteurs pour nous aider à rendre disponibles les textes dans d'autres langues, soit en publiant des traductions existantes ou en en faisant de nouvelles.

³¹ En particulier : le marxisme vulgaire de travaux comme ceux de Antonio Rosa Damasio et de beaucoup d'autres neurologistes, qui écrivent encore dans la bonne vieille tradition « *moniste* » libérale, athées et révisionnistes comme Herr de Karl Vogt, Ludwig Büchner et Jakob Moleschott. C'est en 1852 que Karl Vogt écrivit : « *Le cerveau sécrète la pensée comme l'estomac sécrète le suc gastrique, le foie la bile, et les reins l'urine.* » Même s'il est toujours intéressant d'en savoir plus sur comment notre cerveau fonctionne, il est aussi important de se rappeler que *nous pensons*, et que nos cerveaux ne fabriquent pas notre pensée *pour nous*. Nous aborderons aussi le renouveau de popularité du courant vitaliste de la psychanalyse de Sigmund Freud dans une série qui commencera dans le prochain numéro de *Controverses*.

Appel au milieu révolutionnaire (*Perspective Internationaliste*) & notre réponse

A regarder le monde actuel, nous y voyons un urgent besoin de révolution qui contraste avec une profonde faiblesse des forces révolutionnaires. Certaines de leurs divergences sont importantes. Et pourtant, ces forces révolutionnaires ont aussi des choses essentielles en commun, des positions internationalistes et révolutionnaires qui les séparent de ceux dont le discours contestataire n'est finalement qu'un prétexte pour la perpétuation de la forme capitaliste de la valeur. Nous utilisons délibérément le terme de '*pro-révolutionnaire*', parce que seule l'histoire sera capable de juger si ce que nous faisons, discutons, publions, intervenons, etc. possède un impact révolutionnaire ou non. Nous le voulons très certainement. Mais agissons-nous en conséquence ?

1- La crise économique actuelle n'est pas juste une baisse conjoncturelle, le résultat d'une avidité débridée. Ce n'est pas une crise du néolibéralisme mais une crise du capitalisme. Elle démontre l'obsolescence historique du capitalisme, le besoin urgent de l'éradiquer dans son essence et de le remplacer par un monde dans lequel la satisfaction des besoins humains constituera la force motrice et non plus le profit, un monde qui ne sera plus gouverné par la loi de la valeur, plus divisé en nations, races et religions, un monde dans lequel l'auto-émancipation des exploités fera, pour la première fois, de la liberté individuelle une réalité.

2- Les conséquences de cette crise sont et seront de plus en plus dévastatrices. Dans ses tentatives désespérées de réduire les coûts pour restaurer son taux de profit, la classe capitaliste inflige un chômage de masse, des coupes dans les salaires et allocations pour les ouvriers, la faim, les maladies et la perte de logement pour tous les déshérités. Pour la même raison, elle continue son attaque contre l'environnement. De plus, la crise renforce la voie qui mène à la guerre. Quand les moyens économiques classiques pour l'obtention du profit sont bloqués, l'utilisation de la violence devient de plus en plus tentante, le besoin de dévalorisations au sein du procès d'accumulation engendre des destructions encore plus grandes.

3. La seule force capable d'empêcher le capitalisme d'entraîner l'humanité dans les abysses est la révolution internationale de la classe ouvrière. La seule façon pour cette révolution de réussir c'est via le développement de l'auto-organisation collective de la classe ouvrière en lutte brisant toutes les divisions que le capitalisme lui impose. De cette auto-organisation des luttes émergera l'auto-organisation d'un monde post-capitaliste.

4- La crise provoque inévitablement des convulsions sociales. Dans chacune d'elles, des forces contradictoires sont à l'œuvre. Il y aura des voix plaidant pour l'abandon de la lutte. Il y aura ceux qui défendront le particularisme de chaque lutte pour la maintenir isolée. Il y aura ceux qui essaieront d'aiguiller la colère envers le capitalisme contre les ouvriers de nationalités différentes, contre les immigrants ou autres boucs émissaires. Mais dans chaque lutte, apparaîtra aussi le besoin de la pousser en avant, d'emmener le mouvement aussi loin qu'il peut aller ; il y aura des voix pour plaider en faveur de l'extension des luttes, de l'unité des exploités, pour une auto-organisation collective, contre le respect des lois et institutions capitalistes. Et, de plus en plus, il y aura clairement des voix disant que le réel ennemi c'est le capitalisme lui-même.

5- Ce que seront les résultats de la confrontation de ces forces contradictoires n'est pas prédéterminé. Les pro-révolutionnaires reconnaissent qu'ils sont un facteur de l'équation. La force sociale qui travaille au renversement du capitalisme prend plusieurs formes et ils sont une de celles-ci. Ainsi, ils participent dans les luttes des exploités autant qu'ils peuvent du côté de ceux qui poussent à élargir le combat.

6- Leur clarté théorique peut être un important catalyseur dans le développement de la compréhension, dans toute la classe ouvrière et plus largement, de ce qui est en jeu. Mais pour jouer son rôle, le milieu pro-révolutionnaire doit dépasser sa fragmentation en se présentant ensemble pour défendre les positions révolutionnaires de base avec une voix forte et claire.

7- Il est temps que le milieu pro-révolutionnaire reconnaisse ouvertement que l'accélération de la crise capitaliste, dans sa profondeur et son étendue, a considérablement élevé les enjeux. Ceci nécessite de mesurer ses divergences et désaccords en regard de ces responsabilités urgentes de l'heure. Bien sûr, les groupes et cercles dans le milieu révolutionnaires sont profondément divisés, mais si chacun a une volonté de défendre les positions révolutionnaires alors la base est présente pour les mettre en avant ensemble. A la lumière de ces enjeux, il nous faut diffuser nos idées de façon publique et le plus souvent possible au travers de discussions communes, de meetings communs, de prises de position communes et d'interventions. Si le milieu pro-révolutionnaire ne met pas en avant cette

perspective, qui le fera ? Qui discutera ouvertement au sein de la classe ouvrière à la fois de la signification historique de ses luttes en regard de cette crise et des implications au cas où la classe dominante imposerait ses choix ?

8- Les désaccords théoriques ne constituent pas un obstacle à travailler ensemble, ils font partie des choses courantes de la vie révolutionnaire prolétarienne ; l'obstacle est le sectarisme. Le milieu a un choix crucial à faire. Etre d'accord avec l'appel ci-dessus ne sera qu'une première étape ; nous devons le faire aujourd'hui. Et nous n'avons pas l'éternité pour y réfléchir. Le capitalisme ne va pas mourir de lui-même. Quant à nous, nous sommes décidés à assumer notre contribution. 02/03/2009

Notre réponse

Nous saluons et nous soutenons l'appel de *Perspective Internationaliste (PI)* adressé aux groupes et cercles du milieu révolutionnaire. Nous en partageons tous les constats essentiels ainsi que leurs conséquences.

La situation dramatique de crise accroît terriblement les enjeux contenus dans la situation présente. Le prolétariat est bien la seule force sociale en mesure d'apporter une réponse à la crise d'un système devenu obsolète. Plus que jamais, le caractère généralisé de la crise du système capitaliste exige des réponses claires sur les voies et moyens que les révolutionnaires doivent proposer au prolétariat mondial lors de ses inévitables affrontements de classe à venir en vue de préserver l'humanité de l'avenir dévastateur que lui prépare la bourgeoisie.

L'internationalisme sera le point nodal de reconnaissance et de rassemblement des éléments les plus conscients parmi les avant-gardes du prolétariat. Malheureusement, non seulement ceux-ci sont dispersés et traversés de profondes divergences, mais aussi marqués par des conflits aux blessures douloureuses. Dès lors, nous soutiendrons tous les efforts qui seront faits visant à surmonter tous ces legs du passé.

En conséquence, en plus des nécessités et objectifs soulignés dans l'*Appel* de *PI*, nous pensons que, tout en tenant compte du contexte différent de période historique, il s'agira aussi de renouer avec l'esprit et les orientations qui animaient *Bilan* lorsqu'il traçait en 1933 dans l'introduction de son premier bulletin théorique que : « *Notre fraction en abordant la publication du présent bulletin ne croit pas pouvoir présenter des solutions définitives aux problèmes terribles qui se posent aux prolétariats de tous les pays. (...) elle n'entend pas se prévaloir de ses précédents politiques pour demander des adhésions aux solutions qu'elle préconise pour la situation actuelle. Bien au contraire, elle convie les révolutionnaires à soumettre à la vérification des événements les positions qu'elle défend actuellement aussi bien que les positions politiques contenues dans ses documents de base. (...) Octobre 1917 a été possible parce qu'en Russie existait un parti préparé de longue date, qui avait, au cours*

d'une série ininterrompue de luttes politiques, examiné toutes les questions qui se posèrent au prolétariat russe et mondial après la défaite de 1905. C'est de cette défaite que surgirent les cadres capables de diriger les batailles de 1917. Ces cadres se sont formés au feu d'une critique intense qui visait à rétablir les notions du marxisme dans tous les domaines de la connaissance, de l'économie, de la tactique, de l'organisation : aucun dogme n'arrêta l'œuvre des bolcheviks et c'est justement pour cela qu'ils ont réussi dans leur mission. (...) Ceux qui opposent à ce travail indispensable d'analyse historique le cliché de la mobilisation immédiate des ouvriers, ne font que jeter de la confusion, qu'empêcher la reprise réelle des luttes prolétariennes. (...) Et cette connaissance ne peut supporter aucun interdit non plus qu'aucun ostracisme. (...) Notre fraction aurait préféré qu'une telle œuvre se fit par un organisme international, persuadée comme elle l'est de la nécessité de la confrontation politique entre ces groupes capables de représenter la classe prolétarienne de plusieurs pays. Aussi serons-nous très heureux de pouvoir céder ce bulletin à une initiative internationale garantie par l'application de méthodes sérieuses de travail et par le souci de déterminer une saine polémique politique ».

Nous pensons donc que la reprise des contacts au sein du milieu révolutionnaire devrait également se pencher sur les tâches consistant à : « *Rétablir les notions du marxisme dans tous les domaines de la connaissance* », et ce sans « *aucun dogme* », sans « *aucun interdit non plus qu'aucun ostracisme* », sans « *opposer à ce travail indispensable d'analyse historique le cliché de la mobilisation immédiate des ouvriers* » et « *par le souci de déterminer une saine polémique politique* ». Car c'est uniquement sur la base d'un tel bilan que, à l'image des Bolcheviks, pourront progressivement s'élaborer les bases pour réussir un nouvel *Octobre 17*.

Cependant, quels que soient les choix retenus par ceux qui répondront positivement à cet *Appel*, nous nous engageons d'ores et déjà à soutenir toutes les initiatives, aussi modestes soient-elles, allant dans le sens tracé. En ce qui nous concerne, nous nous sommes déjà activement engagés dans ce sens : (a) en participant positivement au débat sur '*La crise*' organisé par *PI* en mars 2009 à Bruxelles ; (b) en répondant favorablement à son *Appel* ; (c) en nous engageant à y participer au maximum de nos moyens ; et (d) en proposant bientôt d'autres initiatives concrètes allant dans le même sens.

Nous souhaitons le plein succès à l'initiative de *PI* et sommes sûrs qu'elle rencontrera progressivement un soutien de plus en plus ample dans les semaines à venir, car nous avons des échos grandissants d'intentions de réponses positives de la part d'autres groupes et éléments avec lesquels nous sommes en contact.

Avec nos meilleures salutations révolutionnaires,
Forum pour la Gauche Communiste Internationaliste.
29/03/2009

Courrier de la *Lettre Internationaliste*

Notre tâche théorique de l'heure.

Et,...

Vive *Controverses* !

Le *Bulletin communiste* de Boris Souvarine proclamait déjà en 1924 que le communisme était en danger et qu'il fallait faire un effort de critique permanente de la théorie révolutionnaire pour combattre les déviations mortelles qu'elle avait subies. Voilà comment ce dernier l'écrivait alors dans sa revue :

« *Le communisme est en danger. Ceux qui prétendent au droit exclusif de le représenter n'expriment que déviations, altérations et dégénérescences, inévitables dans une période prolongée de stagnation du mouvement révolutionnaire, mais que l'on doit combattre pour qu'elles ne deviennent pas mortelles* » (...)

« *Le Bulletin communiste se propose, en même temps (...) de reprendre l'effort de culture marxiste...* »

« *La conception du Parti communiste mondial qui est nôtre ne signifie pas, ne saurait signifier l'atrophie de l'initiative de chaque Parti, de chaque groupe, de chaque militant.... C'est au contraire de la somme de ces initiatives, de ces traditions, de ces contributions originales que se dégage la pensée collective du communisme international* ».

Et plus loin le *Bulletin communiste* reprend une formule de Lénine que nous faisons nôtre : « *Le devoir des communistes est de ne pas taire les faiblesses de leur mouvement, mais de les critiquer ouvertement afin de s'en délivrer plus vite et plus complètement* » (in *Bulletin communiste* numéro 7, 1924, page 98 à 100)

Ce travail est à reprendre encore plus fortement et de façon d'autant plus déterminée aujourd'hui, après :

- * la contre révolution stalinienne ;
- * la deuxième guerre impérialiste ;
- * la rupture organique d'avec les organisations révolutionnaires du passé qui a frappé le mouvement révolutionnaire ;
- * l'existence de nouvelles générations de travailleurs qui d'une part n'ont pas encore acquis la conscience de classe comme celle des anciennes générations d'avant la contre révolution mais qui, d'autre part, n'ont aucune référence par rapport à l'ancien mouvement ouvrier.

Les conséquences de ces drames se font toujours sentir sur notre mouvement.

Les organisations de la *Gauche Communiste* qui ont survécu se sont attelées en priorité, dans les années 30, à faire le bilan de l'échec de la révolution mondiale. Ensuite, dans les années qui ont suivi, elles ont maintenu le drapeau de la révolution ce qui n'était pas

si mal. Mais, la théorie révolutionnaire a été oubliée, surtout, les révolutionnaires ont été considérés comme des extraterrestres durant toute cette phase de la vie de l'humanité. Cette dernière se termine par la déconfiture de cette forme de capitalisme d'Etat et financier mondialisé où toute la bourgeoisie s'est vautrée sans vergogne dans des bacchanales somptueuses au dieu argent-roi tout en entraînant le monde dans la pauvreté, la précarisation et la guerre sans fin.

Voilà à quelle situation nous sommes confrontés. Il ne s'agit pas de remettre en cause les fondements du marxisme mais bien d'utiliser sa méthode pour approfondir et confronter nos positions théoriques et politiques. C'est ainsi qu'il nous faut reprendre le bâton de pèlerin pour poursuivre la réflexion et « revisiter » le marxisme qui n'a pas été profondément remis en chantier depuis le début du XX^e siècle. Or les connaissances scientifiques ont progressé, par exemple, sur l'origine de l'humanité et en anthropologie par rapport aux sociétés communistes primitives ce qui devrait être d'un très grand enseignement par exemple pour la période de transition au communisme.

N'y a-t-il rien à en tirer pour le marxisme ?

Le lecteur comprendra que la tâche est immense et l'enjeu est sérieux à un moment où le capitalisme vit la plus grande crise économique de son histoire et que l'on ne sait pas très bien comment il va pouvoir s'en sortir. Et pendant ce temps la classe ouvrière souffre déjà terriblement dans sa chair. Demain, elle va subir encore plus fortement les effets de la grande dépression qui va s'en suivre avec son cortège de chômeurs et de miséreux.

A nous, *Gauche communiste* d'être à la hauteur des enjeux qui se préparent pour en finir avec ce monde abject.

Modestement, c'est ce que s'était fixée *La Lettre Internationaliste* avec moins d'ambitions que les camarades qui ont pris l'initiative de publier la revue *Controverses*.

La Lettre s'était limitée à l'approfondissement autour de certaines questions comme la décadence du capitalisme, la remise en cause de la notion de « décomposition » (chère à certaines organisations de la *Gauche communiste*) qui cherche à tout expliquer et donc rien et surtout évite de se confronter à la réalité du monde actuel pour le comprendre. La remise en cause de la notion de « parasitisme » comme largement inopérante pour qualifier certaines attitudes dans le milieu politique. La vie du milieu politique est telle qu'elle est, nous n'y pouvons rien. Il est bien plus utile de s'y confronter et d'y mener des controverses et polémiques. Quel contresens pour des communistes qui ne vivent que par le débat politique et théorique avec

une pensée progressant par le dépassement des controverses.

La Lettre était revenue sur la question de la crise de l'économie, remettant en avant la question de la baisse tendancielle du taux de profit en rapport avec la question de la saturation des marchés pour mieux expliquer la crise de l'économie du capitalisme.

La Lettre a défendu une conception du Parti comme étant la conséquence et la nécessité de la conscience de classe. Et de ce fait elle a reconnu que la conception générale et dominante dans le milieu politique actuel était encore très empreinte de visions conseillistes.

La Lettre a conclu que la conception sur la question impérialiste qui défend l'idée que les guerres d'aujourd'hui n'avaient plus de contenu économique est fautive. Ces aspects sont toujours présents dans les

conflits même s'ils n'expliquent pas tout. Les aspects économiques ne sont pas devenus secondaires comme le pensent certains. Ils jouent un rôle aussi important que la stratégie globale des puissances impérialistes.

Il fallait aussi réévaluer les trois aspects contenus dans la situation présente : le rapport de force entre les classes, la question économique (déjà indiqué ci-dessus) et la question des alignements impérialistes.

Immédiatement, l'on constate que l'ambition de **Controverses** est d'une toute autre ampleur. C'est pourquoi nous saluons son initiative et lui souhaitons de réussir. Nous nous appliquerons avec nos modestes moyens de l'y aider.

La Lettre Internationaliste

Les 90 ans de *Kommunist* (I^{ère} partie)

La fraction de gauche du POSDR (Parti Ouvrier Social Démocrate de Russie)

On sait l'importance que Staline attachait à la transformation de l'Histoire en mythe. Aurait-il réussi à tout falsifier ? Jamais dans l'histoire l'on a autant traité d'un épisode historique comme la révolution russe et le parti qui en a été l'acteur essentiel : le parti bolchevik. Et, à l'arrivée, on a un mythe. La véritable histoire de cet événement reste encore à faire. Plus qu'une réécriture de l'Histoire, Staline d'abord et la bourgeoisie à sa suite ont réussi à imposer un mythe. Et l'on sait ce que valent les mythes ! Tout cela est ahurissant. Sait-on ce qui est advenu de l'histoire de la Commune de Paris ? Qui en connaît sa réelle existence et ses enjeux ? Pas grand monde, et quand il en est question, son histoire en France est très consensuelle : il ne faut surtout pas qu'apparaisse la confrontation entre les deux classes fondamentales de la société, la bourgeoisie et le prolétariat.

Pour la révolution russe et le parti bolchevik, le tour de force est encore plus extraordinaire car il y a des milliers de livres d'histoire et d'ouvrages en tout genre. Il existe « des » histoires, mais l'on a tout transformé, il ne reste plus pierre sur pierre. C'est une réussite. Les révolutionnaires eux-mêmes sont soumis aux idées dominantes et à l'imagerie d'Épinal.

Tout doit être rebâti. Il faut casser l'imagerie du parti bolchevik véhiculée, non seulement par les stalinien, mais aussi par les trotskistes qui sont focalisés sur le léninisme en tant que théorie et sur la fameuse *Opposition de Gauche* du milieu des années 20, et aussi par les révolutionnaires qui se laissent également bluffer par ce parti bolchevik qui serait 'le parti sans tâche' ou 'le parti modèle'.

Georges Haupt écrit par exemple : « Si à Lénine et à Trotski sont consacrés des dizaines de livres et d'études dans les pays capitalistes, la pléiade des dirigeants de la révolution d'Octobre reste encore peu connus. L'histoire sans visages où seules les grandes personnalités prennent du relief domine encore » (1). Qu'est ce qu'une révolution qui toucha l'immense masse et qui n'aurait que deux visages ? C'est bien là une vision bourgeoise qui ne voit dans l'histoire que celle des chefs. Pour nous marxistes, l'histoire est faite par les classes sociales. Déjà à ce niveau il existe un énorme contresens.

Le même Georges Haupt poursuit : « On évoque les noms des militants, on projette les traits de Lénine sur tous ces révolutionnaires, ou bien des portraits rapides et erronés dus à des sources non contrôlées, donnent des bolcheviks de 1917 l'image d'un groupe de gens sans profil, sans personnalité » (2).

Il est bien évidemment extraordinaire de lire que « Après 50 ans (3) sauf pour les spécialistes, les auteurs et les acteurs des 'dix jours qui ébranlèrent le monde' sont restés des noms cités, mais sur lesquels il faut de laborieuses recherches pour obtenir des renseignements biographiques précis » (4).

Et ainsi, l'histoire de la fraction du parti bolchevik créée au moment de la signature du traité de paix à Brest-

¹ Page 9 in Georges Haupt et J-J Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Maspero, Paris, 1968.

² Ibidem.

³ Maintenant c'est 80 ans.

⁴ Ibidem.

Litovsk avec l'Allemagne en 1918, et tout le débat qui s'en est suivi sur les mesures de la période de transition, est encore aujourd'hui très mal connu voire inconnu⁽⁵⁾. Dans cette période, le parti est divisé en deux fractions égales entre la gauche, majoritaire un certain temps, et une aile de droite et du centre. Lénine qui appartenait au centre a été alors mis en minorité ; il a même été envisagé de l'arrêter ! Les socialistes révolutionnaires avaient espéré une alliance quelque temps avec les Communistes de gauche, sous le couvert de Boukharine, Piatakov, etc... pour aboutir à un gouvernement des conseils différent qui aurait dû entreprendre la guerre révolutionnaire. Fin février ils firent une démarche auprès de Piatakov et de Boukharine en vue de former un nouveau gouvernement de coalition. Ils envisagèrent d'arrêter Lénine pendant vingt-quatre heures et d'en profiter pour déclarer la guerre à l'Allemagne⁽⁶⁾ !

1 - Le monolithisme du parti bolchevik ?

Cet épisode est caractéristique à plus d'un titre, il montre que le parti bolchevik n'a jamais été un parti monolithique contrairement à l'idée universellement répandue. Au contraire, il a été parcouru par tout un tas de tendances qui font éclater la formule confuse et simpliste « de 'vieille garde bolchevique', puis le terme à résonance uniforme et apparemment monolithique de 'bolcheviks' »⁽⁷⁾. En effet, il nous semble que le terme de bolchevik, mille fois répété, a bien souvent obscurci la réflexion. Le parti recouvre une myriade de composantes qui traversent toute la société russe dans sa globalité - et dieu sait si ce territoire est immense - et un creuset de contradictions accompagné d'un millefeuille de populations disparates. Que recouvre le terme de bolchevik ? L'erreur serait de ne voir les choses qu'en noir et blanc alors que le contexte politique est multiforme et qu'il s'étage sur plusieurs plans dans un kaléidoscope chamboulé et bouleversé par Octobre. Et l'on sait par ailleurs que les termes de « *léninisme* » et celui de « *trotskisme* » eux-mêmes ont été créés de toute pièce pour la lutte pour le pouvoir de Zinoviev contre Trotski d'abord, et de Staline contre les 'vieux bolcheviks' ensuite.

Zinoviev qui a créé le concept de '*trotskisme*' a ensuite dévoilé lui-même devant les militants de Leningrad du parti en 1926 comment il l'avait créé pour les

⁵ Le noyau de cette fraction (qui était à la tête de la fédération de Moscou du parti bolchevik) avait été le plus ferme soutien de Lénine dans la défense de ses *Thèses d'avril* (1917) et au moment de l'insurrection en *Octobre 1917*. Boukharine avait aussi été l'inspirateur principal de la position que Lénine va développer dans *L'Etat et la révolution*, et nombre d'éléments de cette fraction se retrouveront plus tard à la base des noyaux de la *Gauche Communiste* en Russie qui lutteront contre la dégénérescence de la révolution.

⁶ *Pravda* du 3 janvier 1924, cf. lettre signée de Smirnov, Pokrovsky, Préobrajensky, Stoukov, Radek, Iakovleva, Piatakov, tous anciens communistes de gauche. Cité dans *Les bolcheviks et l'Opposition*, L. Schapiro, Les îles d'or, Paris, 1958, pages 109 et 110.

⁷ G. Haupt, *ibidem*, page 16.

circonstances. Cette création, « *c'était la lutte pour le pouvoir. Tout l'art consistait à savoir relier les anciennes divergences de vues avec les nouvelles. C'est justement pour cela que le 'trotskisme' fut mis au premier plan* ». Et, ...« *mais enfin, c'est nous-mêmes qui avons inventé ce 'trotskisme' au cours de la lutte contre Trotski* »⁽⁸⁾.

Arrêtons de créer des '*ismes*' qui ne veulent rien dire et qui bloquent la réflexion au sein du mouvement ouvrier ! Celui-ci doit lutter contre les dogmes qui l'ossifient et laisser souffler un vent nouveau pour le régénérer.

Contrairement à tous les dires des scribouillards et tous les clercs en dogmes et théologiens en soutanes violettes, le parti bolchevik fut un parti parfaitement vivant au sein duquel tout le monde s'exprime et développe ses positions politiques. Ce fut le mode de fonctionnement normal du POSDR et de celui de tout parti révolutionnaire. Il n'y en n'a pas d'autres. C'est la seule richesse de la classe ouvrière. La fraction de gauche du parti communiste italien ne s'y est pas trompée lorsqu'elle écrivit en 1932 : « *l'histoire de Lénine, c'est l'histoire des fractions* » !

Avant la révolution

Indépendamment de l'existence des deux principales fractions (bolcheviks et mencheviks) du parti social démocrate russe (POSDR) qui se sont divisées puis réunifiées plus d'une fois au début du XX^e siècle avant leur séparation définitive en 1912, il existait de nombreuses autres fractions qui recoupaient ces deux premières. Lénine lui-même le précise dans sa « *Lettre ouverte à tous les sociaux-démocrates pro parti* » adressée à la rédaction de la *Rabotchaïa Gazéta*⁽⁹⁾ le 22 novembre 1910 sur la nécessité de se renforcer à la suite de la session plénière d'unification du Comité Central du POSDR de janvier 1910. Il est intéressant de noter les efforts faits par Lénine pour permettre la réunification des différentes fractions de la social-démocratie qui cohabitaient dans le même parti : « *Admettre de semblables scissionnistes*⁽¹⁰⁾ dans les centres du parti équivaldrait à sacrifier définitivement la cause de ce parti. Laisser subsister l'ancienne

⁸ Repris dans la lettre de Trotski du 21 novembre 1927 in *Contre le courant* numéro 24 du 9 mars 1929 pages 3 et 4 d'une déclaration de Zinoviev à des membres du parti de Leningrad dans l'appartement de Kamenev à Moscou fin 1927. C'est ainsi que la floraison simpliste des '*ismes*' (léninisme, trotskisme, luxembourgeoisisme, bordiguisme, etc.) ne sert qu'à édulcorer puis détruire la pensée révolutionnaire vivante. Elle empêche de penser. Le développement des '*ismes*' est un phénomène profondément lié avec l'histoire de la contre-révolution des dernières décennies.

⁹ *Rabotchaïa Gazéta* (*Le journal ouvrier*) : revue d'agitation bolchevique publiée irrégulièrement à Paris du 12.11.1910 au 12.08.1912. Seulement 9 numéros furent publiés. Le journal était dirigé par Lénine, avec l'aide de Kroupskaïa. Gorki lui apporta une aide considérable. Des mencheviks pro-parti (partisans de Plekhanov opposés aux '*liquidateurs*') participaient aussi à ce journal.

¹⁰ Il s'agit des otzovistes, partisans de Mach.

situation, alors que ces scissionnistes ont profité de leur présence dans les centres du parti pour freiner tout travail, pour décomposer le parti par l'intérieur au profit de M. Potressov ou des chefs de l'école «machiste»⁽¹¹⁾, cela reviendrait à causer un préjudice énorme et irréparable à la cause de l'unification du parti. C'est chose connue depuis longtemps : il ne suffit pas de dire «Seigneur, Seigneur» pour entrer dans le royaume des cieus. Nous aussi, après l'expérience du plénum, nous devons répéter : **il ne suffit pas de prononcer de belles phrases sur l'esprit de parti pour être pro parti**. Les gens du Goloss et de «Vpériod»⁽¹²⁾ ont provoqué la scission du parti après le plénum. C'est un fait. Trotski a été leur défenseur dans cette affaire. C'est également un fait. Pour enrayer cette scission, pour empêcher son extension, il n'y a pas d'autre moyen que de consolider, de renforcer, de sanctionner dans les formes le rapprochement de ceux qui ont effectivement œuvré pour le parti après le plénum, c'est-à-dire, les mencheviks pro parti et les bolcheviks ».

Après la révolution

Le parti n'a pas changé. Trotski, dans le texte qui suit⁽¹³⁾, répond aux zinoviévistes bolchévisateurs défendant l'idée que les fractions vont détruire le parti et fait l'histoire des fractions de ce dernier à cette époque. Il cite les différentes oppositions ou fractions qui se sont succédées dans le parti depuis octobre : « Il suffit d'étudier l'histoire de notre parti, ne fût ce que pendant la révolution, c'est à dire pendant la période où la constitution de fractions est particulièrement dangereuse, pour voir que la lutte contre ce danger ne pouvait se borner à la condamnation formelle et à l'interdiction. C'est en automne 1917 qu'a surgi dans le parti, à l'occasion de la question capitale de la prise de pouvoir, le désaccord le plus redoutable. Le rythme des événements donne une acuité extrême à ces désaccords qui aboutit presque immédiatement à la constitution d'une fraction : sans le vouloir peut être, les adversaires du coup de force firent bloc avec des éléments n'appartenant pas au Parti, publièrent leurs déclarations dans des organes du dehors, etc. »⁽¹⁴⁾ [...] Le deuxième grand dissentiment surgit à l'occasion de la paix de Brest-Litovsk. Les partisans de la guerre révolutionnaire⁽¹⁵⁾ constituèrent alors une fraction

véritable ayant son organe central⁽¹⁶⁾. [...] Provoquer une scission⁽¹⁷⁾ n'eut pas été difficile [...] il suffisait de lancer l'interdiction contre la fraction communiste de Gauche. Néanmoins, le parti adopte des méthodes plus complexes : il préféra discuter, expliquer, prouver par l'expérience et se résigner temporairement à cette anomalie menaçante qu'était l'existence d'une fraction organisée dans son sein ». Le parti fut alors divisé en deux fractions égales.

Voici un autre exemple décrit par Trotski : « La question militaire provoqua également la constitution d'un groupement assez fort et assez opiniâtre, opposé à la création d'une armée régulière avec un appareil militaire centralisé, des spécialistes, etc. ».

Puis, Trotski cite également le débat sur la question syndicale⁽¹⁸⁾ : « Des groupements nettement accusés se constituèrent à l'époque de la discussion mémorable sur les syndicats [...] [entraînant] un malaise profond du parti. [...] « La discussion sur le rôle des syndicats et de la démocratie ouvrière recouvrait la recherche d'une nouvelle voie économique. L'issue fut trouvée dans la suppression de la réquisition des produits alimentaires et du monopole des céréales » [...] « Le groupement le plus durable et, par certains côtés, le plus dangereux, fut celui de 'l'Opposition ouvrière'⁽¹⁹⁾ » [...] « Mais cette fois encore on ne se borna pas à une interdiction formelle ».

Cette pratique de libre discussion politique disparut après le X^e congrès du parti (mars 1921) avec la décision d'interdire les fractions. Mais l'on est déjà dans une autre période de la vie du parti, sa période de dégénérescence qui s'explique uniquement par le fait que la révolution mondiale est définitivement battue. Mais, cette décision fut dramatique pour le parti et la révolution, non seulement elle ouvrit la porte à la contre-révolution stalinienne, mais encore, elle dénatura ce que doit être le mode de fonctionnement d'une organisation communiste. Les effets s'en font encore sentir aujourd'hui dans certains milieux de la gauche communiste. Au départ cette mesure était pourtant temporaire. Au X^e Congrès du PCUS, Lénine au sujet d'un amendement de Riazanov condamnant de façon catégorique la création de fraction, disait d'ailleurs : « Et si l'on se trouve par exemple en présence d'une question comme la question de la conclusion de la paix de Brest [Litovsk], pouvez-vous garantir que de telles questions

¹¹ Le 'machisme' est un courant idéaliste. Il était répandu en Russie parmi les intellectuels. Certains écrivains bolcheviks (Bazarov, Bogdanov, Lounatcharski, etc..) adoptèrent ces idées. Dans *Matérialisme et empiriocriticisme* Lénine s'attaqua à ses conceptions comme Pannekoek dans *Lénine philosophe*.

¹² Journal créé par les élèves et les conférenciers de l'école bolchevik de Capri en rupture avec les positions de Lénine et se rapprochant de Bogdanov et de ceux que Lénine appelait les « liquidateurs » du parti. (cf. *Contre les liquidateurs*, Lénine, Editions du progrès, Moscou, 1972).

¹³ *Cours nouveau du Parti bolchevik* - in *Bulletin Communiste* n° 3 janvier 1924.

¹⁴ Trotski fait allusion à des membres éminents du parti : Zinoviev et Kamenev, Rykov, Chliapnikov, Riazanov, etc.

¹⁵ Les principaux étaient : Boukharine, Radek, Osinsky, Sapronov, Smirnov, Piatakov, Préobrajensky.

¹⁶ On sait que Trotski n'approuva pas cette fraction. Avant de se rallier à la position de Lénine, il défendait la position de « Ni paix, ni guerre ».

¹⁷ Pour la première fois dans cette période Lénine a été mis en minorité. C'est le changement de vote de Trotski qui permit à Lénine de regagner la majorité.

¹⁸ De novembre 1920 (V^e Congrès des syndicats) jusqu'en mars 1921 (X^e congrès du parti). Le comité central se partagea en 2 groupes l'un de 8 membres dont Lénine et l'autre de 7 dont Trotski, Boukharine, etc.. Le X^e congrès vota finalement la résolution inspirée par Lénine.

¹⁹ Tendances qui préconisa, lors de la discussion sur les syndicats, de transmettre à ceux-ci la direction de l'économie. Ses principaux représentants furent Chliapnikov, Medvediev et Kollontäi.

ne se reproduiront pas ? On ne peut pas répondre de cela. (...) Je le regrette mais, là, je crois que la suggestion du camarade Riazanov n'est pas réalisable. **Nous ne pouvons pas priver la masse du parti et les membres du Comité Central du droit de s'adresser au Parti si une question capitale provoque des différends.** Je ne me figure pas comment nous pourrions le faire »⁽²⁰⁾.

2 - Un peu d'histoire sur la Fraction de Gauche du POSDR (1918)

Le débat qui s'ouvrit avec Brest-Litovsk rappelle que l'existence d'une gauche dans le parti bolchevik ne date pas du milieu des années 20 comme Trotski et les trotskistes tentent de le faire accroire. Au total, il est aisé de constater que le parti bolchevik a toujours eu une gauche et qu'il a bien souvent été traversé par de nombreuses discussions sur toutes les questions comme ici la signature de la paix de Brest-Litovsk et les mesures à prendre pour amener la société russe vers le socialisme.

Nous pouvons dater la naissance d'une tendance communiste de gauche formalisée en Russie au 28 décembre 1917. Elle aura une continuité jusqu'à Miasnikov au travers du groupe '*centralisme démocratique*'.

Mais revenons en 1917 et rappelons les faits historiques. Le 14 novembre 1917, le gouvernement révolutionnaire entame les négociations d'armistice. G. E. Evdokimov, Ia. G. Fenigstein (Dolesky), V. N. Narchuk et Karl Radek du comité du parti de Petersbourg s'opposent à l'idée d'un quelconque traité avec les Etats impérialistes et appellent, au contraire, à la guerre civile internationale contre le capitalisme mondial⁽²¹⁾. Les négociations de paix avec les Austro Allemands débutent le 3 décembre. Adolf Ioffé dirige la délégation des révolutionnaires⁽²²⁾. Après un arrêt, la négociation reprend avec l'arrivée de Trotski le 27 décembre. Le but des révolutionnaires et de ce dernier est d'utiliser la négociation comme tribune pour parler aux peuples opprimés et aux travailleurs du monde embrigadés dans la guerre impérialiste. Adversaires de toute négociation secrète, les bolcheviks exigeaient la publication du compte rendu sténographique des pourparlers. Von Kuhlmann et le Général Hoffmann représentants des empires centraux, exaspérés, protestèrent à maintes reprises contre les discours d'agitation de Trotski et de Kamenev⁽²³⁾.

²⁰ Ibid, Trotski, page 292 et cité par Zinoviev au Plénum du CC d'octobre 1927 et traduit de la *Pravda* du 2 novembre 1927.

²¹ Varlanov, *Razoblachenie*, p. 42-5 ; Sorin, *Partiia i oppozitsiia* (Le parti et l'opposition, vol. 1, préface de Boukharine), page 14. Cité par Victor Serge.

²² Victor Serge, *L'An 1 de la révolution russe*, Maspero, 1971, page 165.

²³ Idem page 171.

Les communistes de gauche sont donc une fraction du parti défendant le principe de la guerre révolutionnaire. La question de la guerre s'est imposée du fait de la continuation de la guerre par l'impérialisme austro allemand et parce que, selon eux, la signature de la paix avec l'Allemagne et les Empires centraux, était un coup de couteau dans le dos des prolétaires de ces pays. Par ailleurs, la guerre ne pouvait pas être poursuivie de façon classique puisque l'armée russe s'était désagrégée. Peu de choses pouvaient être tentées. De son côté, la Gauche prônait la guerre révolutionnaire de guérilla.

Le 5 janvier, les Austro Allemands sont rendus furieux par l'agitation bolchevique et les révolutionnaires sont mis en demeure, ou de continuer la guerre, ou de souscrire à une paix considérée comme désastreuse, outrageante et démoralisante.

Du 9 au 18 janvier 1918, Trotski fait traîner les négociations avec la délégation allemande, comme tous les révolutionnaires, il craint l'ultimatum signifiant la reprise de la guerre. Il faut marteler, sans cesse, que le but est de tenir le maximum de temps dans l'attente de la révolution en Allemagne et dans les pays de l'ouest⁽²⁴⁾.

Le 28 décembre, Nikolai Osinski (V. V. Obolenski), A. Lomov (G. I. Oppokov) et Innokentii Stukov ont publié une résolution adoptée le même jour par la session plénière du bureau de la région de Moscou (Oblast). Un centre organisationnel des communistes de gauche est dirigé par Z. L. Serebriakova). La résolution demande la fin des négociations avec l'impérialisme allemand et la rupture avec les autres Etats impérialistes qualifiés de « voleurs ». Au début, Lénine penche vers cette politique⁽²⁵⁾. Parallèlement, le même jour, le comité de Moscou défend la politique dite « *du point de vue de Moscou* ». Beaucoup de leaders du parti rallient la politique de la guerre révolutionnaire. Osinski déclare : « *Je défends l'ancienne position de Lénine* ». Contrairement à ce qui fut dit ultérieurement, et comme Lénine va le développer dans sa polémique, cette position n'a jamais été celle d'intellectuels isolés de la base du parti dans le pays. Entre janvier et février 1918, l'opposition à la signature d'une paix séparée existe partout au sein du parti, de la base au sommet.

Cette opposition se manifeste également dans beaucoup de Conseils ouvriers et de Conseils locaux de toute la Russie dans lesquels les Mencheviks et

²⁴ Dans son rapport au III^e Congrès des soviets (10-18 janvier), Lénine commença par se féliciter du fait que le pouvoir des Conseils a duré, à ce jour, plus que la Commune de Paris qui n'exista que pendant 2 mois et 5 jours.

²⁵ Le 22 juin, Lénine au I^{er} congrès Panrusse des Conseils disait « *dans certaines conditions, la guerre révolutionnaire est inévitable et nulle classe révolutionnaire ne peut s'y soustraire* ».

les socialistes révolutionnaires (S-R) défendent ces mêmes idées contre une paix séparée avec l'impérialisme allemand. A Moscou, c'était le cas du bureau régional du Comité de district et celui du Comité de la ville. Le bureau de Petrograd adopte la même position au cours d'une réunion le 18 (5) janvier.

Le 21, les trois positions en présence dans le parti bolchevik se comptent au cours d'une importante réunion élargie de membres responsables du parti :

- 1- Les « *Thèses* » de Lénine pour la conclusion immédiate de la paix obtiennent 15 voix.
- 2- 32 voix se portent en faveur de la guerre révolutionnaire. Cette majorité se rend compte de l'impossibilité de la résistance mais estime qu'une offensive allemande, si elle était possible, provoquerait des deux côtés du front une explosion révolutionnaire.
- 3- 16 approuvent la formule de Trotski : « *ni guerre, ni paix* ». Ce dernier également considérait la guerre révolutionnaire comme impossible mais tenait à provoquer une rupture des négociations, afin que la capitulation possible fût arrachée par la violence allemande.

A la réunion du lendemain du Comité Central, Lomov et Krestinski sont les seuls à voter pour la guerre révolutionnaire, le Comité adopte la formule de Trotski par neuf voix contre sept (26).

Les négociations de paix sont reprises le 30 janvier à Brest-Litovsk. En même temps les communistes de gauche réclament une conférence extraordinaire du parti pour statuer sur le traité de paix. La conférence se réunit le 3 février (22 janvier). A l'exception de Stoukov (de la Gauche), tous les délégués se prononcent contre la rupture des pourparlers de paix. Mais il n'y en a que trois à se prononcer pour la signature du traité comportant des clauses d'annexion : Lénine, Zinoviev et Staline.

A la séance de négociation du 10 février, Kuhlmann présente un ultimatum et déroule une carte où les nouvelles frontières étaient tracées. Trotski prononce alors un discours de propagande très agressif et rompt les négociations avec les Empires centraux en déclarant que la Russie refuse de conclure une paix comportant des clauses d'annexion (27).

Le 17 février, nouvelle délibération du Comité central : c'est la première fois qu'il doit se prononcer de façon claire sur la question de la guerre révolutionnaire. Tous les membres votent contre la guerre, à l'exception de Boukharine, Lomov et Ioffé qui refusent de prendre part au vote. Quand on ose la question : faut-il signer la paix en cas d'avance impérialiste sans que la révolution n'éclate en Allemagne ?...le seul vote contre est celui de Ioffé. Trotski vote avec Lénine et ses partisans. Boukharine, Ouritsky et Krestinsky s'abstiennent.

Le 18 février, huit jours après la clôture des négociations, et violant les clauses de l'armistice selon lesquelles la reprise des hostilités devait être annoncées une semaine à l'avance, la nouvelle offensive allemande se déclenche (28). Elle ne rencontre aucune résistance. Les troupes allemandes avancent sans coup férir en usant des voies ferrées. Elles occupent en quelques jours (du 18 au 24) Revel, Dejitzza, Dvinsk, Minsk ; elles envahissent l'Ukraine (29). Le Comité central se réunit à nouveau, mais la demande de Lénine de signer immédiatement la paix fut rejetée par sept voix (dont celle de Trotski) contre six. Au cours de la journée, les mauvaises nouvelles du front influencent Trotski en faveur de la position de Lénine. Le soir même, le Comité vote une offre de paix immédiate par sept voix contre six.

Dans la foulée, le conseil des Commissaires du peuple vote la paix avec les voix des Socialistes révolutionnaires : quatre contre trois... pour ne pas se couper des Bolcheviks et sans savoir que le vote en leur sein s'est joué à une voix de majorité.

Quatre jours s'écourent avant la réponse des impérialistes allemands qui arrive le 24 février. La rigueur des conditions de la proposition d'armistice déchaîne la révolte au sein du parti. Les membres de la gauche démissionnent de tous les postes qu'ils occupent et se réservent le droit d'exposer librement leur point de vue à l'extérieur. Au regard de la gravité de la situation dans l'organisation, Lénine fait tout ce qu'il peut pour empêcher la scission alors que Staline déclare que la démission d'un poste responsable équivaut à la démission du parti. Lénine lui impose silence et sa tactique impressionne tout le monde. L'attitude est guidée par la volonté de préserver l'unité du parti dans une situation très délicate pour la survie de la révolution.

Ensuite, les communistes de gauche publient le premier numéro de la revue *Kommunist* le 20 avril 1918.

Et, en attendant, le 21 février, *la patrie socialiste fut proclamée en danger* (30) puisque les troupes allemandes avancent et menacent Petrograd, le reste du pays est bouclé par les autres troupes impérialistes. Il y a alors un changement au sein de la majorité bolchevik du Comité de Petrograd : le vote se décide à une courte majorité (de quatre voix seulement) en soutien à la décision du Conseil des commissaires du peuple (Sovnarkom) d'accepter la paix selon les conditions de l'armée du Kaiser Guillaume II.

Mais de nombreux Conseils de districts (raions ou rayons) et d'usines prennent des résolutions en faveur de la guerre révolutionnaire. Ainsi, celui

²⁶ Victor Serge, *L'An I...*, page 173.

²⁷ Victor Serge, idem, page 181.

²⁸ Victor Serge, idem, page 184.

²⁹ Victor Serge, idem, page 185.

³⁰ Victor Serge, idem, page 185.

d'Okhta prend une résolution proclamant qu'il vaut mieux mourir en combattant pour le socialisme international qu'écrasé par les forces de l'impérialisme international ⁽³¹⁾. 10 000 volontaires ouvriers se mobilisent pour la défense de la capitale pendant que d'autres rejoignent les gardes rouges.

Dans les autres villes du nord de la Russie : à Arkhangelsk, Mourmansk, Novgorod, Vologda, et aussi dans la région de la Volga, que ce soit au sein du parti bolchevik ou des Comités de ville contrôlés par celui-ci ainsi qu'au Conseil provincial de Saratov, le même sentiment se répand.

En janvier/février, mais pas au-delà, les réunions de la base du parti et les autres organisations ouvrières (hormis celles des paysans), défendent cette position. Toutefois, le 9 mai, le Conseil de Saratov demande encore à ses délégués de s'opposer à la ratification du traité de Brest-Litovsk au 4^{ème} Congrès des conseils de toute la Russie ⁽³²⁾.

Le 22 mars, même après le vote de ratification de la paix au 4^{ème} Congrès, le Comité exécutif du conseil de Sibérie avait continué de s'opposer à cette politique (17-2). En général, les provinces situées à l'ouest et donc plus directement en contact avec l'armée allemande, soutiennent le traité de paix mais ce n'est pas le cas pour les autres provinces.

Les réponses des Conseils locaux à la circulaire du 26 février du Comité exécutif central des Conseils le montrent amplement : sur 200 réponses, 105 sont favorables à la paix contre 95, ce qui signifie que la position défendue par les communistes de gauche n'est pas du tout isolée ⁽³³⁾.

Pendant toute cette période, les communistes de gauche représentent une force conséquente, c'est le cas durant plus de 6 mois et même après le vote sur la question de la paix de Brest-Litovsk puisque l'opposition se mue alors en opposition aux mesures centristes du gouvernement des soviets (notamment : arrêt des mesures de nationalisations des trusts et assouplissement des mesures financières qui auraient été nécessaire du point de vue de la Gauche).

Jusqu'au 14/17 mai 1918, à la 4^{ème} conférence régionale de Moscou, la Gauche publie par exemple sous l'égide du bureau régional de Moscou qu'elle contrôle, de nombreux articles polémiques sur les mesures politiques et sur la construction du socialisme. La plupart sont publiés dans les 4 numéros de la revue **Kommounist**.

Ces controverses dans le parti sur les mesures économiques et politiques de la période de transition sont fort intéressantes.

Cette revue **Kommounist** que les révolutionnaires se doivent de traduire est une véritable mine pour la réflexion. Le fond du débat se mène entre le centre du parti représenté par Lénine et sa gauche.

Lénine défend la nécessité de faire appel à des spécialistes dans les usines, les banques, l'administration et l'armée rouge naissante. La Gauche rappelle les principes révolutionnaires et la nécessité impérieuse que les Conseils ouvriers conservent tout le pouvoir même si le nouvel Etat rencontre de grandes difficultés pour faire vivre et fonctionner l'immense Russie.

Le combat de la Gauche est stoppé net en juillet avec le début de la guerre civile soutenue par l'ensemble des puissances impérialistes qui cherchent à étrangler la révolution. Dès lors tous les bolcheviks s'unirent contre la bourgeoisie internationale.... Ensuite le débat dans le parti reprendra trop tard avec les « Décistes » et l'Opposition ouvrière à un moment où la révolution est déjà perdue.

Olivier, (à suivre...)

³¹ *Pravda* 23 février 1918 et *Kommounist*, 5, mars 1918 (journal de Petrograd) ne pas confondre avec la revue du même nom, publiée le mois suivant à Moscou.

³² *Kommounist*, 5, mars 1918.

³³ *Kommounist*, 5, mars 1918.

Le Communisme, tout de suite ! – Eric Aunoble

Le mouvement des Communes en Ukraine soviétique (1919-1920), Edition *Les nuits rouges*.

Le titre de ce livre n'est pas la profession de foi de l'auteur sur un moment de la révolution russe, en l'occurrence l'année 1919, pendant la guerre civile qui ravagea la nouvelle République Soviétique. En quelques mois, du printemps à l'automne 1919, 2 000 communes soviétiques s'étendent sur le territoire de la nouvelle République Soviétique. En tout et pour tout, elles ne rassemblent que quelques milliers de *communards*. La présente étude se penche sur les archives ukrainiennes comptabilisant 300 communes agricoles ; celles concernant les autres républiques auraient disparu ou sont pour l'instant inaccessibles. Quel est intérêt de se pencher sur un mouvement si marginal, de caractère probablement utopiste ou anarchiste ? Dans sa présentation l'auteur répond à cette objection : « *le métier d'historien, qui suppose de rassembler et de synthétiser des sources essentiellement institutionnelles, conduit facilement à ignorer ce qui n'est pas pleinement advenu, et donc à sous-estimer la capacité innovatrice des utopies produites dans les périodes révolutionnaires* ». L'auteur rappelle que déjà Marx mettait en garde contre ce type d'évaluation quantitative en affirmant que « *la grande mesure sociale de la Commune [de Paris], ce fut sa propre existence et son action* ». Aussi, cet ouvrage intéresse tout d'abord l'historien, mais il ne peut laisser indifférent tout militant attentif aux capacités créatrices de la classe ouvrière même dans ces couches les plus 'frustes' et les plus misérables, et pour le propos qui nous intéresse, il s'agit d'une activité propre à la couche des paysans pauvres, en réalité, des prolétaires de la terre qui ne se distinguaient de leur frères de classe dans les usines que par les instruments de production, mais aussi par le poids plus lourd de l'arriération villageoise.

C'est donc un *travail au ras du sol* que nous livre Eric Aunoble car l'essentiel de la recherche s'est faite presque exclusivement sur base les archives contenant les notes d'assemblées générales des Communes. Ces notes ne peuvent pas ne pas nous émouvoir car elles montrent crûment le total dénuement dans lequel se trouvaient ces travailleurs de la terre, mais aussi et surtout la farouche volonté, dans un élan commun, de créer les nouvelles conditions d'une société égalitaire à quelques dizaines de kilomètre du front des 'Rouges' et des 'Blancs'. Ces notes livrent presque tous les détails de la vie quotidienne des communards sans taire ni les conflits, ni les exclusions, ni les démissions, toujours discutés en assemblée générale.

L'ouvrage d'Aunoble expose à plusieurs niveaux le phénomène social que révèle ce mouvement des 'communards soviétiques'.

Sur le plan historique d'abord, avec la réalité de la communauté rurale russe (l'*obchtchina* ou *mir*) que l'auteur compare et distingue des communes de 1919. Ce qu'il faut retenir, c'est que toute la littérature russe populiste et anarchiste contemporaine de l'éveil du mouvement ouvrier en Europe vers 1840 et 1870, autour de A. Herzen, Bakounine, Tchernichevsky, envisage la transformation sociale à partir de 'la propriété communautaire' avec les multiples confusions sur la notion de 'socialisation de la terre' que chacun reprend à son compte avec sa propre interprétation. Ce qui nous intéresse plus particulièrement, c'est l'attitude du mouvement ouvrier russe, dont les pionniers du marxisme en Russie, Plékhanov et V. Zassoulitch qui, dès leur séparation d'avec le populisme, mènèrent une violente critique contre l'*obchtchina* considérée comme la survivance de « *l'économie patriarcale et dont l'autocratie des tsars constitue le complément politique* ». Pourtant Marx voyait dans l'*obchtchina* un potentiel de développement sur lequel pourrait s'organiser la nouvelle société dans les campagnes. C'est donc la notion d'« *associations de producteurs* » que le POSDR élimine de son programme en 1903 sur l'insistance particulière de Lénine, avec l'argument, il est vrai, que ces associations pourraient être sensibles aux avances des libéraux bourgeois qui s'entendent à jouer les protecteurs de 'l'industrie populaire'. Il n'en reste pas moins que les bolcheviks auront ignoré une alternative à la question paysanne allant dans une autre optique que celle de la simple reprise du programme de réforme agraire des S-R (socialistes révolutionnaires) en 1917.

Les deux autres parties de cet ouvrage ne sont pas moins passionnantes ⁽¹⁾. Elles illustrent le contexte particulièrement complexe dans lequel se développe l'expérience communarde, et surtout la haine des 'Blancs' qui concentrent leur propagande antisoviétique contre la généralisation de communes dans les campagnes. Avec une objectivité sans faille, l'historien démontre que ni les S-R, ni les anarchistes, ne furent favorables à cette expérience et, qu'à aucun moment ils ne s'en revendiquèrent. Makhno, figure légendaire de l'anarchisme, selon ses propos mêmes, prétendait avoir défendu 'l'union des paysans propriétaires, petits propriétaires, pauvres et prolétaires' contre les koulaks et les grands propriétaires. Il critiquait les bolcheviks pour avoir introduit la lutte de classe dans le village. Nous sommes donc loin de l'aspiration des communards ukrainiens. Toujours avec la même objectivité, l'auteur analyse l'ambiguïté de la politique des bolcheviks au pouvoir envers les communes à partir de leur apparition début 1919. Dans un premier temps, il y eût l'appel de Boukharine à soutenir le mouvement, mais très vite, face à l'hostilité paysanne rétive aux bouleversements sociaux, ils prirent une position de recul. Sans interdire le développement des communes, ils les considérèrent comme un obstacle à l'acquisition du soutien du paysan moyen comme l'affirme l'affiche du soviét ouvrier « *De l'ouvrier de la ville au pauvre de la campagne* " (...) *souvient-toi que le paysan moyen est ton allié, mais il lui reste encore dans la tête des chimères de S-R sur la socialisation de la terre... Il faut lui montrer toute la supériorité de la commune, du travail socialisé de la terre, du sovkhoze, mais par l'exemple et non par la force* ». Toute l'ambiguïté réside dans la fin du message, car jamais dans leur constitution, ni dans l'esprit ni dans les faits, les communes n'ont revendiqué la force ou l'obligation de s'y soumettre. En réalité, l'auteur fait justement remarquer que ce que l'on reproche aux communes paysannes ce n'est pas l'emploi de la force mais le simple fait d'exister, ce qui aliène le soutien du paysan moyen au nouvel État soviétique.

La conclusion, sous le titre '*Fin des Communes, fin du communisme ?*', porte un regard plus précis sur le positionnement des anarchistes, Makhno, Voline, Piotr Archinov qui revendiquèrent hautement les communes comme le legs de la Makhnovochchina. Les faits historiques montrent que l'armée de Makhno avait eu en la matière une politique plus timorée que celle des bolcheviks. Ce qui n'empêcha pas l'anarchisme de s'accaparer, après coup, du mouvement communard russe.

On ne peut, dans une courte présentation épuiser, sinon aborder, l'extrême richesse de cet ouvrage tant du point de vue historique que celui de la réflexion qu'il entraîne sur des questions que nous aurions prétendu réglées par l'histoire. La Commune parisienne était-elle utopique ? Pour Marx elle n'était prématurée que par le contexte historique. Les communes russes de 1919 à leur tour étaient-elles utopiques ou prématurées ? L'auteur du présent ouvrage les caractérise souvent d'utopiques, dans le sens d'un possible réalisable, et non pas de l'imaginaire. Ce qui semble être un contresens. La question reste posée, à nous de la clarifier car, dans l'alternative à la faillite du capitalisme, l'immense majorité de la population humaine va se retrouver confrontée aux mêmes problèmes et tenter d'y apporter les mêmes réponses que celles des communards qui cherchaient simplement à réaliser ce que la révolution russe portait en elle de saillant : le communisme entendu avant tout comme la construction de rapports humains égalitaires.

Mario Lucca

(1) Cet ouvrage est tiré de la première partie d'une thèse de doctorat intitulée « *Le communisme, tout de suite !* ». « *Ce travail a représenté plus de dix ans de recherches, de voyages et surtout de rencontres* » (Eric Aunoble).

Références sur la *Gauche Communiste internationaliste*

Brochures

La Gauche Communiste Belge (1921-1970) : Michel Olivier, 7 rue Paul Escudier, 75009 Paris, France.
La dégénérescence de l'IC, le cas du PCF (1924-27) : idem.
La Ligue Communiste et la Fraction de Gauche (Treint-Marc) 1930-32 : idem.
La Gauche Hollandaise : CCI, Mail Boxes 153, 108 rue Damrémont, 75018 Paris, France.
La Gauche Communiste d'Italie : idem.
La Gauche Communiste de France : idem.
Marc Laverne et la Gauche Communiste de France : P. Hempel, 67 rue H. Ginoux, 92120 Montrouge, France.
Histoire de la Gauche Marxiste : idem.
La critique de « Socialisme ou Barbarie » : Jean-Louis Roche, 67 rue H. Ginoux, 92120 Montrouge, France.

Sites Web

Réseau de Discussion International : <http://membres.lycos.fr/resdisint/>
Smolny : www.collectif-smolny.org/
Tumulto : www.tumulto.org/Bienvenue.html
Quelques textes disponibles sur : www.marxists.org/francais/index.htm
Communisme de Conseils : www.geocities.com/adel0/adel1.html
Archives Paul Mattick : www.home.no/mattick/
Ligue des Conseillistes de France : http://conseillisme.info/archives_lcf/
Portail de groupes et documents : www.geocities.com/~johngray/index.html#toc
Portail de groupes : www.mondialisme.org/
Oposição Operária : www.opopssa.info/germinal.html
Reproduction de nombreux textes : <http://bataillesocialiste.wordpress.com/>
Démocratie communiste (luxemburgiste) : <http://democom.neuf.fr/>
Forum luxemburgiste : <http://luxemburgism.forumr.net/index.htm>
Réseau luxemburgiste international : <http://www.luxemburgism.lautre.net/?lang=fr>
Etcetera : <http://www.sindominio.net/etcetera/index.htm>
Left Wing Communism – an infantile disorder ? : <http://www.left-dis.nl/home.htm>

Le principal groupe (PCI - Le Prolétaire) et ses scissions jusqu'à son implosion en 1982

Parti Communiste International (Le Prolétaire) : www.pcint.org
Gauche Communiste : www.international-communist-party.org/index.htm
Cahiers Internationalistes : www.ilprogrammacomunista.com/fr-premiere.htm
Quaderni Internazionalisti : http://www.quinterna.org/lingue/francais/0_francais.htm
Bibliothèque internationale de la Gauche Communiste : <http://www.sinistra.net/lib/index.html>
Robin Goodfellow : <http://www.robingoodfellow.info/>

Le groupe le plus important depuis 1982 (CCI) ainsi que ses scissions

Courant Communiste International : <http://fr.internationalism.org/>
Fraction interne du Courant Communiste International : www.bulletincommuniste.org/
Cercle de Discussion de Paris : <http://cercledeparis.free.fr/>
Perspective Internationaliste : <http://internationalist-perspective.org/PI/pi-index.html>
Groupe Communiste Internationaliste : www.gci-icg.org/french/index.html
Mouvement Communiste : www.mouvement-communiste.com
Le prolétariat universel : <http://proletariatuniversel.blogspot.com/>

Le second groupe le plus important à l'heure actuelle (sans scissions à notre connaissance)

Bureau International pour le Parti Révolutionnaire : www.ibrp.org/fr

Marx sur la spéculation et la crise

« Si vers la fin d'une période commerciale déterminée, la spéculation apparaît comme le prodrome immédiat de l'effondrement, il ne faudrait pas perdre de vue que la spéculation a été engendrée elle-même par la phase précédente du cycle, de sorte qu'elle n'est qu'un résultat et un phénomène, et non la cause profonde et la raison. Les économistes qui prétendent expliquer les secousses régulières de l'industrie et du commerce par la spéculation, ressemblent à l'école désormais morte de la philosophie de la nature qui considérait la fièvre comme la véritable raison de toutes les maladies »⁽²⁾

« Comme toujours la prospérité lança bientôt la spéculation. Celle-ci surgit régulièrement dans les périodes où la surproduction bat déjà son plein. Elle fournit à la surproduction des débouchés momentanés. Elle hâte en même temps l'irruption de la crise et en augmente la violence. La crise elle-même éclate d'abord là où sévit la spéculation et ce n'est que plus tard qu'elle gagne la production. L'observateur superficiel ne voit pas la cause de la crise dans la surproduction. La désorganisation consécutive de la production n'apparaît pas comme un résultat nécessaire de sa propre exubérance antérieure mais comme une simple réaction de la spéculation qui se dégonfle »⁽³⁾

(2) Karl Marx, *La crise commerciale en Angleterre*, New York Times, 15 décembre 1857.

(3) Karl Marx et F. Engels, *Crise prospérité et révolution*, Revue mai-octobre 1850, cité dans *La crise*, édition 10/18 : 94.